



HAL
open science

Enjeux et dynamiques de la circulation internationale d'un modèle agricole sensible à la nutrition : compréhension par les études de transfert politique

Valentin Brochard

► **To cite this version:**

Valentin Brochard. Enjeux et dynamiques de la circulation internationale d'un modèle agricole sensible à la nutrition : compréhension par les études de transfert politique. Science politique. 2013. dumas-00945142

HAL Id: dumas-00945142

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00945142>

Submitted on 17 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Master 2 CIAHPD
Coopération Internationale, Action Humanitaires et Politiques de Développement
Université de Paris I, Panthéon Sorbonne
Année universitaire 2012-2013

Enjeux et dynamiques de la circulation internationale d'un modèle agricole sensible à la nutrition : compréhension par les études de transfert politique.

Valentin Brochard
Sous la direction de Mr Jean –Jacques Gabas
Novembre 2013

Avertissement :

*« L'Université Paris I n'entend donner aucune approbation aux opinions émises dans les mémoires.
Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs »*

Remerciement :

L'auteur remercie l'ensemble de l'équipe du département plaidoyer d'Action Contre la Faim France, et plus particulièrement Etienne du Vachat pour son soutien et ses conseils.

L'auteur tient également à remercier Arlène Alpha, Nicolas Bricas, Charlotte Dufour et Elise Rodriguez pour les entretiens que ces personnes ont bien voulu lui accorder.

Sommaire

Sommaire	2
Synthèse	3
Introduction	4
I. Le succès de la prise d'envergure d'une vision jusque-là dénigrée.....	7
A. L'héritage polémique de la crise des prix alimentaires de 2007-2008.....	8
B. L'émergence politique d'un concept s'affranchissant des blocages passés	17
C. Une homogénéisation des positionnements autour d'un concept sans réalités scientifiques reproductibles	33
II. L'essai non transformé d'un modèle politique disposant d'une forte légitimité internationale	46
A. Des acteurs de transfert gravitant tous autour d'une même structure.....	46
B. Un modèle importé ne répondant pas à la réalité des opérateurs nationaux.....	61
C. Un modèle transféré portant les germes d'une faible appropriation.....	70
Conclusion.....	82
Bibliographie	84
Liste des acronymes	92
Table des matières	93
Tables des illustrations	95
Sommaire des Annexes	96

Synthèse

Depuis quelques années on constate un positionnement accru des principales institutions et instances de l'aide internationale quant aux impacts nutritionnels que peuvent avoir les interventions agricoles. Le concept d'une « *agriculture sensible à la nutrition* » développé dans ces positionnements propose un profond changement de vision dans la façon de comprendre le secteur agricole. Toutefois, si un nombre croissant d'acteurs semblent se positionner sur le sujet, de nombreuses études soulignent le manque d'application concrète de ce concept, ce dernier connaissant des difficultés à être mis en œuvre au niveau des pays souhaitant lutter contre la sous-nutrition. Ce mémoire de fin d'étude propose donc, à travers le cadre analytique des études de Transfert Politique (Policy Transfert), de s'intéresser aux jeux d'acteurs ayant structuré l'émergence d'un modèle agricole sensible à la nutrition et ayant organisé sa mise en circulation et son transfert. Le but sera ici d'organiser une réflexion autour de la nature du modèle transféré, et de tenter de comprendre si la faible appropriation constaté au niveau des pays peut être inhérente aux modalités dans lesquels s'effectue ce transfert.

Mots-clés: Développement, Agriculture, Nutrition, Multisectorialité, Organisations de la société civile, Secteur privé, Nations Unies, Bailleurs de fonds, Transfert politique, Dépendance au sentier, Entrepreneur de Politique, Acteur de Transfert, Circulation internationale, Solution d'actions publiques.

Synthesis

In the last past years, development international agencies have published a growing number of guidelines on how to impact the nutritional aspect of agricultural interventions. The “*nutrition sensitive agriculture*” concept they develop offers a new vision on how agriculture can or should be considered. If a growing number of actors takes position on this topic at international level, several studies demonstrated however its lack of concrete implementation at country level. Through a Policy Transfer framework, this master degree thesis proposes to analyze how the interactions among actors led to the development of a nutrition sensitive agricultural model, to its exportation and implementation. The goal of this study will be to develop a thought on the nature of the transferred model and to try to understand if this nature could have led to the current limits in implementation.

Key words: Development, Agriculture, nutrition, Multisectoriality, Civil Society Organizations, Private sector, United Nations, Donors, Policy Transfer, Path dependence, Policy Entrepreneur, Transfer Agent, International Circulation, Public Policy Solution.

Introduction

Durant les cinq dernières années, le monde du développement a connu une multiplication des publications sur la façon dont l'agriculture pouvait avoir des impacts nutritionnels. La plupart des institutions ont ainsi publié des cadres stratégiques, ou des lignes directrices, sur les meilleures manières de rendre le secteur agricole « *sensible* » à la nutrition, notamment dans le but de venir en aide aux développeurs de programmes en leur démontrant l'intérêt qu'il y avait à utiliser de tels procédés. Ces institutions ont également financé un nombre croissant de revues de littérature, de forums communautaires de discussions, ainsi que de programmes de recherches visant à mettre en évidence des preuves concrètes identifiant des impacts nutritionnels d'interventions agricoles (FAO, 2012). Toutefois, si cette vision de l'agriculture semble prendre un poids de plus en plus croissant sur la scène internationale, il semble qu'elle peine fortement à se traduire en réalité mesurable sur le terrain. De nombreux auteurs soulignent ainsi le côté trop politique de l'émergence du modèle, et la difficulté que peuvent éprouver les acteurs tant nationaux qu'internationaux, à sa mise en œuvre effective au sein des pays présentant de fort taux de malnutrition (ACF, 2013d).

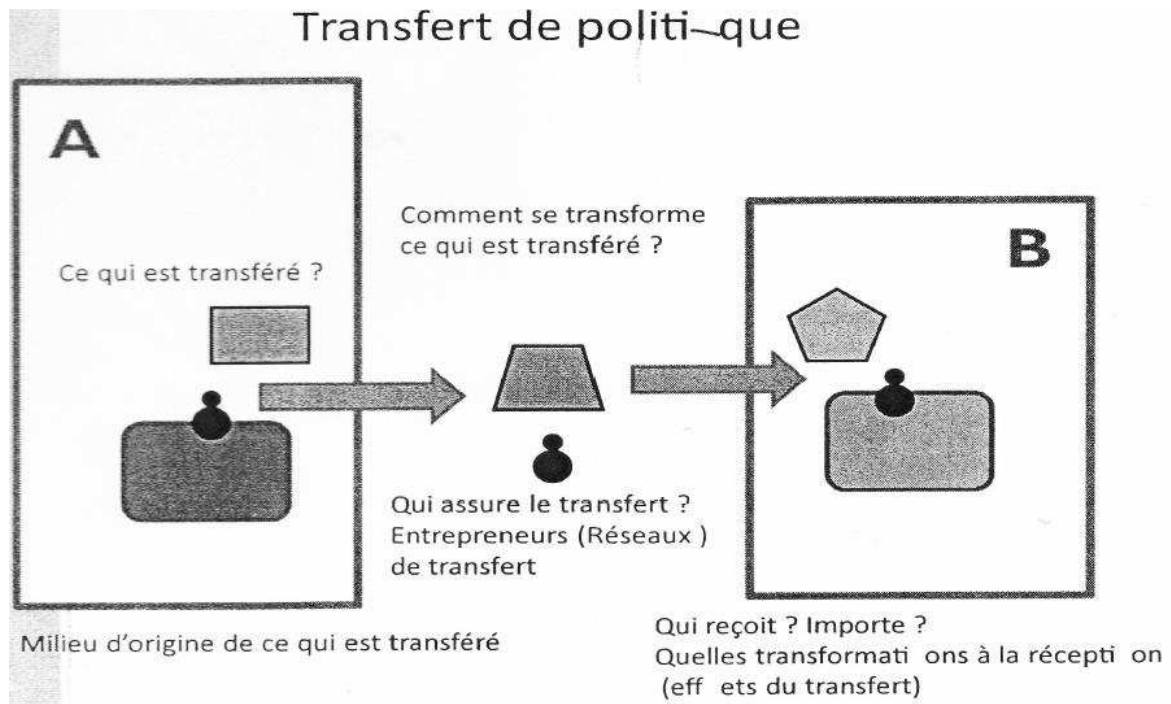
Sur la base de ce constat intéressant opposant forte émergence politique internationale et faible mise en œuvre nationale, il conviendrait de s'intéresser aux jeux d'acteurs, aux dynamiques, ainsi qu'aux actions ayant permis l'émergence politique d'un modèle sans créer les conditions nécessaires à sa mise en œuvre. Pour ce faire le cadre théorique utilisé ici sera celui d'un domaine d'étude des sciences politiques en pleine croissance, à savoir l'étude des Transfert Politique (Policy Transfer).

Ce champ d'étude, que Dolowitz et Marsh (2000) décrivent comme l'analyse de « *processus par lesquels des informations et des savoirs concernant les politiques publiques propres à un système politiques sont empruntés et utilisés dans le cadre du développement de politiques publiques dans un autre système politique* », semble en effet de plus en plus mobilisé au sein des sciences politiques. De nombreux travaux ayant démontré une expansion sans précédent des phénomènes de transferts (non seulement internationaux mais également intersectoriels et inter-organisationnelle) des matériaux cognitifs et normatifs utilisés dans la conception des politiques publiques (Delpeuch, 2009).

Or si l'interprétation traditionnelle de Dolowitz et Marsh (2000) laisse entendre que la modalité de l'internationalisation des politiques se caractérise par des flux de modèles de politiques publiques de points émetteurs A vers des points récepteurs B, notamment à travers la présence « *de modèles de références, d'acteurs engagés dans l'exportation ou dans l'importation de ce modèle, d'une variété de canaux, mécanismes et stratégies de transferts, (et) de processus complexes de réception aboutissant à l'appropriation du modèle sous une forme altérée, avec, le plus souvent, des conséquences imprévues* » (AFSP, 2011, 2) (voir figure 1 ci-dessous), cette vision initiale des Transferts Politiques rendrait l'utilisation de ce champs d'étude inapte à notre sujet. Le transfert d'un modèle agricole sensible à la

nutrition semblant en effet s'effectuer dans des contours flou, à travers un cadre mouvant, selon des modèles de références en manque de définition, et à travers un flux de modèles tenant plus d'un mouvement partant d'une multitude de points émetteurs internationaux A vers des points nationaux B que d'un transfert bien établis entre point émetteurs A et points récepteur B nationaux (FAO, 2012).

Figure 1 : Processus et questions abordés par l'approche de Dolowitz et Marsh en termes de Transfert de Politiques



Source : (AFSP, 2011, 2)

Toutefois, il est nécessaire de noter que la récente expansion des cas étudiés de Transfert Politique soulève chez certains auteurs l'idée que « *l'internationalisation des politiques publiques ne s'arrête pas aux seuls transferts de politiques tels que définis par Dolowitz et Marsh, c'est-à-dire à « l'exemplarité de l'étranger », ni à la légitimation par certaines élites nationales des modèles de politiques publiques importés* » (AFSP, 2011, 2). Selon ces auteurs, comprendre l'internationalisation des politiques publiques supposerait donc également de regarder la fabrication de « *modèles* », ou de « *prescriptions* », de plus en plus façonnés dans des « *arènes inter ou transnationales plus ou moins autonomes et sans référence obligatoire à un modèle national* ».

Cette vision identifiant les Transfert Politiques comme des « *processus particuliers, enchâssés dans les processus [...] de policy Making (problématisation, mise sur agenda...), dans ceux des mobilisations sociales transnationales, advocacy network et de jeux aux frontières des états [...]* » où « *les acteurs inter/transnationaux et internationalisés ne feraient que s'ajouter à la liste des entrepreneurs stratégiques ayant une capacité politique à définir problème et solution* » (AFSP, 2011, 9) nous permet donc ici d'aborder une approche bien plus large du Transfert de Politique, nous autorisant par exemple à

clairement analyser les entrepreneurs de politique, tels que définis par J.W. Kingdon (Kingdon, 2010), comme des acteurs à part entière participant aux transferts.

Utilisant ainsi le cadre analytique des Transferts de Politiques, ce mémoire illustrera ici un cas où le transfert ne s'est pas effectué en provenance d'un gouvernement, ou d'un point A bien défini, mais en provenance d'un modèle co-construit au sein d'instances internationales faisant office d'espaces de co-conception des politiques et d'opérateurs de transfert, et regroupant une myriade de points A dont certains figurent également parmi les points B récepteurs.

La segmentation du transfert proposée par ce cadre analytique (segmentation en trois étapes : construction/émergence du modèle, circulation/exportation du modèle, et réception/importation du modèle), nous permettra ainsi d'analyser le transfert politique d'un modèle agricole sensible à la nutrition. Le but étant (en partant du constat de base stipulant que malgré une émergence politique réussie, le modèle agricole sensible à la nutrition a pour le moment échoué à se transformer en réalité concrète au niveau des pays) de s'intéresser aux jeux d'acteurs structurant ce transfert. L'hypothèse serait ici que la structure que ces jeux d'acteurs ont permis de mettre en place pour favoriser l'émergence politique du modèle, porte en elle les germes de son manque d'appropriation par les opérateurs de transfert.

Au vu de la jeunesse du modèle, et au vu de la façon dont nous analyserons les jeux d'acteurs, il conviendra ici d'organiser le mémoire en deux parties. La première, traitant de l'émergence du modèle sur l'agenda international, analysera les différentes dynamiques qui ont pu soutenir cette émergence, les différents blocages qui ont pu la ralentir, les entrepreneurs de politiques qui ont su la mettre en œuvre, et l'influence de ces derniers sur la façon dont la scène internationale a pu s'approprier ce paradigme. La deuxième partie quant à elle se concentra sur les suites et conséquences de cette émergence d'un modèle agricole sensible à la nutrition, à savoir la circulation/exportation du modèle et sa réception/importation. Cette dernière partie s'intéressera notamment plus particulièrement aux acteurs promulguant le transfert du modèle, à la manière dont ce modèle est transféré, ainsi qu'à la façon dont les pays peuvent se l'approprier.

I. Le succès de la prise d'envergure d'une vision jusque-là dénigrée

«L'attention publique est une ressource rare, dont l'allocation dépend de la compétition au sein d'un système d'arènes publiques. [...] De ce fait, les notions doivent lutter pour occuper un espace dans les arènes publiques. [...] Cette compétition est permanente ; ils doivent à la fois lutter pour entrer et pour rester sur l'agenda public» (Stephen Hilgartner et Charles Bosk, 1988, 53-76.)

Si l'on considère l'accroissement du nombre de publications international sur un sujet comme un indicateur pertinent pour juger de la priorisation de ce sujet sur l'agenda¹ international, on constate que la plupart des arènes, des forums, mais aussi des parutions traitant de l'agriculture sensible à la nutrition, se sont tenus après l'année 2009. L'intérêt de cette partie serait dès lors d'analyser et de comprendre les instances de fabrication de ce modèle agricole sensible à la nutrition, et plus particulièrement de s'intéresser aux jeux d'acteurs qui ont favorisé l'émergence de ce type de politique à cette date.

Or il est à noter que de nombreux obstacles existent sur la route menant à l'émergence d'une approche sur la scène internationale, notamment du fait de résistances et d'oppositions (de nature idéologique, culturelle, matérielle, pratique...) à la prise en compte d'un enjeu (Cobb et Ross, 1997). Il est également à noter l'existence d'autres visions d'un même sujet qui, si elles peuvent coexister, entrent bien souvent dans des logiques de compétition. (Stephen Hilgartner et Charles Bosk 1988). Il faut donc ici comprendre l'analyse comme une volonté de tenter de percevoir les mécanismes ayant permis une priorisation politique internationale de l'agriculture sensible à la nutrition. Seront ainsi analysés ici les différentes dynamiques internationales qui ont pu soutenir cette priorisation, les différents blocages qui ont pu la ralentir, les entrepreneurs de politiques² qui ont su la mettre en œuvre, et l'influence de ces derniers sur la façon dont la scène internationale a pu s'approprier ce paradigme. Une attention particulière sera portée ici aux rôles des présélecteurs d'alternatives³ (ou source d'inspiration du transfert politique). Car si le concept d'une agriculture sensible à la nutrition n'a émergé que récemment sur la scène internationale, il ne représente en rien un concept novateur ou nouveau, mais constitue plutôt l'aboutissement d'un long combat quant à une certaine vision de l'agriculture.

¹ On utilisera ici la définition émise par P. Garraud dans son article « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda » paru en 1990 au sein de la revue *L'Année Sociologique* : « Ensemble des problèmes faisant l'objet d'un traitement, sous quelque forme que ce soit, de la part des autorités publiques et donc susceptibles de faire l'objet d'une ou plusieurs décisions »

² On utilisera ici la définition proposée lors de la section thématique n°18 du congrès de l'AFSP de Strasbourg en 2011 : « Acteurs stratégiques disposant d'une « capacité politique » à imposer leurs problématiques et solutions en se saisissant de « fenêtre d'opportunité » (stratégie dans la temporalité) d'une part, et en alignant les « courants » politiques (stratégie sur le contenu) d'autre part ».

³ Néologisme inspiré des travaux d'Eve Fouilleux. Illustre un acteur ayant joué un rôle de présélection des alternatives qui resterait inaperçu si l'on cantonne l'analyse aux négociations finales. Ce terme aide à comprendre comment un acteur peut être important non pas par ce qu'il fait mais pour ce qu'il aide d'autres acteurs à accomplir

A. L'héritage polémique de la crise des prix alimentaires de 2007-2008

L'émergence sur la scène internationale d'un paradigme agricole prenant en compte le statut nutritionnel des individus s'est construit en profitant de trois dynamiques : l'une a mis l'agriculture en haut de l'agenda international du développement, la deuxième a mis en valeur le paradigme de la nutrition sur ce même agenda, tandis que la troisième a promulgué au sein de la dynamique nutritionnelle, une volonté de prendre en compte des interventions dites « sensibles » à la nutrition. Analyser et comprendre, surtout de manière aussi succincte, ces différentes dynamiques pourrait paraître un exercice inadéquat au vu de l'orientation de ce mémoire. Cependant ces dynamiques sont identifiées ici comme des facteurs clés ayant permis à certains entrepreneurs de politiques publiques de réussir à faire reconnaître leur vision par la scène internationale. Si le mémoire se concentre sur le transfert de politiques publiques, la compréhension des paradigmes dominants structurant les politiques transférées est ainsi un exercice indispensable pour comprendre la logique des acteurs, et ce quelle que soit leur échelle. On distinguera ici deux dynamiques principales (agricoles et nutritionnelles) d'une dynamique secondaire (sensible à la nutrition). Si les trois revêtent une grande importance, il faut bien comprendre que la dynamique sensible à la nutrition constitue une sous composante de la dynamique nutritionnelle.

Bien que les deux dynamiques principales structurant l'émergence de notre concept soient à l'origine totalement distinctes, elles ont toutes deux comme point commun d'avoir pris de l'importance sur l'agenda international dans un contexte particulier : celui de la crise des prix alimentaires de 2007-2008.

Au cours du premier trimestre 2008, les prix nominaux des principales denrées alimentaires ont atteint leur plus haut niveau en près de 50 ans, tandis que les prix réels des denrées atteignaient leur niveau record en près de 30 ans (CNRS, 2008). Le décalage net de ces prix par rapport aux revenus des ménages des pays en voie de développement a fait apparaître des émeutes de la faim sur tous les continents. Cette crise est en partie due à une contraction des stocks alimentaires et à une hausse massive des prix des aliments : les prix du blé, du riz et du soja ont bondi de plus de 40% entre début 2007 et le premier trimestre 2008 (FAO stat, 2008), alors que les agriculteurs du monde entier ont eu cette année une production record de 2,3 milliards de tonnes de céréales (soit 7% de plus qu'en 2006). Cet emballement des prix agricoles n'est pas le premier mais se distingue de ses prédécesseurs par son ampleur (il a touché de grandes parties du monde), de par sa globalité (il a porté sur presque toutes les denrées vivrières de base et matières premières agricoles), et de par son contexte (les pays en développement sont plus intégrés, financièrement et commercialement, dans l'économie mondiale que vingt ans auparavant). Afin de mieux comprendre les dynamiques qu'elle a pu engendrer, il convient de cerner les racines plurielles et complexes de cette crise des prix alimentaires.

Il faut donc comprendre que la crise a eu des causes conjoncturelles (stocks alimentaires réduits, aléas climatiques dans des pays fournisseurs de premier plan, demandes accrues pour certains produits alimentaires notamment liées à l'augmentation de l'urbanisation, et affectations massives des cultures

et des terres à la production de biocarburants) qui ont été exacerbées par un afflux de capitaux spéculatifs dans le secteur des denrées alimentaires, par une instabilité de certains marchés financiers rabattant les spéculateurs sur des actifs dont les prix allaient augmenter, par une hausse des prix de l'énergie dans certains pays en développement, ainsi que par la décision prise par certaines grandes puissances agricoles de se défaire de leurs stocks de grains. Mais cette crise possède également de nombreuses causes structurelles qu'il ne faut pas minorer : difficultés pour de nombreux pays en développement d'accroître leur production et leur productivité agricole, faible priorisation internationale concernant le secteur agricole⁴, sous-investissement dans les infrastructures agro-alimentaires nécessaires à la distribution des produits agricoles, inégalités des marchés agricoles mondiaux, et renforcement des droits de propriété intellectuelle et des technologies pour les semences nouvelles.

Si cette crise fût un choc pour l'opinion publique, elle eut un plus grand effet encore au sein du monde cloisonné qu'est celui de l'aide au développement. La double origine de la crise (que ce soit dans ses causes structurelles ou dans ses causes conjoncturelles) remettait en cause la façon dont avait été abordé le secteur agricole dans les quarante dernières années, et la façon dont l'aide au développement agricole était jusqu'alors pensée. A travers cette crise c'était à la fois le modèle libéral qui dominait depuis près de quarante ans les débats sur les politiques agricoles internationales (Fouilleux, 2009) et l'inaction internationale vis-à-vis de l'agriculture qui était ainsi remis en cause.

1. Une dynamique agricole restructurant un secteur auparavant délaissé

« La libéralisation du commerce dans l'agriculture est probablement la contribution la plus importante que le système commercial multilatéral peut apporter pour aider les pays en développement, y compris les plus pauvres, à sortir de la pauvreté. »

Supachai Panitchpakdi, directeur général de l'OMC, discours d'orientation au World Food and Farming Congress, Londres, 25 novembre 2002

Le fait que les pays ayant libéralisé le plus rapidement et le plus largement leur agriculture (comme proposé/imposé par les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International depuis les années 1970) furent notamment ceux parmi les plus touchés par la crise des prix alimentaires, a questionné un modèle de développement agricole jusqu'alors plébiscité (AQOCI, 2009).

Le paradigme agricole libéral, qui associait libéralisation du secteur, diminution de la pauvreté et développement, dominait alors largement. Initialement promulgué par l'OMC, la Banque Mondiale et l'OCDE (Fouilleux, 2009) ce paradigme avait percolé à travers la grande majorité des arènes et forums internationaux, qui voyaient ainsi majoritairement l'agriculture à travers le prisme faisant du commerce

⁴ Bien qu'il soit bien souvent le secteur économique le plus sensible sur le plan politique, économique et social ainsi que le secteur influant le plus sur le Produit Intérieur Brut (PIB) et sur le taux d'emploi, le secteur agricole n'a reçu qu'un soutien budgétaire minime au niveau national et international (Banque Mondiale. 2008).

des produits agricoles le principal moteur de croissance des pays en développement. Ce paradigme, transformant le secteur agricole en exemple même de secteur à libéraliser par excellence pour lutter contre la pauvreté, a donc entraîné, sous l'influence des institutions financières internationales, un désengagement des États concernant leur développement agricole (South Center, 2008). C'est dans ce paradigme, que l'on peut également trouver l'explication du recul de l'aide publique au développement (APD) agricole apportée aux pays en développement (AQOCI, 2009): celle fournie par les institutions multilatérales est ainsi passée de 3,4 milliard en 1980 à 0,5 milliard en 2002 (une diminution de 85%), tandis que les donateurs bilatéraux ont, sur la même période, diminué leurs apports de 2,8 milliards de dollars à 1,7 milliard de dollars (une diminution de 39 %) (CNUCED, 2008).

Or la multisectoralité avérée des causes de la crise des prix alimentaires a ébranlé cette vision principalement économique du secteur agricole et a eu deux effets principaux sur les investissements de ce secteur.

Tout d'abord elle a permis un élan politique fort en faveur de l'augmentation des investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette tendance fut illustrée par un regain d'intérêt pour l'agriculture et par de nouveaux engagements exprimés par de nombreux pays, par les bailleurs de fonds, et par les organisations internationales. La création en avril 2008 d'un Groupe de travail de haut niveau pour la sécurité alimentaire mondiale au sein des Nations Unies (High-Level Task Force on the Global Food Security Crisis, HLTF), le succès de la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de 2009, les 22 milliards de dollars d'engagements réalisés par le G8 lors du sommet de l'Aquila en 2009, ainsi que le plan d'action sur l'agriculture et la volatilité des prix alimentaires du G20 de 2011 illustrent pleinement cette nouvelle tendance replaçant l'agriculture au centre de l'agenda international du développement. Il est à noter que les principaux objectifs de ces initiatives sont d'augmenter la production et la productivité agricole, de réduire la volatilité des prix, mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Car une autre conséquence de la remise en cause du paradigme libéral semble avoir été l'affaiblissement d'une vision principalement économique de l'agriculture, au profit d'une vision prenant plus en considération ses rôles multisectoriels. Cette vision, qui analyse l'agriculture comme un secteur spécifique remplissant des fonctions multiples (économiques, politiques, sociales, culturelles, environnementales ou nutritionnelles) avait par ailleurs commencé à percoler dans la scène internationale depuis la Conférence Mondiale de l'alimentation de 1996 (Bricas, Daviron, 2008) notamment grâce au concept de souveraineté alimentaire qui y avait été présenté par le réseau international d'organisations paysannes du Nord et du Sud Via Campesina. Un des exemples les plus pertinents de cette prise en considération serait la création du HLTF en 2008 par le Secrétaire Général des Nations Unies. Ayant pour but d'élaborer un plan d'action de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, cette initiative devait s'appuyer sur une large concertation d'acteurs de différentes

agences des Nations Unies afin d'« *agir sur tous les leviers qui permettent d'atteindre l'objectif de sécurité alimentaire tout en intégrant les préoccupations nutritionnelles*» (HLTF, 2010, 2-3).

Toutefois, si d'une manière générale la crise des prix alimentaires de 2007-2008 a permis une mobilisation concernant la prise en considération du rôle pluridisciplinaire de l'agriculture (Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013), il est crucial de noter que son effet semble avoir été inverse sur les organisations internationales s'occupant de l'agriculture et principalement sur le PAM (Programme Alimentaire Mondial), le FIDA (Fond International de Développement Agricole), et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) (Bricas, Daviron 2008).

Ces arènes et forums, traditionnellement imperméables à l'approche multisectorielle de l'agriculture (Eve Fouilleux, 2009) semblent en effet avoir profité de cette crise pour favoriser un retour en force du productionnisme comme seul rôle pertinent pour l'agriculture. Ce retour, s'effectuant dans un contexte de rivalité entre les différentes agences onusiennes a notamment été concrétisé par le Sommet sur la Sécurité Alimentaire de juin 2008. On remarque ainsi que la déclaration finale du sommet insiste sur la nécessité à court terme "*d'apporter un appui immédiat à la production et au commerce agricole*" et à plus long terme d'investir dans la production vivrière, mais ne fait presque pas mention des rôles autres que productionnistes que peut endosser l'agriculture (Bricas, Daviron, 2008). Or cette main-mise productionniste au sein des organisations internationales de développement agricole semble toujours d'actualité. En témoigne le dernier Comité Sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) qui s'est tenu à Rome du 07 au 11 octobre dernier. Au-delà des discussions plénières, les discussions annexes tentaient principalement de mettre en avant les enjeux et la faisabilité d'une augmentation durable de la production agricole et ne traitaient que très peu des différents rôles que pouvaient avoir l'agriculture.

La crise alimentaire de 2007-2008 semble donc avoir notamment eu pour résultat l'émergence d'une forte dynamique agricole dont nous avons succinctement analysé les deux principales tendances : une priorisation accrue sur l'agenda international, et une prise en considération internationale du rôle multidisciplinaire de l'agriculture (sauf au sein des organisations onusiennes disposant d'un mandat agricole qui semblent avoir effectué un recentrage sur une vision majoritairement économique de l'agriculture). Ces deux tendances seront ici hautement pertinentes dans notre analyse, et dans la compréhension de l'émergence du paradigme nutritionnel au sein des politiques agricoles. Sans cette dynamique, l'agriculture ne serait toujours pas priorisée, et surtout ne le serait pas de la même façon. Il est ici impératif de comprendre que c'est l'imbrication de ces deux tendances qui a, en fonction de différents jeux d'acteurs, permis de façonner l'évolution d'un paradigme nutritionnel au sein du secteur agricole. Paradigme nutritionnelle qui a toutefois lui aussi bénéficié d'une dynamique qui lui est propre et qu'il convient d'analyser.

2. Une dynamique nutritionnelle profitant de l'affaiblissement d'une vision développementaliste de la production agricole

« Il est légitime de dire que la Série Lancet, combinée avec l'effet de la crise des prix alimentaires de 2008, a joué un rôle clé pour prioriser la nutrition au sein de l'agenda du développement »

Laurence Haddad, lors de la parution de l'édition 2013 du Lancet⁵.

Trois événements principaux, tous gravitant autour de l'année 2008, semblent avoir récemment favorisé l'émergence d'une dynamique nutritionnelle au sein de l'agenda internationale. L'un serait la parution 2008 de la revue médicale Lancet, qui, cette année-là s'est focalisée sur la sous-nutrition infantile, un autre serait les conclusions du Consensus de Copenhague de 2008 qui a estimé que la lutte contre la sous-nutrition est un levier clé du développement, et le dernier serait, là encore, les conséquences de la crise des prix alimentaires de 2007-2008. Il est à noter que ces éléments ne sont en aucun cas exclusifs, et que c'est bien la combinaison des trois qui a permis à cette dynamique de voir le jour.

Il semble également nécessaire de rappeler que ces trois événements, identifiés ici comme principaux, sont loin d'être les seuls à avoir favorisé l'émergence d'une dynamique nutritionnelle sur l'agenda international. Le format court de ce mémoire, et son orientation générale sur les transferts de politiques agricoles sensibles à la nutrition, nous impose cependant de limiter ici l'analyse.

Le Lancet est une revue scientifique médicale britannique, qui a publié en 2008 une série de documents sur la sous-nutrition maternelle et infantile. Produite et distillée tant par des universitaires, que des organismes internationaux comme l'OMS (Organisme Mondiale de la Santé), cette parution a mis en avant le rôle essentiel d'une bonne nutrition infantile pour le développement futur et durable des individus. Ciblant une « *fenêtre d'opportunité* » précise (de la période où le fœtus est formé aux 24 mois de l'enfant), le Lancet 2008 a démontré le rôle essentiel de la nutrition durant cette « *fenêtre de 1000 jours* » sur le développement physique et cognitif des individus (Bhutta (dir.), 2008). Si cette parution nous intéresse particulièrement ici c'est car son effet sur les débats internationaux fut notable. La médiatisation d'une parution scientifique de cette ampleur, plaidant pour un investissement accru et de long terme en faveur de la prévention de la sous-nutrition maternelle et infantile, constituait en effet une première (Entretien, 2013). En outre, le fait que l'argumentaire scientifique soit également justifié et diffusé par certaines organisations des Nations Unies ne fit qu'ajouter à son crédit.

Cette argumentation défendant la nécessité d'une prévention précoce de la sous-nutrition fut complétée par les conclusions 2008 du consensus de Copenhague. Le consensus de Copenhague est un projet lancé en 2004 qui cherche à établir des priorités de développement à intervalle régulier. Ces priorités sont

⁵ Voir notamment <http://www.developmenthorizons.com/2012/09/new-lancet-series-on-malnutrition.html>.

établies en considérant les solutions les plus pertinentes à un grand nombre de problèmes. Chaque solution est présentée par un expert et est évaluée puis classée par un panel d'économiste en fonction de sa faisabilité, de son coût financier, et de son efficacité démontrée (Copenhague Consensus, 2008). Le but étant de tenter, par une approche et une analyse rationnelle et économique, d'influencer les standards internationaux du développement en démontrant la pertinence de certaines solutions. Les conclusions du Consensus de Copenhague de 2008 mirent en évidence que cinq des dix solutions les plus pertinentes aux principaux défis mondiaux étaient fortement corrélées à la lutte contre la sous-nutrition. Complétant les déclarations du Lancet 2008, le Consensus a démontré que l'amélioration de la nutrition était un levier de croissance économique et de réduction de la pauvreté primordial. Un bon état de santé nutritionnel contribuant par exemple à la fois à la bonne capacité économique d'une personne à travers de meilleures capacités d'apprentissage et de productivité, et à la promotion de l'égalité des genres en renforçant et en autonomisant les femmes et les jeunes filles. L'influence de cette version 2008 du consensus de Copenhague qui présentait à travers la voix de quatre lauréats du prix Nobel d'économie (Robert Fogel, Douglass North, Thomas Schelling, Vernon L. Smith) et de spécialistes de renom (Bruno Frey, Justin Yifu Lin, Jagdish Bhagwati ou encore Nancy Stokey), la lutte contre la sous-nutrition comme un enjeu critique pour « *la prospérité, la stabilité, et la sécurité nationale* », fut importante (Entretien, 2013).

Les déclarations combinées du Lancet et du Consensus de Copenhague démontraient donc l'impérativité de lutter contre la sous-nutrition dès le plus jeune âge afin d'avoir des conséquences significatives sur le développement à long terme des bénéficiaires.

Cette mise en évidence scientifique de la nutrition comme levier de développement s'est effectuée alors que le paradigme dominant associant agriculture, réduction de la pauvreté, et développement était en partie remis en cause par la crise des prix alimentaires 2007-2008. L'hypothèse développée ici serait que cet affaiblissement a permis aux déclarations du Lancet et aux conclusions du Consensus de Copenhague de trouver une audience et un écho accrus auprès de la communauté internationale.

Le rôle de la crise des prix alimentaires est donc ici également à prendre en compte. L'influence de ces deux événements est à replacer dans un contexte d'importante crise nutritionnelle pour les pays en développement. La flambée des prix durant la crise a porté le nombre de personnes souffrant de sous-nutrition à travers le monde à plus d'un milliard en 2009 (1,020 milliard) (FAO, 2009). Cela représente une augmentation de 100 millions de personnes par rapport à l'année 2008, pour totaliser environ le sixième de l'humanité. Au vu de ces chiffres, et à la lumière des conclusions du Lancet 2008 et du Consensus de Copenhague 2008, c'est un certain nombre des objectifs du millénaire pour le développement qui semblait s'éloigner (FAO, IFPRI, 2008). Investir et faire de la lutte contre la sous nutrition une priorité internationale semble alors devenir la volonté d'un grand nombre d'acteurs, comme le souligne la création en janvier 2010 du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), initiative

globale multi-acteurs, notamment lancée sous l'impulsion du HLTF, et dont l'objectif principal est d'organiser un plaidoyer pour la mobilisation de fonds en faveur d'interventions nutritionnelles.

Figure 2 Évolution du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 1965 à 2010



Source: Haddad⁶, reprise du rapport Oxfam de 2010: *Halving Hunger: Still Possible? Building a rescue package to set the MDGs back on track.*

3. Une dynamique sensible à la nutrition hors du contrôle des agences onusiennes disposant d'un mandat nutritionnel

Au sein de cette dynamique nutritionnelle, deux courants sont cependant à distinguer. L'un d'eux nous intéressera particulièrement ici. Traditionnellement les interventions nutritionnelles sont considérées comme des interventions spécifiques à la nutrition (*direct nutrition interventions*), c'est-à-dire qu'elles ciblent directement les causes de la malnutrition : un apport énergétique inadéquat et/ou une mauvaise santé, notamment à travers trois interventions principales que sont le traitement de la malnutrition aiguë, l'augmentation de l'apport en micronutriments, et la promotion de l'allaitement maternel exclusif (SUN, 2010). Les impacts de ces interventions sont démontrés et prouvés de longue date, et leur efficacité comme traitements médicaux ne fait pas de doute. Toutefois, avec la montée en puissance de la notion de nutrition sur l'agenda international, monte également une dynamique tentant

⁶ Lors d'une présentation pour l'ONG *Save the Children* le 30 avril 2012. Présentation complète disponible ici : <http://fr.scribd.com/doc/92119105/Save-the-Children-30-April-2012-LH-FINAL>

de mettre en avant une façon complémentaire de combattre la sous-nutrition. Cette dynamique reconnaît qu'il existe un ensemble complexe de causes justifiant que la prévalence de la sous-nutrition soit désormais inscrite dans le long terme et promeut donc une approche dite « *sensible* » à la nutrition, traitant de manière indirecte les causes de la prévalence. Ces causes comprennent notamment le manque d'accès à des aliments nutritifs, le manque d'alimentation variée et les inégalités économiques et de genre. Il est à noter que si cette multidisciplinarité dans les causes de la sous nutrition est connue depuis 1970 (Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013), deux évènements principaux ont permis sa récente émergence sur l'agenda international: la parution de la revue *Lancet* 2008, et la création du mouvement SUN en 2010. Ces évènements ne sont bien sûr pas isolés, et leur dépendance à d'autres évènements, de moindre ampleur, n'employant pas encore la terminologie de « *sensible* » à la nutrition, ou ayant connu une plus faible médiatisation, est avérée (Entretien, 2013). Des évènements de moindre ampleur⁷ ont ainsi facilité l'ascension de cette dynamique et ont été nécessaires que ce soit en termes de preuves, de plaidoyer ou de réseaux scientifiques mobilisés.

Nous avons vu au sein de la sous partie précédente que la revue *Lancet* a grandement participé à la croissance d'un paradigme nutritionnel sur la scène internationale. Toutefois, la particularité du message du *Lancet* fut également qu'il ne promulguait pas uniquement des interventions spécifiques à la lutte contre la nutrition, mais qu'il prônait une double approche complémentaire entre des interventions spécifiques à la lutte contre la sous-nutrition et des approches plus larges qui intégreraient des composantes nutritionnelles dans des secteurs pouvant indirectement réduire les causes initiales de la sous-nutrition (Bhutta (dir.), 2008). A travers cette double approche, et grâce à une argumentation scientifique solide, le *Lancet* a favorisé l'émergence sur la scène internationale d'une prise de conscience quant à l'importance de favoriser une approche multisectorielle pour lutter contre la sous nutrition.

Le mouvement SUN quant à lui est une initiative internationale sans précédent qui tente de lutter de manière durable contre la sous-nutrition maternelle et infantile. Le cadre stratégique de ce mouvement lancé en 2010 notamment sous l'impulsion du HLTF se base fortement sur les publications 2008 du *Lancet*. Il promeut donc également l'importance de mettre en place à la fois des interventions spécifiques à la nutrition et des programmes et politiques sensibles à cette notion (SUN, 2010). L'avantage et le grand atout du SUN au sein de la dynamique nutritionnelle, et au sein de la dynamique sensible à la nutrition, fut sa capacité, en tant que nouvelle instance fraîchement créée, à coordonner la scène internationale autour de son mandat. Bien que l'influence de ce mouvement soit détaillée plus précisément plus loin dans le mémoire, il est à noter que le SUN a réussi à inciter les gouvernements, les ONG, le secteur privé, les bailleurs de fonds et les institutions internationales à accorder le même niveau d'importance politique au retard de croissance, à l'insuffisance pondérale et à la malnutrition

⁷ Tel le rapport de la Banque Mondiale de 2006 « Repositioning nutrition as central to development: A strategy for large scale action », ou l'étude réalisée par le Journal of Nutrition qui analysa en 2005 les facteurs relatifs à l'échec ou au succès de la lutte contre la sous-nutrition dans 85 pays, et conclut que tant les interventions nutritionnels directes que les programmes de développement étaient nécessaires à la lutte contre la sous nutrition (Journal of Nutrition 2005).

aiguë. Comme nous le verrons, ce mouvement a donc servi à la fois d'entrepreneur de politique publique pour une dynamique nutritionnelles croissante et d'entrepreneur de transferts visant à promouvoir une approche intégrée et multisectorielle de la nutrition. Ces deux rôles rendront ce mouvement clé pour comprendre par la suite l'émergence internationale d'un paradigme agricole sensible à la nutrition.

Bien que l'influence du SUN et du Lancet ne s'estompe pas, et que ces deux institutions restent des acteurs de 1^{er} plan concernant la dynamique nutritionnelle dans son ensemble et la sous-dynamique d'interventions sensibles à la nutrition (notamment avec la récente parution en 2013 d'une nouvelle revue médicale du Lancet centrée sur la sous-nutrition), il est nécessaire de remarquer que ces deux dynamiques semblent avoir pris de l'ampleur, et sont désormais portées par un nombre croissant d'acteurs. Que ce soient des acteurs préexistants et ayant pris de l'importance ou de nouveaux acteurs apparus ex-nihilo sur la scène internationale, de nombreuses instances, mouvements, organisations, arènes et forums sont considérés actuellement comme des opérateurs et entrepreneurs de transferts solides pour encadrer la dynamique nutritionnelle et les interventions sensibles à la nutrition. Ce qui renforce à nouveau bien entendu le poids de ce paradigme sur la scène internationale. Ainsi, l'adoption par l'OMS (pour la première fois de son histoire) de six objectifs nutritionnels lors de sa 56^{ème} session plénière en 2012, la création de l'initiative *Global Health* (GHI) par le gouvernement américain en 2009, la nouvelle revue médicale du Lancet 2013 approuvant et re-documentant les conclusions de celle de 2008, ou encore les récentes études 2012 du DFID estimant que les interventions spécifiques à la nutrition mises en œuvres seules de manière optimale ne pourraient réduire la prévalence du retard de croissance que d'un tiers (DFID, 2012), font pleinement partie de ces acteurs permettant à ces deux dynamiques d'avoir actuellement tout leur poids sur la scène internationale.

Un point qu'il serait intéressant de mentionner ici serait le rôle des agences des Nations Unies ayant un mandat nutritionnel⁸ dans l'émergence de cette dynamique. Si l'on regarde les principaux acteurs identifiés, ils gravitent tous en dehors du réseau institutionnel de ces quatre agences, délégitimant de ce fait le rôle de ces institutions, qui ne semble n'avoir pu ni prévoir, ni participer en tant qu'entrepreneurs de politiques à l'émergence des dynamiques nutritionnelle et sensibles à la nutrition. Un fait marquant ici est la création fin 2008 de l'initiative REACH (Renewed Efforts Against Child Hunger) qui est un organisme de coordination regroupant justement ces quatre organisations des Nations Unies. Le but de cet organisme est de renforcer la capacité gouvernementale et nationale à augmenter l'efficacité des interventions en matière de nutrition, afin d'améliorer la santé et de réduire le taux de mortalité maternelle et infantile. Il est intéressant de voir que le mandat de cette initiative la place de facto dans un statut de facilitateur de politiques publiques, et non dans un statut d'entrepreneurs ou d'opérateurs (ce que le mandat des organisations des Nations Unies y participant devrait suggérer). Bien que nous

⁸ A savoir le PAM, la FAO, l'UNICEF, le FIDA et l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

revenions plus tard plus en détails sur cette absence d'entreprenariat politiques au sein de ces agences, deux causes explicatives sont à avancer : un refus initial des organismes onusiens de promouvoir une approche multisectorielle de la nutrition qui les aurait obligées à effectuer des alliances et des coopérations coûteuses en temps et en image, ainsi qu'un blocage institutionnel à entreprendre des approches intersectorielles.

B. L'émergence politique d'un concept s'affranchissant des blocages passés

La conceptualisation de l'agriculture sensible à la nutrition semble donc s'être effectuée dans un contexte mondial en changement. Le paradigme libéral dominant la vision de l'agriculture, jusque-là décrié par une minorité d'arènes, de forums et d'organisations de la société civile, se trouve mis à mal et directement critiqué. La remise en cause mondiale du rôle et de la vision de l'agriculture ouvre la porte à une dynamique agricole sans précédent caractérisée par un flux d'investissements massif, et par une ouverture d'esprit (cependant limitée aux sein de la FAO, du PAM et du FIDA) quant aux potentiels multiples rôles que peut endosser l'agriculture. Le traumatisme des conséquences nutritionnelles de la crise des prix alimentaires 2007-2008, ainsi que la prise de conscience de l'importance d'une lutte précoce et durable contre la sous-nutrition pour atteindre les OMD en 2015, ont quant à eux mis la lutte contre la sous-nutrition en haut de l'agenda international. La notion d'une agriculture sensible à la nutrition se trouve à la croisée de ces différentes dynamiques. Toutefois les arènes, forums, instances, organisations ou mouvement clés l'ayant conceptualisé, et ayant réussi à l'inscrire comme un paradigme à part entière du monde du développement, ne sont pas forcément les mêmes que ceux ayant porté les paradigmes précédents. En outre ces arènes, forums, instances, organisations ou mouvement ont dû s'affranchir d'un certain nombre de blocages préexistants. Trois dynamiques, aussi positives et volontaristes soient elles, ne suffisent pas à prioriser un sujet sur l'agenda international. Il convient donc dans cette sous partie d'identifier les acteurs ayant fait office de présélecteurs d'alternatives et les obstacles qui ont fait qu'ils n'ont pu devenir des entrepreneurs de politiques, mais également d'identifier les réels entrepreneurs de politiques ayant favorisé un changement, et comprendre la manière dont ces derniers ont pu contourner les obstacles susnommés. Les trois dynamiques évoquées précédemment feront ici office de toile de fond pour comprendre les débats et les positionnements des acteurs.

Le cadre analytique utilisé ici fera la distinction entre « arènes » et « forums » en reprenant l'application qu'en a faite Eve Fouilleux pour analyser les enjeux internationaux (Fouilleux, 2003). Ainsi :

- *Les arènes sont des scènes institutionnalisées où prennent place des processus de négociation en vue de l'émission de normes informelles ;*
- *Les forums sont des instances également institutionnalisées au sein desquelles sont discutés des cadres et outils d'analyse et mis en jeu des concepts et des visions du monde générant*

d'éventuelles normes informelles (une approche dominante –mainstream- d'une thématique ou d'une politique sectorielle) ;

- *Les deux peuvent être encadrés par des organisations internationales (OI), qui participent également aux échanges sur les forums qu'elles encadrent.*

1. Des présélecteurs d'alternatives longtemps minimisés par des obstacles institutionnelles

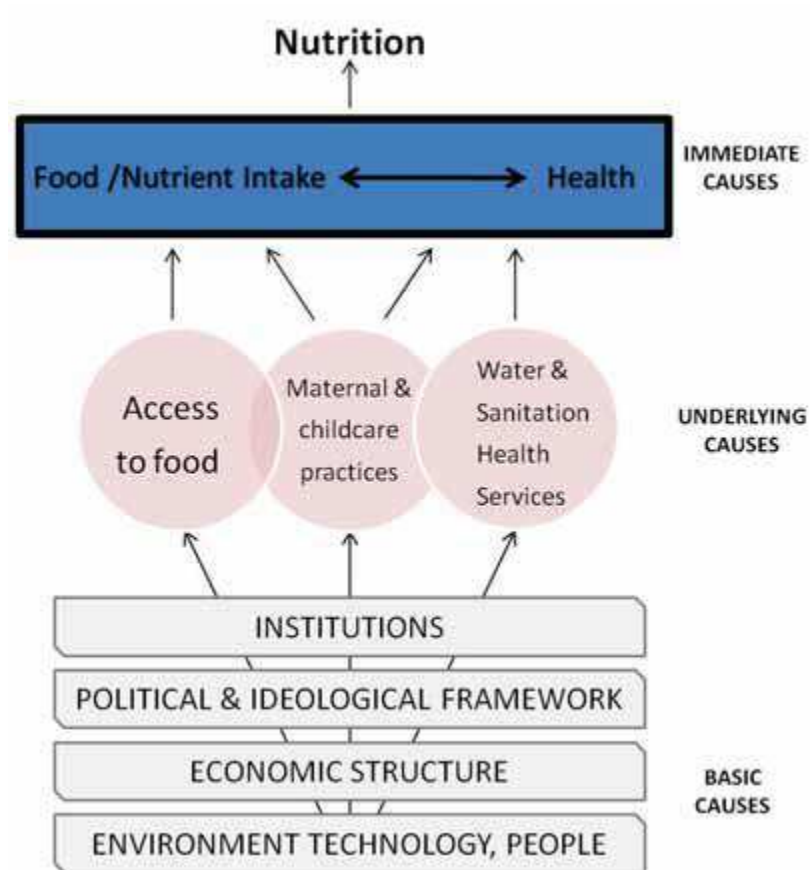
D'une manière générale, on constate avant 2009 un nombre important de parutions scientifiques traitant de l'agriculture sensible à la nutrition. Toutefois, ces parutions ne semblent pas avoir disposé de la médiatisation d'un entrepreneur de politiques suffisamment performant pour insuffler une dynamique sur la scène internationale. On ne retrouve ainsi qu'à de très rares occasions des forums et arènes abordant le sujet de l'agriculture sensible à la nutrition. De même qu'on ne peut relever avant 2009 qu'un très faible nombre d'organisations internationales, d'organisations de la société civile, ou d'institutions du secteur privé s'étant positionnées sur le sujet.

A de rares exceptions près, les organisations ayant financés ces parutions scientifiques publiées avant 2009 ont donc généralement joué un rôle de présélection des alternatives plus ou moins affirmé en fonction de la manière dont leurs parutions ont réussi à faire se développer le débat. Un exemple parfait de ce type de parutions serait le « *cadre des causes de la malnutrition* » publié par l'UNICEF en 1990.

Quelles qu'elles soient, et qu'elles y fassent nommément référence ou non, la plupart des parutions concernant l'agriculture sensible à la nutrition s'inspirent de ce cadre. Il revêt par exemple une importance toute particulière ici, car nous l'identifions comme constituant la colonne vertébrale de la conceptualisation de l'agriculture sensible à la nutrition: il fut l'un des premiers éléments (et en tout état de cause, celui qui fut le plus repris), à poser les bases conceptuelles de la dynamique sensibles à la nutrition. Désagrégeant cette « *sensibilité* » en trois causes sous-jacentes, dont fait partie l'accès à la nourriture et donc l'agriculture, ce cadre logique endosse de par sa forte influence sur les parutions tentant de promulguer un système agricole prenant en compte la nutrition, un rôle clair de « *présélection des alternatives* ». Ainsi, si nous verrons par la suite que le rôle de l'UNICEF dans les débats les plus récents portant sur l'agriculture sensible à la nutrition est limité⁹, l'émergence à proprement parler du concept d'agriculture sensible à la nutrition doit beaucoup à cette institution, malgré sa faible présence lors de ce qu'Eve Fouilleux identifierait comme les « *négociations finales* » (Fouilleux, 2005).

⁹ Lors de la dernière conférence internationale UNICEF: «Conférence internationale de lutte contre la malnutrition infantile» qui s'est tenue à Paris le 14 et 15 mai 2013, les interventions sensibles à la nutrition furent reléguées au second rang, avec notamment un seul événement secondaire d'une heure pour l'agriculture sensible à la nutrition. Ce alors même qu'un des buts de la conférence était de dresser un état des lieux des stratégies mises en œuvre en matière de lutte contre la malnutrition. <http://www.conference-malnutrition-infantile.fr/index.html>

Figure 3: Cadre UNICEF sur les déterminants de la nutrition infantile



Source : Banque Mondiale 2013, adapté d'UNICEF 1990

Malgré la pertinence de ce cadre, il est toutefois à noter qu'il n'existe pas un ouvrage clé en particulier, mais plutôt une multitude de parutions, dont la somme a permis à un moment précis (conséquences de la crise des prix alimentaires 2007-2008), dans des conditions particulières (dynamiques internationales favorisant l'agriculture et la nutrition), et à travers certains acteurs (que nous identifierons par la suite), de favoriser l'émergence d'une dynamique agricole sensible à la nutrition.

Afin de pouvoir mieux analyser par la suite ces acteurs entrepreneurs de politiques, il convient donc de s'intéresser ici aux auteurs de ces parutions. Tant le nombre de parutions que les organismes les ayant produites peuvent fournir de précieuses informations sur l'état du débat avant 2009, mais aussi et surtout sur les blocages qui ont limité son évolution. Pour ce faire on distinguera les parutions de recherches, des parutions de positionnement émises par les institutions.

Concernant les travaux de recherches¹⁰, en dehors des auteurs publiant en leur nom propre (7 parutions) et des ouvrages publiés par les universités (32 parutions), on relèvera que jusqu'en 2009 les principales publications sur le sujet ont été majoritairement produites par des revues scientifiques (122 parutions), au sein d'organismes de recherches (72 parutions), et dans un nombre réduit de cas par des institutions d'aide bilatérale (3 parutions), par des organismes de la société civile (2 parutions) ou par des organisations internationales de développement (46 parutions). On notera également que le sujet a été évoqué ou fut au centre des discussions de peu d'arènes et de forums (respectivement 7 et 3), et qu'il fut abordé dans 10 publications produites par des ministères nationaux. Le cas des organisations internationales peut ici nous interpeller : près de la moitié des ouvrages traitant le sujet (21) ayant été produit par la Banque Mondiale (voir annexe 2a).

Concernant les travaux de positionnement, nous n'identifierons que 11 documents produits avant 2009¹¹ : 2 sont issus d'organismes de recherches à savoir le Helen Keller International (HKI) et l'International Center for Research on Women (ICRW), 6 ont été réalisés par des organisations internationales de développement, à savoir la FAO (5 documents) et la Banque Mondiale (1 document) et trois furent produits par un seule et même organisme d'aide bilatérale, à savoir l'USAID.

Si les parutions du HKI, de l'ICRW et de l'USAID semblent logiques au vu de leur production de document de recherche avant 2009¹², les 5 parutions de la FAO peuvent être interprétées comme une volonté de garder un fort pouvoir normatif sur le sujet alors même que l'institution rejetait l'aspect multisectorielle de cette politique et ne participait pas activement à la recherche sur le sujet (nous n'avons identifié que 5 documents de recherche produits par cette institution avant 2009) (voir annexe 3a).

Comme annoncé précédemment, ce travail de recherche nous permet donc de souligner différents points :

Tout d'abord il existe depuis longtemps une réelle émulation scientifique autour des impacts nutritionnels de l'agriculture. Il n'a donc pas fallu attendre la percée sur l'agenda international de pratiques « sensibles » à la nutrition pour y parvenir.

Ensuite cette volonté scientifique est doublée d'un certain plaidoyer des acteurs dans le domaine. Entre 1990 et 2007 pas moins de neuf revues de littérature semblent avoir été produites sur le sujet (dont trois

¹⁰ Cette liste n'est pas exhaustive, et a été construite en fonction de la bibliographie proposant un lien pertinent entre agriculture et nutrition, notamment celle fournie par les revues de littérature de la Banque Mondiale de 2007 « *Pathways from Agriculture to Nutrition* » et de l'USAID de 2008 « *The Micronutrient Impact of Multisectoral Programs Focusing on Nutrition* ». La liste détaillée de ces parutions est disponible en annexe 2a.

¹¹ Cette liste n'est à nouveau pas exhaustive, mais se base sur le document réalisé par Anna Herforth pour la FAO en septembre 2012 « *Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition* » qui procure une liste des publications des organisations de développement tentant de définir les lignes directrices d'une politique agricole sensible à la nutrition. La liste détaillée de ces parutions est disponible en annexe 3a.

¹² 12 et 8 documents respectivement produits par la HKI et l'ICRW ont pu être identifiés, et le Ministère de l'Agriculture américain a abondamment publié sur le sujet avant 2009. (Cf annexe 2a)

en 1990, 1991, et 2008, notamment par l'USAID pour les deux premières via son programme « *Funded Vitamin A Field support Project* »), ce qui peut être interprété comme une certaine volonté de voir ce sujet reconnu dans l'agenda international.

Nous pouvons également remarquer le manque d'appropriation de ce sujet par les organisations de la société civile (OSC), le secteur privé, et les organisations internationales¹³ (OI). Au vu de la recherche bibliographique effectuée, il semble en effet que les OI, le secteur privé, et les OSC n'aient jusqu'en 2009 que très peu effectué ou financé de recherches liant agriculture et nutrition et n'ont qu'à de très rares occasions ou exceptions pris en compte un quelconque statut nutritionnel dans leur programmes ou politiques agricoles (Banque Mondiale, 2007). En 2007, une institution comme la Banque Mondiale, qui, comme nous l'avons vu, a pourtant joué un rôle précoce dans la tentative de démocratisation de ces pratiques, ne s'était pas intéressée à la fonction nutritionnelle de ses programmes agricoles depuis 1981¹⁴. Deux causes explicatives principales semblent ici pouvoir justifier ce manque de positionnement :

- La première tiendrait aux résultats et à l'échelle des études menées. On remarque en effet que si les documents identifiés sont principalement orientés vers les effets nutritionnels d'une augmentation de la production agricoles et se posent la question de savoir comment traduire cette augmentation en un meilleur statut nutritionnel pour les individus, leurs résultats ne permettent cependant pas d'établir de preuves scientifiques de liens causaux reproductibles¹⁵ entre interventions agricoles et statut nutritionnel (USAID, IFPRI, 2008). Ce manque de preuves scientifiques, couplé au fait que ces études ne couvrent à chaque fois qu'une petite zone géographique (Banque Mondiale, 2007), peut entre-autre expliquer le désintérêt de la scène internationale concernant ce sujet.
- Une deuxième explication plausible serait ce qu'Eve Fouilleux considère comme « *la très faible ouverture aux sciences sociales autres que l'économie, et l'ignorance quasi complète des apports que peuvent apporter ces sciences aux politiques publiques* » des institutions nationales et internationales s'occupant de l'agriculture (Eve Fouilleux, 2009). Cette faible ouverture, renforcée par un paradigme agricole économique dominant, aurait, pendant longtemps, tenu les principaux bailleurs de fonds ruraux et organisations internationales de développement agricoles éloignés de toute notion nutritionnelle. Le recentrage productionniste effectué par les trois agences onusiennes de Rome et décrit dans la première sous partie s'inscrit notamment

¹³ En mars 2010 lors d'une conférence pour la Fondation Bill et Melinda Gates, Laurence Haddad identifiait ainsi le manque d'appropriation de la société civile et des bailleurs de fonds comme l'un des principaux défis à l'émergence d'une agriculture plus sensible à la nutrition. <http://www.developmenthorizons.com/2010/03/movements-for-nutrition.html>

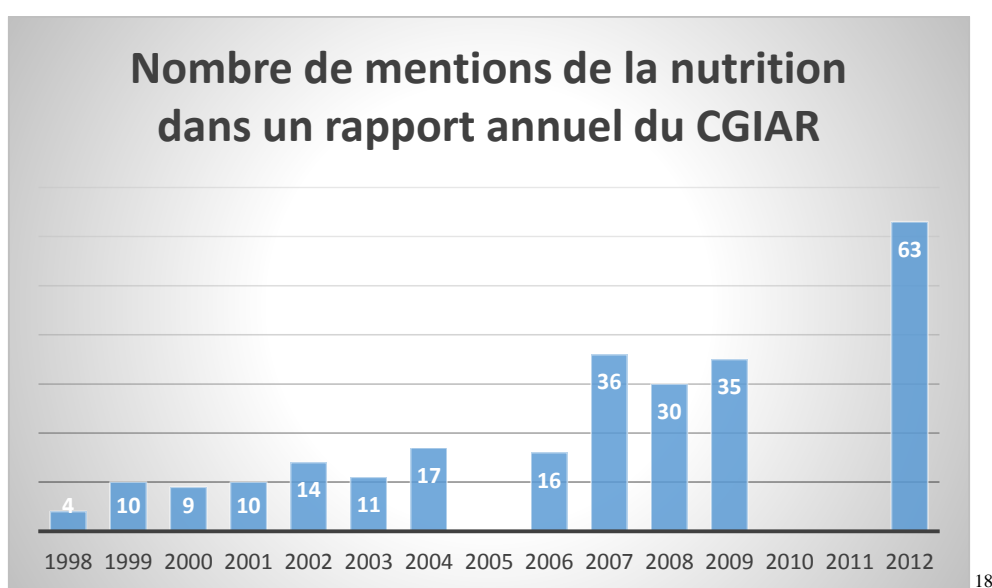
¹⁴ En 1981 le rapport interne de Per Pinstrup-Andersen proposait une liste de recommandations pour intégrer des impacts nutritionnels dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes agricoles de la Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2007).

¹⁵ Il convient ici de relativiser ce propos : des preuves scientifiques existent mais elles ne sont pas suffisamment nombreuses pour permettre une conclusion scientifique ou une vérification telle que les Essais Randomisés Contrôlés (ERC), procédure type pour tester l'efficacité d'une approche thérapeutique (Ruel (dir.), 2013).

dans ce désintérêt caractéristique, et le renforce en tentant de promouvoir un référentiel international productionniste (Bricas, Daviron, 2008).

Enfin, il convient également de noter la faible présence du secteur agricole et agronomique au sein de ces parutions. IFPRI excepté¹⁶, la FAO, le PAM, le FIDA le CGIAR¹⁷ font ainsi partie ici des grands absents. Un indicateur intéressant, bien qu'imparfait, serait ici l'évolution de la notion de nutrition au sein des rapports annuels du CGIAR, qui montre clairement que l'organisme ne s'est en aucun cas comporté comme un entrepreneur de politiques publiques à ce sujet, mais n'a commencé à prêter attention à cette notion que très récemment.

Figure 4 : Nombre de Mention de la nutrition dans un rapport du CGIAR



Source : Auteur, inspiré d'une présentation de Laurence Haddad¹⁹

2. Une émergence politique rendue envisageable par un jeu d'acteur multisectoriel

L'émergence de la notion d'agriculture sensible à la nutrition a profité, comme démontré précédemment, d'un contexte favorable, à savoir la convergence de trois récentes dynamiques (agricole, nutritionnelle, et sensible à la nutrition), et de la légitimité que pouvait lui procurer les recherches déjà effectuées dans le domaine. Toutefois, il semblerait surprenant que ce contexte ait permis à lui seul de faire fi des réticences des trois principales institutions de développement agricoles mondiales (qui avaient récemment réaffirmé vouloir absolument privilégier une vision économique de l'agriculture), et

¹⁶ A elle seule, l'IFPRI a produit plus de la moitié des parutions des organismes de recherches (39).

¹⁷ Le CGIAR est le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, un consortium mondial qui regroupe 15 instituts de recherche agricole et alimentaire (www.cgiar.org).

¹⁸ Les années 2005, 2010 et 2011 ne sont pas représentées ici. Ces années-là le CGIAR ayant publié des rapports dont les modèles différaient de ceux utilisés traditionnellement.

¹⁹ Présentation de Laurence Haddad pour la fondation Bill et Melinda Gates, Mars 2010. <http://fr.scribd.com/doc/28990641/Haddad-March-24-2010>

d'un manque de preuves scientifiques reproductibles à grande échelle. Il convient dès lors de se pencher sur les vecteurs de changements qui ont permis à la scène internationale de surpasser ces obstacles.

Ces vecteurs se présentent ici sous la forme d'acteurs stratégiques ayant favorisé la priorisation de ce concept sur l'agenda international. Ces *entrepreneurs de politiques publiques* ont cependant dû être particulièrement déterminés et ont dû disposer de fonds conséquents, pour réussir à imposer une vision nutritionnelle sur l'agenda agricole international. Pour repérer, comprendre et analyser ces entrepreneurs, nous utiliserons ici le cadre d'analyse proposé par Eve Fouilleux (Fouilleux, 2005) qui stipule que ce qui confère un pouvoir normatif aux organisations réside dans leurs capacités analytiques et discursives. Capacités qui peuvent être définies par trois déterminants :

- Leur bon fonctionnement interne ;
- Les marges de manœuvre qui leur sont laissées pour la production d'un discours original ;
- Leurs capacités à mobiliser des alliés.

Au vu de l'influence qu'ont pu avoir ses actions, ses analyses, et ses prises de position, un seul acteur semble ici correspondre à ces critères, et s'illustre donc comme le principal entrepreneur de politiques publiques agricoles sensible à la nutrition: l'actuel coordinateur du mouvement SUN David Nabarro, notamment au travers de son action à la tête du HLTF et du SUN.

En janvier 2009, le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon nomme David Nabarro, déjà Représentant des Nations Unies sur les questions de l'alimentation et de la nutrition depuis octobre 2009, au poste de Coordonnateur du Groupe de travail de haut niveau pour la sécurité alimentaire mondiale (HLTF). Ce Groupe d'action, créé en avril 2008, est chargé de relever le défi urgent de venir en aide aux enfants, aux femmes et aux hommes victimes de la faim à travers le monde et de développer une réponse cohérente au plan international. Pour ce faire il regroupe des agences, des fonds et des programmes du système des Nations Unies, ainsi que les institutions financières internationales et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'action de David Nabarro au sein de ce groupe est d'encourager et de soutenir les actions menées par les différents pays dans le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en accord notamment avec le « Comprehensive Framework for Action » (CFA) du HLTF paru en 2008 qui propose une approche intersectorielle de la lutte pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Toutefois en dépit de certains succès, comme la contribution à la réussite de l'Initiative de l'Aquila en juillet 2009, le mandat multisectoriel du HLTF ne semble pas avoir été une réussite. Dans son seul et unique rapport de progrès « *UN High Level Task Force on the Global Food Security Crisis PROGRESS REPORT April 2008-October 2009* »²⁰ le Groupe d'action admet de nombreuses critiques à son

²⁰ Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.un.org/en/issues/food/taskforce/pdf/COMPLETED%20UN%20HLTF%20PROGRESS%20REPORT%20April%2008%20to%20Oct%2009.pdf>

encontre, et notamment son échec à mettre en avant la nutrition et la protection social dans l'agenda du développement agricole mondial. Bien que le Groupe d'action existe toujours, son activité semble avoir cessée : sur la page internet des Nations Unies qui l'héberge²¹, aucun documents, ni aucun évènements n'a été mis à jour depuis l'année 2011.

Une explication plausible à cet échec d'une approche multisectorielle de la sécurité alimentaire pourrait être le « *verrouillage systématique* » effectué par les trois agences des Nations Unies exerçant un mandat agricole : la FAO, le FIDA, et le PAM. Depuis le sommet de Rome de 2008 ces trois agences orienteraient systématiquement toutes les discussions de sécurité alimentaire sur un axe agricole productiviste (Entretien, 2013). Toute approche de l'agriculture autre qu'économique étant de ce fait exclue. Les raisons de ce verrouillage sont multiples, et le cadre de ce mémoire ne nous permet pas nous y intéresser en profondeur. On notera cependant ses deux effets principaux : un renforcement du mandat agricole des trois agences romaines et une relative autonomie dans la façon d'exercer ce mandat (ce verrouillage productiviste permet à ces agences de ne pas avoir à se soucier d'une coopération coûteuse en termes d'image comme en termes de temps avec les autres agences onusiennes).

Or David Nabarro semble avoir vite compris que l'approche multisectorielle de la sécurité alimentaire qu'il tentait de défendre était vouée à l'échec tant qu'elle continuerait à suivre un angle d'approche agricole. En tant que représentant du HLTF, il participa donc dès janvier 2010 au lancement du mouvement Scaling Up Nutrition dont il devint officiellement coordinateur en janvier 2012.

Le postulat de départ du SUN est le suivant : alors que les précédentes initiatives mondiales ne sont pas parvenues à apporter de solutions durables au problème de la sécurité alimentaire, il faut obtenir des résultats rapides et concrets au niveau des pays à travers une approche multisectorielle de la lutte contre la sous-nutrition. Ce mouvement réunit donc dans le cadre de différents réseaux des acteurs privés, des organisations de la société civile, des bailleurs de fonds, des agences onusiennes, et les autorités des pays touchés par la sous-nutrition (43 pays au jour du 11/11/2013²²). L'objectif est de répondre à la persistance de niveaux de sous-nutrition élevés dans le monde à travers une double approche associant des interventions et des politiques de développement sensibles à la nutrition dans différents secteurs (santé, agriculture, alimentation, éducation, emploi, ou encore sécurité sociale) avec des interventions nutritionnelles directes. Une des particularités de ce mouvement est de privilégier une action initiée par les pays et soutenue par les différents acteurs ayant pris part au SUN.

Après l'échec d'une approche agricole, c'est donc à travers une approche nutritionnelle que David Nabarro a tenté de favoriser l'émergence d'une multisectorialité dans la sécurité alimentaire. Et si les principales institutions agricoles étaient très réticentes à intégrer une approche nutritionnelle au sein de leurs programmes, le secteur nutritionnel traditionnellement divisé a trouvé une certaine unité au sein

²¹ Page internet du site des Nations Unies hébergeant le HLTF : <http://www.un.org/en/issues/food/taskforce/index.shtml>

²² Consultable directement sur le site du SUN: <http://scalingupnutrition.org/>

du SUN, et soutien majoritairement le mandat du mouvement²³. En outre, le fait de passer par une approche pays a court-circuité le cycle d'investissements traditionnels des agences agricoles des Nations Unies et les a forcées à toutes être présentes au sein d'une même instance. Car comme la nutrition n'est pas un secteur institutionnel à part entière (il ne dispose presque jamais de ministère propre au sein des pays), aucune des agences des Nations Unies n'en avait fait son mandat unique (on retrouve la nutrition dans le mandat de la FAO, du PAM, du FIDA, de l'OMS ou encore de l'UNICEF)²⁴. Le fait de privilégier une approche multisectorielle de la nutrition plutôt qu'une approche multisectorielle de la sécurité alimentaire a donc permis à David Nabarro de réussir à créer une instance totalement nouvelle et innovante, qui réunissait pour la première fois de très nombreux secteurs et acteurs autour d'un même combat.

Au vu du mandat initial du SUN qui est d'être le véhicule d'une approche multisectorielle de la nutrition sans privilégier un secteur en particulier (SUN, 2010), il pourrait sembler que nous sous-entendons à tort que David Nabarro souhaitait avant tout favoriser à travers ce mouvement les interventions agricoles sensibles à la nutrition. Or c'est oublier que le Sun fut construit après 2008, et donc en pleine dynamique agricole, nutritionnelle, et sensible à la nutrition. Les autres secteurs ne bénéficiaient pas à l'époque de telles dynamiques. Privilégier une approche multisectorielle de la nutrition, revenait à privilégier une approche nutritionnelle au sein d'un secteur agricole disposant depuis peu de financement sans commune mesure avec ceux des autres secteurs relatifs à la sécurité alimentaire (santé, eau assainissement hygiène, protection social, etc...) et dont le rôle multisectorielle venait d'être mis en avant par la crise. Cette analyse est confortée par les 16 récents plans de financements de pays SUN que le secrétariat du mouvement a publié cette année. Bien que les informations brutes fournies par ces plans ne nous soient pas d'une grande utilité, certains calculs sont possibles et démontrent la grande priorité qui est donnée au secteur agricole au sein des budgets nationaux sensibles à la nutrition.

Ainsi, si l'on désagrège les budgets en fonction du nombre d'habitants, il est possible d'avoir une vision de la priorisation d'un secteur regroupant l'agriculture et l'alimentation au sein des 16 pays SUN. On constate que ce secteur concentre à lui seul près de 69% des financements sensibles à la nutrition (figure ci-dessous).

²³ Laurence Haddad déclare ainsi en février 2013: "La communauté nutritionnelle doit rester soudée. Nous ne pouvons pas laisser ressurgir les vieilles querelles (alimentation versus non-alimentation, sous-nutrition versus surnutrition, régime alimentaire versus fortification nutritionnelle, etc...). Le mouvement SUN a rassemblé la communauté, et l'unité n'a jamais été aussi importante que maintenant». <http://www.developmenthorizons.com/2013/02/making-most-of-nutrition-2013-unity.html>

²⁴ On se doit cependant de noter le chevauchement du SUN avec différentes initiatives nationales, régionales et mondiales préexistantes (REACH, AAHM, CAP, accélération des OMD, etc.). Cependant ces initiatives sont, soit trop réduites en terme d'échelle, soit n'ont pas connu un succès et une médiatisation suffisante pour être considérées comme des acteurs de changement à l'échelle internationale.

Figure 5 : Financement moyen par secteur en fonction des budgets sensibles à la nutrition de 16 pays
SUN

	Moyenne par rapport au budget dit « sensible à la nutrition ».		
	% moyen par habitant et par an	USD par habitant et par an	% moyen global au sein des pays finançant ce secteur
Eau, Assainissement, Hygiène	8,47%	0,27 USD	13,40% (8 pays)
Agriculture et alimentation	68,78%	1,25 USD	65,63% (14 pays)
Santé	22,63%	0,64 USD	52,24% (8 pays)
Pratique de Soins	0,04%	N/A (montants trop faibles)	2,20% (3 pays)

Source : Calculs fait par l'auteur (voir le détail en annexe 4)

Dans une certaine mesure, nous pourrions donc dire que David Nabarro a réussi avec le SUN là où il avait échoué avec le HLTF, à savoir faire entrer la multisectorialité au sein d'un secteur agricole dont la fonction était totalement verrouillée par les trois agences onusiennes du secteur. Si nous n'irons pas jusqu'à dire que c'était là le but recherché par David Nabarro, il est nécessaire de prendre conscience qu'il ne pouvait ignorer les dynamiques en cours et les résultats probables à venir. Le fait que grâce à ses mandats de Représentant des Nations Unies sur les questions de l'alimentation et de la nutrition, de Coordonnateur du Groupe d'action de haut niveau sur la crise alimentaire dans le monde et de Coordinateur du mouvement SUN, David Nabarro ait réussi à mettre les principaux acteurs mondiaux du développement agricole autour d'une même table pour discuter de la nutrition malgré une absence de preuve reconductibles à grande échelle et un blocage institutionnelle des trois agences onusiennes de Rome, constitue ici le principal facteur de changement quant à l'émergence sur la scène internationale d'une agriculture sensible à la nutrition. A ce titre David Nabarro, à travers le mouvement Scaling Up Nutrition, est considéré ici comme le principal entrepreneur de politiques publiques concernant l'agriculture sensible à la nutrition.

3. Une émergence politique rendue possible par une instance destinée à faire figure d'entrepreneur de politiques

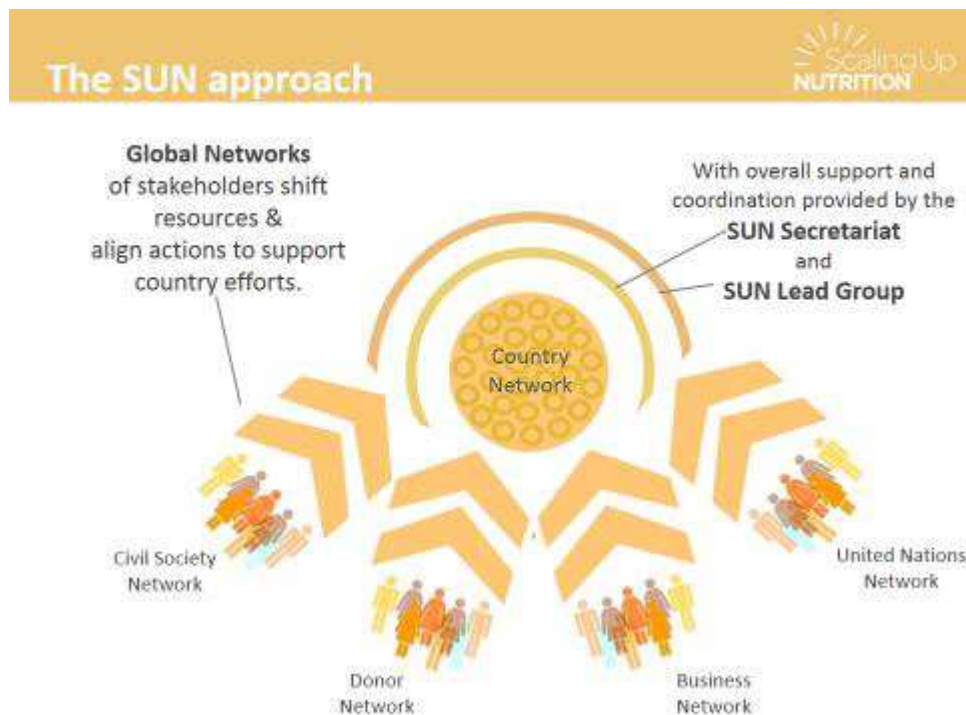
Si analyser les marges de manœuvre et la capacité de David Nabarro à mobiliser des acteurs est en dehors de la capacité de recherche dédiée à ce mémoire, il est toutefois nécessaire de s'attarder sur la structure du SUN, et de comprendre comment et pourquoi ce mouvement a pu favoriser l'émergence d'une politique publique agricole prenant en compte la nutrition. Il est dès lors intéressant d'y appliquer

le cadre d'analyse proposé par Eve Fouilleux et évoqué précédemment. Pour rappel, ce cadre stipule que ce qui confère un pouvoir normatif aux organisations réside dans leurs capacités analytiques et discursives. Capacités qui peuvent être définies par trois déterminants :

- Leur bon fonctionnement interne ;
- Les marges de manœuvre qui leurs sont laissées pour la production d'un discours original ;
- Leurs capacités à mobiliser des alliés.

Concernant son bon fonctionnement interne, le SUN se veut le moins institutionnel possible, la priorité du mouvement étant de donner l'initiative aux pays. La feuille de route du SUN reprend ainsi l'approche préexistante proposée par l'Initiative de l'Aquila sur la Sécurité Alimentaire dans laquelle les pays donateurs demandaient aux gouvernements d'élaborer des plans nationaux et s'engageaient à fournir l'aide financière et technique nécessaire une fois ces plans élaborés. Le SUN a ainsi développé un Fonds Fiduciaire Multi-Partenaires (FFMP) destiné au renforcement de la nutrition dans les pays ayant rejoint le mouvement. Ce fond, constitué de différents réseaux (société civile, secteur privé, bailleurs de fonds, organisations internationales) est encadré par un comité de gestion chargé d'examiner les projets de financement et de décider de la façon d'allouer les fonds, ainsi que par le Secrétariat du SUN qui surveillera la mise en commun des enseignements tirés des programmes et initiatives financés (figure 6 ci-dessous). Ce Secrétariat est en parallèle chargé d'élaborer et de mettre en œuvre un système efficace de gestion des connaissances et de s'assurer de la cohésion entre les différents financements et les travaux du Groupe Principal qui est quant à lui un organe visant à améliorer la cohésion, le contrôle stratégique et de veiller à l'obligation collective de rendre des comptes. Le FFMP, le Secrétariat et le Groupe Principal constituent ainsi les seuls organes administratifs du SUN. Il est impératif de noter que de par leur composition et leur mandat, ces organes tentent d'être les plus inclusifs et transparents possibles.

Figure 6 : L'approche du mouvement SUN



Source : PowerPoint de présentation du mouvement SUN, *Hunger, Nutrition and Climate Justice Conference*, Dublin, 15-16 avril 2013

Dans les faits, le SUN propose donc une approche très horizontale concernant les programmes qu'il aide à financer. Son fonctionnement interne est récent, les trois différents organes qui le composent ayant été rajoutés au fur et à mesure. Malgré certaines critiques qui ont plus lien avec le suivi de la mise en œuvre des programmes (ACF, 2012) et que nous étudierons plus en détail dans la deuxième partie de ce mémoire, le fonctionnement du SUN est relativement fluide et reste en théorie très transparent. Sa structure innovante pour une initiative de cette échelle regroupant autant d'acteurs différents autour d'un même sujet lui permet de faire fi de certaine lourdeur administrative et lui permet d'apparaître comme un acteur de changement rapide et efficace. Il est toutefois nécessaire de noter que la délégation des responsabilités à l'échelon gouvernementale peut produire une certaine déresponsabilisation des bailleurs de fonds et des organisations internationales concernant leur rôle dans la réussite de cette entreprise (ACF, 2012). Là encore nous étudierons cependant ce sujet plus en avant dans la deuxième partie du mémoire.

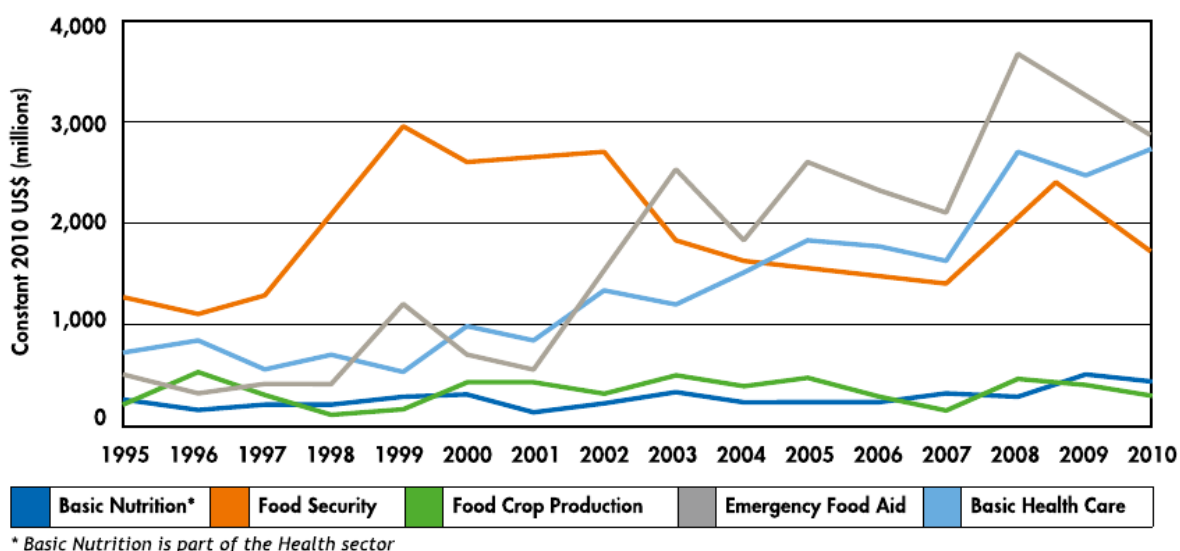
Concernant sa marge de manœuvre ensuite, le SUN est un mouvement très récent s'étant doté comme décrit précédemment d'un mandat particulier à la croisée de différents mandats onusiens. Sa légitimité scientifique vient du fait que son cadre stratégique se base sur les conclusions du Consensus de Copenhague et sur les recommandations de la revue Lancet 2008 (SUN, 2010). Cependant malgré sa légitimité scientifique, malgré les nombreuses dynamiques (agricoles, nutritionnelles et sensibles à la

nutrition) qui ont pu lui être favorables et malgré son mandat unique au sein des Nations Unies, le SUN n'aurait jamais pu disposer de marges de manœuvre suffisantes pour être un acteur de changement fort s'il n'avait pas réussi à souder autour de son mandat tout un secteur de l'aide et s'il n'avait pas eu une certaine « autonomie » financière. Nous pouvons dès lors identifier deux grands mérites au SUN :

- Il a tout d'abord réussi à unifier autour de son mandat la totalité d'un secteur nutritionnel qui était jusque-là éparpillé et conflictuel (Entretien 2013). Deux hypothèses peuvent être avancées pour justifier ce ralliement qui a permis au mouvement de gagner tant en poids qu'en légitimité. Un argument financier tout d'abord, le SUN promulguait une approche sensible à la nutrition qui ouvrait la voie à des financements potentiels sans commune mesure avec les financements des interventions spécifiques à la nutrition (qui bien qu'étant en légère hausse depuis les années 1990, restaient très faibles, cf figure 7). Un argument d'inclusivité ensuite. Si l'on compare par exemple les différences de constructions institutionnelles entre le HLTF et le SUN, le HLTF aurait pu être considéré comme une arène, au sens où Eve Fouilleux les définit, tandis que le SUN constitue l'exemple même du Forum, inclusif et normatif. Or cette inclusivité mettant notamment les pays souffrant de la sous-nutrition au cœur du mouvement, aurait joué un rôle prépondérant quant aux ralliements des nutritionnistes (Entretien, 2013)

Figure 7 : Aide Publique au Développement (APD) dédiés aux approches spécifiques à la nutrition en comparaison avec l'APD de secteurs pouvant potentiellement être rendus sensibles à la nutrition

FIGURE 1.4: TRENDS IN ODA COMMITMENTS TO BASIC NUTRITION AND OTHER SECTORS (SOURCE: OECD DATABASE 2012)

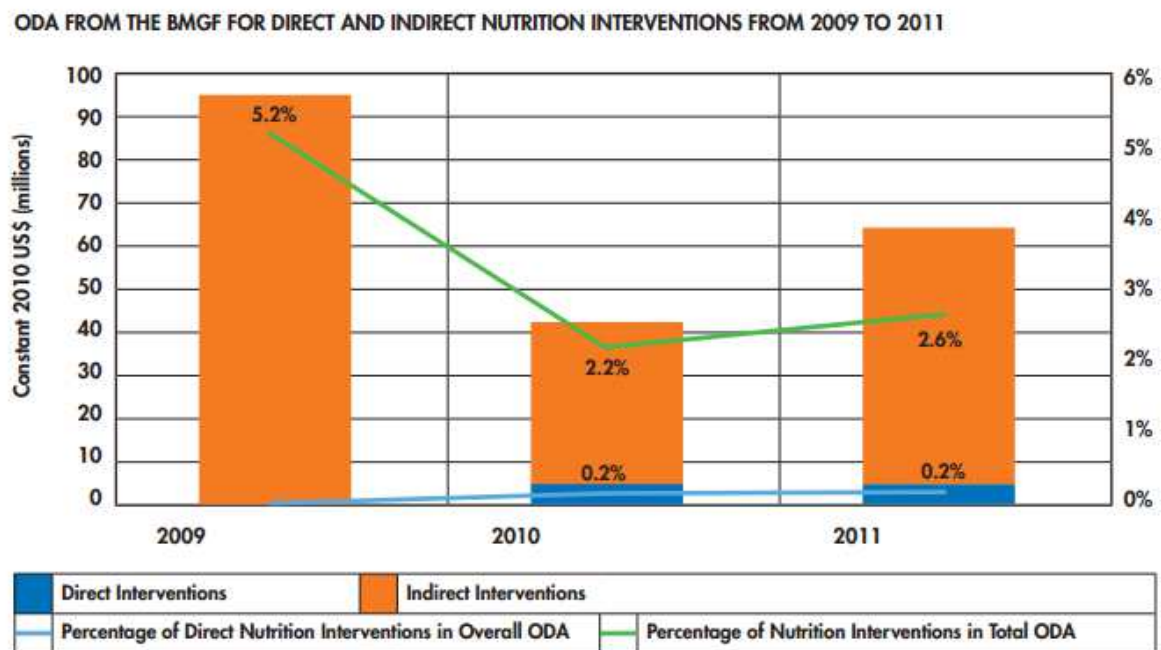


Source : Présentation de Laurence Haddad à l'African Nutrition Congress de 2012²⁵. Données issues de l'OCDE.

²⁵ Voir notamment <http://www.developmenthorizons.com/2012/10/the-african-nutrition-congress-declare.html>.

- Ensuite, le mouvement a réussi à être une plateforme concentrant tous les financements, notamment ceux de la société civile et du secteur privé, ce qui lui a ainsi permis de ne pas dépendre des sources de financements traditionnelles (financement gouvernemental, aide publique au développement, financement des organisations internationales). Dans un contexte de crise financière internationale, où le secteur privé voit son influence croître dans le monde du développement (Horton (dir.) 2010), c'est cette pluralité des sources de financements qui a permis au SUN de garder une certaine autonomie et une certaine exigence quant à son mandat. Nous citerons en particulier les investissements croissants en matière de nutrition de deux institutions privés : la « Fondation Bill et Melinda Gates » (Bill and Melinda Gates Foundation - BMGF) et le Fond d'Investissement pour l'Enfance (Children's Investment Fund Foundation - CIFF). Si leurs financements auprès du SUN ne sont pas connus, la BMGF fait, depuis 2009, un rapport de ses investissements auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Selon l'OCDE, la fondation a ainsi investi près de 96 millions de dollars américain en programmes et interventions nutritionnelles en 2009 (figure 8). En 2011, alors que ses investissements avaient baissé (64,6 millions), la BMGF reste pourtant la 5ème institution mondiale finançant la nutrition (figure 9).

Figure 8 : Investissement de la BMGF concernant la nutrition

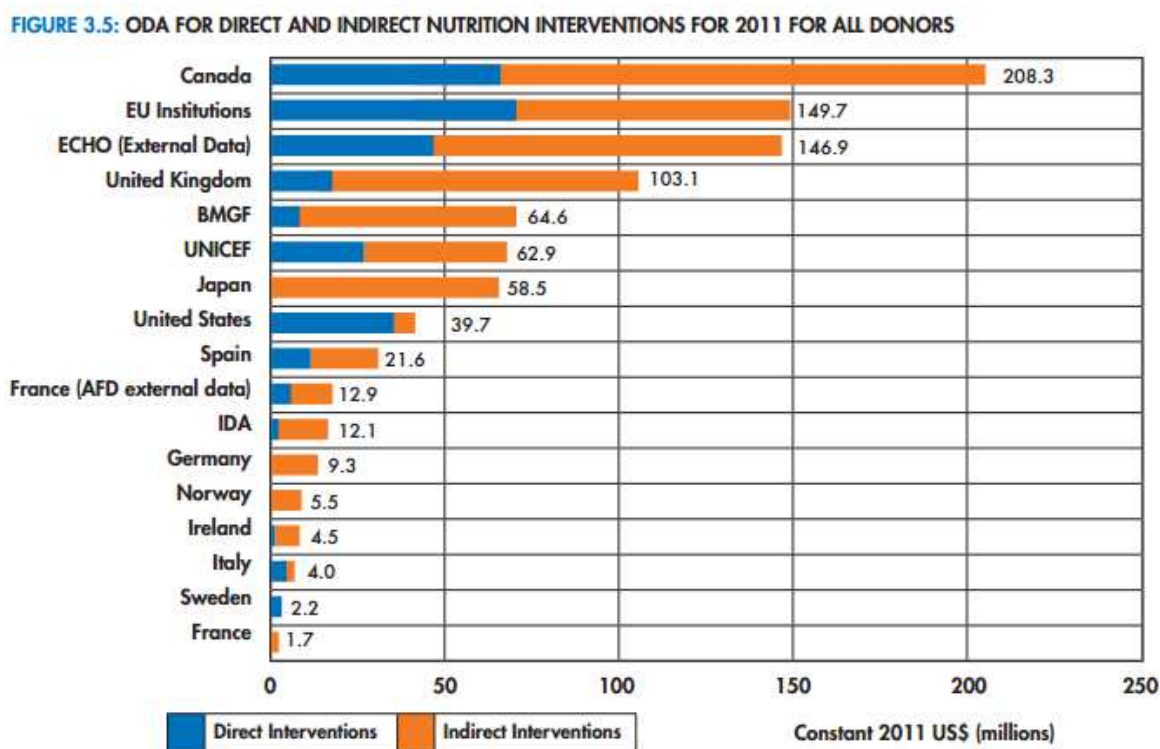


Source: ACF, *Aid for nutrition, Are we on Track to meet the need?* 2013b, 44.

Plus récemment, lors du Sommet « Nutrition pour la croissance » du dernier G8 à Londres, la BMGF et la CIFF se sont engagées respectivement à financer la lutte contre la sous nutrition à

hauteur de 862,7 et 700 millions de dollars américain d'ici à 2020²⁶. D'une manière plus générale, bien que les chiffres investis au sein du SUN par la CIFF et la BMGF restent inconnus, il est certain que leurs investissements ont eu un effet colossal sur les marges de manœuvre du mouvement, que ce soit par des financements directes de structures, ou par le financement de rapports et d'études externes soutenant et alimentant l'action du SUN (Entretien, 2013).

Figure 9 : Aide au développement concernant la nutrition en 2011



Source: ACF, 2013b.

Enfin concernant sa capacité à mobiliser des alliés, comme explicité précédemment la structure interne du SUN ne lui permet pas de fonctionner en autonomie. Ce mouvement est totalement dépendant des alliés qu'il peut ou ne peut pas mobiliser. En outre au vu de sa volonté de transparence, tous les membres du mouvement SUN font preuve d'un certain degré de responsabilité mutuelle. Le Groupe Principal, qui est notamment chargé de veiller à l'obligation collective de rendre des comptes, est ainsi constitué de membres de la société civile, du secteur privé, de représentants des gouvernements bénéficiaires, de membres d'organisations internationales ou de représentants des bailleurs de fonds. Cette grande diversité oblige une responsabilité de chaque acteurs vis-à-vis des autres, tant à l'intérieur du mouvement (via le Groupe Principal) qu'à l'extérieur du SUN : les bailleurs de fonds bilatéraux peuvent par exemple être tenus responsables en dehors du mouvement de leur actions commises au sein du SUN

²⁶ Voir le résumé exécutif des engagements nutritionnels du sommet : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207274/nutrition-for-growth-commitments.pdf

par des membres de leur société civile, notamment via les mécanismes de la société civile propres à chaque pays tel le GISA²⁷ pour la France. Par ailleurs, au vu de la dynamique positive qui entoure ce mouvement (perçu par beaucoup comme un facteur de changement inclusif et principal), l'hypothèse qu'il existe une sorte de bon exemple à suivre, une sorte de pression par les pairs n'est pas à omettre. Cela vaut tant pour les bailleurs de fonds entre eux, que pour les pays ayant de fort taux de sous-nutrition (qui peuvent être ici considérés comme des « alliés » de par leur part active aux financements, à l'élaboration et à la mise en place des politiques publiques). Sur ce point, le fait de fonctionner sur un modèle revisité des Initiatives de l'Aquila²⁸, doit être identifié comme une manière à part entière de mobiliser des alliés : la responsabilisation des bailleurs de fonds, des représentants du secteur privé, des OSC et des organisations internationales, va de pair avec une responsabilisation des pays présents au sein du mouvement.

En outre, il est également nécessaire de noter que cette pluralité d'alliés financiers et politiques investissant et agissant au sein du mouvement comporte un fort risque de conflit d'intérêt (notamment de la part du secteur privé). Ce risque semble toutefois être pleinement pris en considération, en témoigne le récent processus de prévention et de management des conflits d'intérêt dans lequel le mouvement s'est lancé depuis le mois de septembre 2013. Il est toutefois cocasse de noter ici que ce processus est lui-même financé par la fondation Bill et Melinda Gates.

Véritable entrepreneur de politiques publiques au sens défini du terme²⁹, David Nabarro a donc réussi, à travers le SUN à imposer une vision dont il avait commencé à bâtir les fondations à travers le HLTF. Au vu des principaux défis identifiés dans la première sous partie : manque d'appropriation de ce sujet par la scène internationale (manques de preuves scientifiques reproductibles à grande échelle) et plus particulièrement manque d'appropriation par les institutions onusiennes disposant d'un mandat agricole (difficultés à voir l'agriculture sous un jour autre qu'économique), il est désormais possible d'identifier deux principales qualités qui ont permis à cet entrepreneur de politiques publiques de réussir à imposer sa vision. A savoir une grande pertinence dans la compréhension des dynamiques mondiales et des blocages institutionnels onusiens doublée d'une certaine habileté dans la façon d'aborder les acteurs d'un

²⁷ Le Groupe Interministériel pour la Sécurité Alimentaire (GISA) est une plateforme d'abord interministérielle puis multi acteurs mis en place en avril 2008 en réaction à la crise des prix alimentaires. Son objectif est de proposer une série de mesures afin de répondre à la dégradation de la situation alimentaire des pays pauvres et à ses conséquences politiques, économiques et sociales. Elle est composée de 5 ministères, du Secrétariat général aux affaires européennes, de l'Agence Française de Développement (AFD), d'institutions de recherche (CIRAD, INRA, IRD), et de 8 ONG mandatées par Coordination SUD.

²⁸ Voir la Déclaration conjointe de l'Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale du 10 juillet 2009 : « [...] nous collaborerons avec les pays et les régions vulnérables pour les aider à concevoir et à appliquer leurs propres stratégies de sécurité alimentaire, et arriver ensemble à accroître sensiblement les engagements à long terme relatifs à l'assistance financière et technique à investir dans ces stratégies. Notre action se caractérisera par une approche globale de la sécurité alimentaire, une coordination efficace, le soutien des processus et des plans pris en charge par les pays [...] »

²⁹ On constate que la définition évoquée pour le terme entrepreneur de politiques est ici particulièrement véridique. Pour rappel : *Acteurs stratégiques disposant d'une « capacité politique » à imposer leur problématiques et solutions en se saisissant de « fenêtres d'opportunité » (stratégie dans la temporalité) d'une part, et en alignant les « courants » politiques (stratégie sur le contenu) d'autre part (AFSP, 2011).*

côté, et une faculté à mobiliser de manière pertinente un grand nombre d'acteurs différents autour d'un même mandat de l'autre.

Car au-delà de la légitimité politique initiale de David Nabarro, c'est son habilité à identifier puis utiliser des dynamiques, à mobiliser des acteurs et à se garantir des marges de manœuvres financières et politiques suffisantes, qui lui ont permis de faire office d'entrepreneur de politiques publiques (Entretien, 2013). Et le SUN semble ici faire figure de représentation de cette légitimité : son mandat, son organisation institutionnelle ainsi que sa structure financière, pouvant être analysés comme ayant été construits dans le but d'en faire une organisation vectrice de changement.

Il convient toutefois de noter que si David Nabarro et le SUN ont eu un rôle déterminant dans l'émergence d'un paradigme agricole sensible à la nutrition, nombreux sont les autres acteurs qui ont tenté d'avoir un rôle d'entrepreneurs politiques mais qui, faute de réussite similaire à grande échelle, ne retiendront pas ici l'analyse. On notera cependant la régularité des parutions et des revues de littératures à ce sujet promulguées par l'USAID, la Banque Mondiale et l'IFPRI. Ces trois acteurs sont clairement des facilitateurs qui ont favorisé l'émergence de politiques publiques agricoles sensibles à la nutrition en tentant d'amorcer le débat bien avant que David Nabarro n'élabore sa position multisectorielle à travers le HLTF, ou qu'il ne réussisse à la mettre en pratique à travers le mouvement SUN.

C. Une homogénéisation des positionnements autour d'un concept sans réalités scientifiques reproductibles

Si David Nabarro a réussi à concentrer autour de sa vision un nombre important d'acteur et si l'on remarque que son action s'ancre parfaitement dans la vision définie d'un entrepreneur de politiques, il est également pertinent d'étudier, dans le cadre de notre approche, l'influence qu'il a pu avoir sur le positionnement des autres acteurs et sur leur vision de l'agriculture sensible à la nutrition. On a par exemple énoncé le manque de preuves reproductibles limitant à l'origine l'émergence de ce concept. Si ce manque a su être contourné par l'approche innovante que proposait le SUN, il convient toutefois d'étudier la façon dont la scène internationale, et principalement les organisations onusiennes ayant un mandat agricole ont pu réagir à cette carence.

1. L'impossible absence de positionnement des principaux acteurs internationaux

A ce jour on dénombre six revues de littérature sur l'agriculture sensible à la nutrition. En dehors, des deux antérieurs à 2009 précédemment utilisées dans le mémoire (Banque Mondiale, 2007 ; USAID, IFPRI, 2008) nous utiliserons également dans cette sous partie les revues de littérature organisées par le DFID « *A systematic review of agriculture interventions that aim to improve nutritional status of children* » (DFID, 2011), et « *Effectiveness of agricultural interventions that aim to improve nutritional*

status of children: systematic review » (DFID, 2012), par l'IYCN «*Nutrition and Food Security Impacts of Agriculture Projects: A review of experience* » (IYCN, 2011), ainsi que par la FAO «*Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition* » (FAO, 2012).

Si le faible espacement dans le temps de ces revues de littérature souligne en premier lieu un emballement de l'agenda international sur le sujet suite à la création puis au succès du mouvement SUN, nous nous devons de différencier ici les trois premières revues de littérature citées (DFID, 2011 ; DFID, 2012 ; IYCN, 2012) qui sont des analyses du potentiel nutritionnel des programmes agricoles, de la dernière (FAO, 2012) qui est une analyse des lignes directrices et documents d'influence produit par la scène internationale sur l'agriculture sensible à la nutrition.

Il est dès lors intéressant de noter que ces trois premières revues ont été produites dans un laps de temps très court (2011-2012) et en se fondant sur une base bibliographique similaire. En reprenant l'analyse bibliographique faite dans la sous partie précédente et en effectuant l'équivalent sur les documents mobilisés par ces trois revues, on ne constate en effet que quelques nouveaux documents parus au sein de revues scientifiques (6), ou au sein d'organismes de recherches (2) (voir annexe 2b). On comprend donc aisément que les résultats auxquels sont parvenues ces trois revues n'aient pas différé de manière significative de ceux auxquels étaient parvenus la Banque Mondiale en 2007 et l'USAID et l'IFPRI en 2008. Leur existence ne serait dès lors pas justifiée par une volonté de collecte de connaissances, mais bien plus par un impératif et urgent besoin de se positionner sur un sujet prenant un poids de plus en plus croissant dans l'agenda international.

Concernant la revue de littérature effectuée par la FAO en 2012, si l'on a évoqué en sous partie précédente une situation pré 2009 se caractérisant par une absence frappante de positionnements des organisations de la société civile, du secteur privé et des organisations internationales de développement sur le sujet, l'analyse des documents parus après 2009 présente ici à nouveaux un intérêt tout particulier.

Si l'on regarde ces parutions de positionnement, on constate tout d'abord un accroissement important de leur nombre, et ce dans un laps de temps très court (43 documents ont été identifiés entre 2009 et 2012). Il est bien sûr à noter que cette multiplication des prises de positions s'effectue peu après la création du SUN et la mise en pratique de la vision multisectorielle portée par David Nabarro. Si l'on estime l'action d'un entrepreneur de politiques à la façon dont il a influencé un changement durable sur la scène internationale, l'accroissement drastique de ces prises de positions après la création du mouvement semblerait valider notre analyse identifiant David Nabarro comme le principal entrepreneur de politiques publiques. Il est toutefois intéressant, afin de comprendre plus en détails l'influence qu'il a pu avoir sur l'agenda international, d'analyser ici les acteurs tentant de s'approprier cette vision nutritionnelle de l'agriculture.

Sur les 43 documents identifiés entre 2009 et 2012, nous remarquons donc que :

- 9 ont été produits par des organismes de recherches à savoir le World Vegetable Center (3 parutions), l'IFPRI (1 parution), le World Fish Center (2 parutions) et le HKI (1 parution) ;
- 9 autres ont été produits par des organismes internationaux de développement à savoir le Standing Committee on Nutrition (1 parution), la Commission Européenne (1 document), la FAO (3 documents), le Programme Alimentaire Mondiale (2 documents), le FIDA (1 document) et la Banque Mondiale (1 document) ;
- La société civile a produit 10 documents, notamment les associations ACIDI/VOCA (1 document), ACF Internationale (1 document), Concern Worldwide (2 documents), Biodiversity International (2 documents), Save the Children UK (2 documents), World Vision International (2 documents) ;
- 7 documents ont été produits par une seule et même institution d'aide bilatérale à savoir l'USAID ;
- 2 documents ont été publiés par le HLTLF;
- 1 forum a été organisé par l'AED et la FAO;
- 3 documents ont été produits par des institutions du secteur privé, à savoir la McKnight Foundation (1 document), l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) (1 document), et la BMGF (1 document).

Institutions internationales, organismes de la société civile, bailleurs de fonds bilatéraux, institutions du secteur privé, et organismes de recherche semblent donc avoir revu leur approche du sujet. Si l'on regarde dans le détail les acteurs de ces changements, différents groupes semblent émerger (annexe 3b) :

Concernant les organismes internationaux de développement, nous constatons un revirement des trois institutions agricoles onusiennes, affirmant désormais un positionnement clair sur le sujet. Nous remarquons ainsi que même le PAM qui n'a pourtant aucun mandat normatif, a souhaité prendre position sur le sujet. Si ces parutions peuvent sembler en contradiction avec le verrouillage évoqué dans la sous-partie précédente, il faut garder à l'esprit deux éléments : tout d'abord les fonctionnaires de ces institutions disposent d'une certaine marge de manœuvre dans leur production de documents (Fouilleux, 2009) ces derniers ne reflétant pas forcément la vision officielle de l'organisme³⁰, ensuite la parution de tels positionnements peut toujours servir d'assurance pour ces institutions dans le cas improbable où leur position serait mise à mal.

³⁰ On pourrait ici citer l'exemple frappant de Charlotte Dufour et de Florence Egal deux nutritionnistes de la FAO ayant notamment coordonné la revue de synthèse produite en 2012, et soutenant un fort plaidoyer au sein de l'Institution pour défendre la prise en compte d'une agriculture plus sensible de la nutrition.

Un autre point intéressant ici concernant les organismes internationaux de développement serait la participation et le positionnement de la Banque Mondiale. Disposant d'un mandat de réduction de la pauvreté, cette institution n'a pas conditionné son approche agricole à une approche productiviste, mais a dès le départ alimenté la recherche sur les liens entre agriculture et nutrition, et a notamment fait savoir son positionnement dès 2007 à travers une revue de littérature. Si la revue de la FAO dont nous nous servons ici date de 2012 et n'identifie qu'un seul document de positionnement de la BM post 2009, il convient de préciser que cette institution a toutefois pleinement continué à jouer son rôle de facilitateur et a notamment produit un autre document de positionnement en 2013 « *Improving Nutrition through Multisectoral Approaches* » (qui comporte un chapitre sur la façon dont l'agriculture et le développement rural peuvent contribuer à une amélioration du statut nutritionnel), et héberge depuis 2010 une plateforme en ligne de partage de connaissance et de débats (Secure Nutrition) favorisant de ce fait les débats sur le sujet qu'ils soient internes ou externes à l'institution. Au vu de sa participation au débat, et de la réputation de son traditionnel « *catéchisme économique* » (Hibou, 2000) lui conférant un fort pouvoir normatif, il est surprenant que l'agence n'ait pas plus pesé comme entrepreneur de politiques concernant ce sujet. Bien que ce ne soit pas là le sujet du mémoire, une probable piste de réflexion explicative reposerait ici sur la crise d'influence qu'a connu l'institution à cette époque (Cling (dir.), 2008).

Concernant la société civile, nous remarquons également un positionnement fort et sans précédent des OSC qui semblent avoir trouvé à travers le mouvement SUN une instance inclusive où leur vision multisectorielle de la sécurité alimentaire peut être défendue. Nous noterons à ce sujet l'exemple frappant de l'ONG humanitaire Action Contre la FAIM où la responsable de plaidoyer « lutte contre la faim » est membre du comité directeur du réseau société civile du mouvement SUN. L'ONG semble par ailleurs avoir voulu pousser plus en avant son appropriation dans le domaine, en témoigne son récent rapport : « *Semer les graines d'une bonne nutrition, Mobiliser les politiques agricoles contre la malnutrition* » et les trois études de cas qui l'accompagnent.

Concernant les organismes d'aide bilatérale, l'USAID semble avoir voulu renforcer de manière impressionnante son appropriation du sujet (7 documents de positionnement). Elle est la seule agence d'aide bilatérale à s'être clairement positionnée sur le sujet, notamment à travers son initiative « *Feed the Future* » (lancée en mai 2010 par son récent « *Bureau for Food Security* ») qui réunit dans une même initiative agronomes et nutritionnistes.

Concernant les parutions des organismes de recherches, si l'unique contribution de l'IFPRI identifiée ici (sa conférence « *Leveraging agriculture for improving nutrition and health* ») peut faire pale figure comparée aux très nombreuses parutions de l'institut avant 2009, il ne faut pas pour autant en déduire

un recul ou un désintérêt de ce dernier quand à l'agriculture sensible à la nutrition. Il faut au contraire le voir comme un repositionnement, et comprendre tout l'enjeu de cette conférence pour l'institution. Concernant l'émergence de l'agriculture sensible à la nutrition, les positions défendues par l'IFPRI diffèrent quelque peu de celles défendues par le reste des acteurs³¹ et sa vision n'est pas celle qui s'impose majoritairement actuellement sur la scène internationale³². Il faut comprendre ici que la vision que défend l'IFPRI concernant l'agriculture sensible à la nutrition est la vision d'un certain secteur privé agroalimentaire qui tente à travers l'Institut d'influencer le débat international (Entretien, 2013). Nous pouvons ainsi analyser la conférence de 2011 comme l'occasion pour l'IFPRI de regrouper et d'influencer le plus grand nombre d'acteurs possibles afin de faire office d'acteur tardif de présélection des alternatives, à défaut d'avoir réussi par de précédentes parutions et positionnements à devenir un véritable entrepreneur de politiques. Le but est donc dès lors de faire une conférence internationale ayant le plus grand rayonnement possible. Cette analyse semble être confirmée par le suivi attentif qu'a effectué l'IFPRI des retombés de sa conférence. L'Institut a par exemple constitué une bibliothèque en ligne libre d'accès pour maximiser la diffusion de sa vision, et a même réalisé une évaluation d'impact (IFPRI, 2012) de cette conférence, où est analysé et quantifié son influence sur les institutions, sur le secteur privé, et sur les personnes individuelles ayant assisté à la conférence. En outre, il est également nécessaire de souligner ici l'influence de cette conférence sur la scène internationale. Constituant le principal forum scientifique jamais organisé sur le sujet, il est très probable que l'IFPRI est sensibilisé et incité un grand nombre de chercheurs à travailler sur le sujet, chercheurs dont les travaux ne devraient en tout état de cause plus tarder à être publiés (Entretien, 2013).

Enfin concernant le secteur privé, on constate un positionnement là aussi sans précédent. Suite au rapide paragraphe sur l'IFPRI, il convient de préciser que le secteur privé a pu agir sur l'émergence d'une politique publique sensible à la nutrition par de nombreux biais que nous n'avons pas relevé au cours de l'analyse. Toutefois, le fait que des institutions privées effectuent des travaux et se positionnent publiquement sur le sujet est une première. Et leur participation au sein du SUN n'y est sûrement pas rien.

³¹ Si le SUN ou le Lancet par exemple vont défendre sous l'appellation agriculture sensible à la nutrition des interventions agricoles qui de par leur ciblage où leurs objectifs vont tenter de maximiser les effets positifs tout en atténuant les impacts négatifs de l'agriculture sur la nutrition, l'IFPRI quant à lui défend plus une vision axés sur les chaînes de valeurs agricoles rendant des aliments plus nutritifs et plus sûrs, et donc fortement influencé par la production d'aliment biofortifié ou fortifié en nutriment.

³² La dernière définition du Lancet 2013 sur les interventions sensibles à la nutrition se traduirait par exemple comme suit : « Ce sont des interventions ou programmes qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement fœtal et infantile – sécurité alimentaire, pratiques de soins adéquats au niveau maternel, familial et communautaire, accès à des services de santé et à un environnement sain et hygiénique – et intègre des objectifs et actions spécifiquement nutritionnels. Exemples: agriculture et sécurité alimentaire ; filets de protection sociale ; développement infantile ; santé mentale maternelle ; renforcement du pouvoir et du statut des femmes ; scolarisation ; eau, assainissement et hygiène ; services de santé et de planning familial » (Ruel (dir.), 2013).

Il semble donc que les documents de positionnement produits après 2009 ne témoignent pas juste d'un emballement de la scène internationale sur l'agriculture sensible à la nutrition, mais bel et bien d'un repositionnement de la plupart des acteurs sur ce sujet. La priorisation de l'agriculture sensible à la nutrition sur l'agenda international, rendue possible grâce au mouvement SUN, a imposé un rapide positionnement ou repositionnement à la plupart des acteurs, quitte à ce que ces derniers produisent des travaux similaires à ceux préexistants, où changent radicalement d'approche par rapport au sujet. Ces positionnements ont ainsi été accompagnés d'un renouvellement d'intérêt pour certains acteurs (telle la nouvelle revue du Lancet 2013 qui s'est à nouveau penchée sur le cas de la sous-nutrition), de l'appropriation du sujet par certains forums (telle la prochaine Conférence International sur la nutrition (ICN2) dont un des deux sujets principaux tournera notamment autour de l'agriculture sensible à la nutrition), et de la création de certaines arènes dédiées (comme le programme A4N (l'Agriculture pour la Nutrition) lancée par le CGIAR en octobre 2011).

Quels qu'ils soient, ces positionnements témoignent tous d'une volonté internationale croissante après 2009 qui vise à traduire les analyses scientifiques préexistantes en réalité politique.

2. L'homogénéisation « forcée » des positionnements internationaux

Si l'on se penche désormais sur le contenu des positionnements des différentes institutions, on remarque rapidement une certaine homogénéisation des recommandations qu'elles prodiguent. Le travail effectué au sein de la revue de littérature de la FAO de 2012 est ici très pertinent. Ce document qui réalise notamment une synthèse des vingt recommandations les plus consensuelles quant à la mise en place de politiques agricoles sensibles à la nutrition révèle en effet l'existence d'une forte homogénéisation internationale sur la façon d'aborder la question, et ce quelle que soient les documents étudiés (qu'ils aient pour but une diffusion interne ou externe à l'organisation) ou les mandats des organisations. Il est ainsi frappant de noter que les 20 messages clé synthétisés par le rapport sont promulgués par quasiment tous les documents étudiés, et qu'aucun de ces messages n'a fait l'objet d'indications contraires dans aucun des documents identifiés précédemment, ce qui démontre une forte convergence dans la manière dont les organisations traitent l'agriculture sensible à la nutrition. Le rapport de la FAO distingue ainsi 3 principales catégories où figurent ces 20 recommandations : huit fournissent des conseils pour l'intégration de la nutrition dans la phase de planification de politiques agricoles, huit autres dressent une liste des cibles et des actions que les programmes devraient en priorité prendre en considération, et quatre ciblent des activités à entreprendre ou poursuivre pour une meilleure prise en considération de l'agriculture sensible à la nutrition dans l'agenda international.

Nous nous trouvons donc en face d'une situation où de nombreux documents de positionnement, en grande majorité publiés après 2009 par des organisations de natures multiples et ayant des mandats divers, se retrouvent à défendre des interventions similaires pour soutenir une approche que bon nombre

d'institutions dédaignaient auparavant, voir continuent de tenter de minimiser. Une explication plausible du côté homogène de ces positionnements consisterait justement au faible espacement entre ces publications. L'argumentaire des documents de positionnement paru après 2010 n'a pas eu l'occasion de se construire avec une documentation foncièrement différente de celle utilisée par les documents de positionnement parus en 2007 ou 2008. Comme explicité dans la sous partie précédente, les résultats des revues de littérature du DFID et de l'ICN en 2011 et 2012 n'ont pas différé de manière significative de ceux auxquels étaient parvenus la Banque Mondiale en 2007 et l'USAID et l'IFPRI en 2008. Le fait que toutes ces institutions aient dû se positionner de manière si impérative sur un sujet sur lequel elles ne s'intéressaient pas particulièrement les a donc forcées à adopter une approche similaire. Et c'est justement à ça que nous pouvons identifier David Nabarro comme un grand entrepreneur de politique. En réussissant à travers le SUN le coup de force qu'il peinait à effectuer avec le HLTF, David Nabarro a forcé un grand nombre d'institutions internationales à se positionner sur un sujet où les ressources scientifiques disponibles ne leur permettaient pas d'adopter un positionnement foncièrement différent du sien. Comme évoqué précédemment dans le mémoire, les preuves scientifiques d'impacts nutritionnelles au sein d'interventions agricoles sont fortement limitées que ce soient en nombre ou en échelle. Or au vu de la percée de l'agriculture sensible à la nutrition sur l'agenda international, il en allait de la crédibilité des institutions internationales de se positionner favorablement sur le sujet. Positionnement qui ne pouvait aller, dans les grandes lignes, que dans le sens de celui développé par le SUN.

Si dans leur ensemble les organisations s'étant positionnées sur ces principes reconnaissent et ne contestent pas ces recommandations, il est toutefois nécessaire de nuancer le propos car il existe différents degrés d'appréciation au sein de ces organisations. Comme nous l'avons vu, certaines institutions ne souhaitent pas forcément voir le même types d'interventions agricoles sensibles à la nutrition être promus (IFPRI), ou ne défendent pas officiellement la même vision d'une agriculture multisectorielle (FAO, PAM, FIDA). Les mandats des différentes institutions, ainsi que les priorités institutionnelles propres à chacune modifient donc légèrement leur vision de ces interprétations. Le document de la FAO relève ainsi comme principaux points de discordance :

- La priorité à donner à une production alimentaire autoconsommée vis-à-vis d'une production alimentaire destinée au marché. Les deux résultant en théorie en une amélioration du statut nutritionnel des producteurs.
- Le fait de savoir si l'objectif principal d'une agriculture sensible à la nutrition est d'avoir des impacts observables sur les ménages de producteurs, ou de privilégier une approche plus globale par les systèmes alimentaires, visant à améliorer de manière durable le statut nutritionnel d'une population dans son ensemble (ou bien les deux à la fois).

- La manière de faire correspondre les interventions aux besoins de différents groupes sociaux. Les interventions bénéficiant à un groupe peuvent potentiellement moins bénéficier à un autre, et réciproquement (bien que des approches gagnant-gagnant existent).
- La priorité à donner entre trois types de productions différents : culture vivrières, culture bio-fortifiées, ou aliments d'origine animale.
- Le degré selon lequel l'agriculture sensible à la nutrition devrait dépendre du secteur agricole ou du secteur de la santé à l'échelon national.
- Le degré de collaboration multisectorielle : est-il nécessaire d'effectuer une mise en œuvre conjointe des projets ou suffit-il de privilégier une approche multisectorielle lors de la planification et de l'évaluation des projets ?

Il est important de remarquer que ces différences concernent uniquement l'approche des interventions, et en aucun cas le résultat escompté, ou l'intervention en elle-même. Une explication plausible de ces différences, serait le manque d'une définition globale et commune de l'agriculture sensible à la nutrition. A la lecture des documents mentionnés dans la partie précédente (annexe 2 et 3), il est ainsi possible de réaliser deux constats. Tout d'abord, très peu d'institutions possèdent une définition claire et précise de ce qu'elles entendent par interventions agricoles sensibles à la nutrition. Ensuite, il n'existe aucune définition internationale de l'agriculture sensible à la nutrition suffisamment reconnue pour faire office de standard entre les institutions. Et cette situation semble bien souvent amener les institutions à définir ce qu'elle considère comme sensible à la nutrition en fonction du contexte de leur propre programme (Bread for the World institute, 2012). Ce manque de définition commune et globale peut donc être identifié comme un frein à la mise en œuvre de programmes agricoles sensibles à la nutrition et pourrait potentiellement constituer une des limites à l'émergence de l'agriculture sensible à la nutrition sur l'agenda internationale. Le fait par exemple que le mouvement SUN n'ait pas réussi à faire adopter par une institution possédant une forte visibilité internationale (telle la FAO) une définition claire de l'agriculture sensible à la nutrition constitue par exemple un réel manque. Nous noterons cependant que le fait que la nouvelle revue 2013 du Lancet se soit à nouveau intéressé à la sous nutrition infantile et ait produite quant à elle définition claire d'une approche sensible à la nutrition peut constituer ici une réelle avancée³³.

³³ Nous pouvons traduire la définition 2013 du Lancet comme suit : « *Les interventions sensibles à la nutrition sont des interventions ou programmes qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement fœtal et infantile – sécurité alimentaire, pratiques de soins adéquats au niveau maternel, familial et communautaire, accès à des services de santé et à un environnement sain et hygiénique – et intègre des objectifs et actions spécifiquement nutritionnels. Exemples: agriculture et sécurité alimentaire ; filets de protection sociale ; développement infantile ; santé mentale maternelle ; renforcement du pouvoir et du statut des femmes ; scolarisation ; eau, assainissement et hygiène ; services de santé et de planning familial* ». (Ruel et al, 2013)

3. Normaliser la norme, où comment une dynamique s'affranchit de preuves nécessaires

Un autre point qu'il convient également d'approfondir concernant les conséquences de l'émergence politique de l'agriculture sensible à la nutrition après 2009 serait le rapport des positionnements internationaux avec le manque de preuves reproductibles à grande échelle. Si nous avons montré précédemment que ce manque de preuves avait conditionné les recommandations de la scène internationale pour les calquer sur celles du SUN, il convient également de s'intéresser à une autre conséquence, portée par un nombre croissant d'instances, qui délégitimerait cette carence au profit de la mise en œuvre des politiques.

L'analyse des documents de positionnement énumérés en annexe 3 est là encore pertinente, ces derniers nous permettant d'établir plusieurs conclusions sur la façon dont la scène internationale traite ce manque de preuves scientifiques reproductibles.

Tout d'abord, cette carence semble avoir contraint les institutions à formuler des recommandations très générales qui n'entrent pas dans les détails de mise en œuvre. La principale raison explicative de cette généralité serait une incapacité des institutions à discerner les interventions ayant des impacts positifs de celles n'en ayant pas ou au contraire de celles ayant des impacts négatifs. Ceci notamment dû au fait que les liens entre agriculture et nutrition sont multiples, liés les uns aux autres, et surtout qu'ils ne peuvent être efficaces qu'à travers une mise en œuvre commune avec d'autres politiques prenant en compte la sous nutrition (FAO, 2012). On remarque ainsi que des interventions agricoles de même type et ampleur et dont les impacts nutritionnelles ont fait l'objet d'études similaires, n'ont pas toujours eu des résultats positifs sur la nutrition, faute d'environnement extérieur adéquat (Bread for the World Institute, 2012). En l'absence d'études intersectorielles de grande échelle, effectuées sur le temps long, et utilisant des méthodes scientifiques reconnues comme pertinentes (de type ERC), il est dès lors impossible de déterminer ou de pouvoir prioriser l'importance de ces différents liens entre agriculture et nutrition³⁴. Pour favoriser leur succès, les politiques agricoles sensibles à la nutrition devraient donc être soutenues par un ensemble plus vaste de politiques sensibles à la nutrition. C'est du moins l'approche qui est soutenue par un grand nombre d'institutions (la revue de littérature de la FAO en dénombre 9 : ACF, EC, FANTA, FAO, HLTF, IFPRI, Save the Children, UN SCN, BM) et d'une manière plus générale par les partenaires du mouvement SUN (SUN, 2011).

L'étude de cette volonté d'intégrer l'agriculture sensible à la nutrition dans un réseau plus vaste de politiques sensibles à la nutrition est ici intéressante. Car si elle représente une réalité scientifique, elle

³⁴ Nous citons ici pour l'exemple le papier de positionnement du DFID «*The UK's Position Paper on Undernutrition*» (2011) qui stipule que «concernant ces programmes sensibles à la nutrition, obtenir des preuves est un défi bien plus grand que pour les interventions dites « directes », car ils possèdent des chaînes causales bien plus longues et sont donc bien plus sensibles aux influences du contexte »
<https://www.gov.uk/government/publications/scaling-up-nutrition-the-uk-s-position-paper-on-undernutrition>

semble également faire le jeu de la plupart des acteurs. Les institutions s'étant positionnées en catastrophe sur le sujet y trouvent par exemple leur compte car elle légitime l'absence de preuves présentes au sein de leur argumentation. Les institutions poussant un agenda sensible à la nutrition y trouvent quant à elles également un intérêt car elle permet de ne pas uniquement se concentrer sur une approche agricole. Enfin les entrepreneurs de politiques y voient une opportunité politique pour rester sur l'agenda international. Si l'on reprend les citations d'Hilgartner et de Bosk (1988, 53-76.) à savoir : « *L'attention publique est une ressource rare, dont l'allocation dépend de la compétition au sein d'un système d'arènes publiques. [...] De ce fait, les notions doivent lutter pour occuper un espace dans les arènes publiques. [...] Cette compétition est permanente ; ils doivent à la fois lutter pour entrer et pour rester sur l'agenda public* » on comprend toute l'importance de cet enjeu pour ces acteurs : à travers la mise en évidence de la nécessité de politiques multisectorielles sensibles à la nutrition, c'est une place de long terme au sein de l'agenda international qu'ils semblent assurer aux politiques agricoles sensibles à la nutrition. Pour autant, l'émergence politique internationale d'un concept doit fatalement se traduire par une mise en œuvre. Et si cette explication de la nécessité d'une approche politique multisectorielle sensible à la nutrition peut justifier ce manque de preuves, ce dernier n'en reste pas moins problématique pour la mise en œuvre du concept au niveau des pays.

Car une seconde conclusion serait que la recherche de preuves ne semble pas figurer comme une des priorités des institutions s'étant positionnées sur le sujet.

- Tout d'abord car l'absence de définitions communes de l'agriculture sensible à la nutrition nuit à la coordination du secteur et à la mise en valeur de preuves reproductibles. Comme évoqué précédemment chaque institution utilise sa manière propre de classifier ce qui est ou n'est pas sensible à la nutrition, et ce manque de définition standard rend pour le moment la construction d'une base de données viable délicate. Or cette base de données constitue la première pierre nécessaire à la construction d'un ensemble de preuves reproductibles.
- Ensuite car il semble exister un consensus international croissant sur le fait que cette recherche de preuves n'est pour le moment pas, et ne sera peut-être jamais possible, justement du fait de la grande intersectorialité des pratiques agricoles prenant en compte la nutrition. On constate ainsi qu'un grand nombre de positionnements soulignent le fait que l'approche ERC, en tant que standard le plus élevé pour une évaluation d'impacts, pourrait ne jamais pouvoir être utilisée pour construire une base scientifique de preuves favorables à l'agriculture sensible à la nutrition (Pinstrup-Andersen, 2013).

Il convient de comprendre que ces deux premières conclusions (poussée vers des politiques multisectorielles sensibles à la nutrition, et manque de priorité concernant la recherche de nouvelles preuves) sont primordiales pour comprendre une des tendances principales portée par les documents de

positionnement à savoir une volonté de passer outre la recherche scientifique de preuves reproductibles. Le document de la FAO de 2012 résume ici très bien cette tendance:

« Certains intervenants ont émis des réserves concernant le manque de preuves empiriques justifiant les actions entreprises dans les programmes agricoles sensibles à la nutrition. Toutefois, le fait qu'une majorité d'institutions internationales de développement se positionnent de manière indépendante sur des approches très similaires, constitue en lui-même une forte justification de la nécessité de mettre en œuvre ces programmes. Les décisions politiques doivent souvent être prises sans le soutien de preuves scientifiques irréfutables, ou alors un statu quo persiste, ce qui s'est montré clairement inadéquat dans le cas de la lutte contre la sous-nutrition. Il n'existe pas de bon argumentaire pour justifier l'inaction alors que la communauté internationale est si clairement alignée sur un certain nombre de principes qui peuvent améliorer l'impact nutritionnel des investissements agricoles. En outre, il n'existe qu'un très faible risque de causer du tort en agissant sur ces principes, la plupart d'entre eux étant basé sur des bonnes pratiques issues de programmes et sur des préoccupations éthiques. Dans la mesure où de nouvelles preuves seront générées par la mise en œuvre de ces principes, ils seront revus et redéfinis dans le futur. »

(FAO, 2012, 19)

Si plusieurs éléments justificatifs sont ici produits (le statu quo serait pire que tout, la mise en pratique des recommandations ne peut nuire au statut nutritionnel ou aux pratiques agricoles, l'homogénéisation des recommandations est en elle-même une preuve suffisante pour l'action, les preuves arriveront avec la mise en pratique des interventions) l'analyse effectuée dans cette sous partie semble infirmer les deux dernières :

- L'homogénéisation des recommandations étant selon nous justement la conséquence de ce manque de preuves (les institutions prises dans une forte dynamique inclusive, notamment portée par le SUN, ont dû se positionner sur le sujet sans réel nouvel apport scientifique), il est surprenant qu'il serve d'argument pour s'en émanciper.
- Même si des preuves arrivent avec la mise en pratique des interventions, chaque institution dispose de sa propre définition d'une intervention agricole sensible à la nutrition. Par conséquent, il risque d'être potentiellement très difficile de synthétiser ces retours en une base de données viables.

Il est dès lors intéressant de noter que des positionnements d'institutions, réalisés sans preuves scientifiques reproductibles et sous l'influence d'une forte dynamique agricole internationale sensible à la nutrition, semblent ici vouloir s'émanciper d'une base scientifique au profit de la mise en œuvre concrète de concepts qui, pour le moment, sont politiques.

Il est d'autant plus intéressant de remarquer qu'intégrer ce constat dans le cadre d'analyse du mémoire peut le faire paraître logique, voir prévisible. On note en effet qu'au vu de la façon dont ces positionnements avaient été construits, leur légitimité provenait de leur homogénéité et non des preuves scientifiques sur lesquelles ils s'appuyaient. Et, fort de cette légitimité, ils se devaient d'être mis en œuvre, en passant notamment par un processus de délégitimation de la recherche de preuves scientifiques reproductibles.

On remarque dès lors que le cadre d'analyse utilisé du *policy making* (et plus particulièrement la vision de l'entrepreneur de politique publique de Kingdon revisitée par l'AFSP 2011) trouve ici toute sa justification.

Car cette émancipation est en quelque sorte l'étape ultime de l'émergence politique d'un modèle d'agriculture sensible à la nutrition, le franchissement d'un fort blocage qui limitait sa reconnaissance. Et il est impératif de comprendre et de voir l'œuvre des entrepreneurs de politiques dans cette émancipation. Sans eux, il aurait été impensable que ce qui constituait à la base un obstacle pour l'émergence d'un concept, se trouve aplani de manière quasi unanime par la scène internationale. Sans aller jusqu'à dire que cette prise de distance par rapport à la recherche de preuves faisait partie intégrante du plan d'action des entrepreneurs de politiques, on remarque qu'elle sert remarquablement bien la mise sur l'agenda internationale de l'agriculture sensible à la nutrition, et offre une grande légitimité dès lors auto-construite à l'importation et à la mise en œuvre de ce type de politique.

L'émergence d'un modèle de politique agricole sensible à la nutrition a donc été analysée ici comme l'œuvre d'un entrepreneur de politique principal, à savoir David Nabarro, et notamment à travers la structure inclusive et générale que constitue le mouvement SUN. La volonté affichée par ce mouvement et son influence sur l'agenda politique de la scène internationale peuvent ici servir d'exemple type de l'autre vision de l'internationalisation des politiques publiques proposée par l'AFSP 2011, à savoir celle expliquant cette internationalisation par la « fabrication de « modèles », ou à tout le moins, de prescriptions, de plus en plus façonnés dans des arènes inter ou transnationales plus ou moins autonomes sans référence obligatoire à un modèle national ». Car si le SUN a été identifié ici comme le principal entrepreneur de politiques, il a également créé une dynamique inclusive où les institutions ont dû se positionner d'une manière homogène et similaire à celle du mouvement. Il a donc constitué un « espace hybride » à la fois inter et transnational, à la fois scientifique et politique, et regroupant des acteurs à la fois étatique et non étatique, où s'est co-construit le « modèle » de politique agricole sensible à la nutrition. Et si certains pourraient dire que cet « espace hybride » pourrait être considéré comme générant plus des normes ou des visions que des politiques (et sortirait dès lors du cadre d'analyse des Transferts Politiques stricto sensu), nous nous devons de remarquer que la réussite de la mise en place

de ces normes ou visions est conditionnée par la majorité des acteurs à un environnement sensible à la nutrition, et donc à l'élaboration de politiques larges prenant ce concept en considération.

Or si cette dynamique entreprise par le mouvement SUN a permis l'émergence politique d'un modèle agricole sensible à la nutrition, il convient également de s'intéresser à la façon dont ce modèle est transféré et importé par les pays. Autrement dit, si nous avons démontré dans cette partie que la co-construction du modèle à travers le mouvement SUN avait permis l'émergence politique de ce concept, il convient également de se demander dans la seconde partie si ces mêmes modalités peuvent permettre à ce modèle d'être efficacement mis en œuvre au niveau des pays.

II. L'essai non transformé d'un modèle politique disposant d'une forte légitimité internationale

Comme évoqués en introduction, un nombre croissant d'acteurs semblent souligner que si l'émergence politique d'un modèle agricole sensible à la nutrition est une réalité, sa mise en œuvre concrète au niveau des pays semble pour le moment faire défaut. Après avoir identifié précédemment les principaux acteurs de cette émergence politique, il conviendra donc ici de se concentrer sur les suites et conséquences de cette émergence d'un modèle agricole sensible à la nutrition, à savoir la circulation/exportation du modèle et sa réception/importation (AFSP, 2011). Nous nous intéresserons particulièrement ici aux acteurs promulguant le transfert du modèle, à la manière dont ce modèle est transféré, ainsi qu'à la façon dont les pays peuvent se l'approprier. Au vu de la grande diversité des définitions existantes de l'agriculture sensible à la nutrition, le but sera ici d'identifier tout d'abord les principaux acteurs structurant le transfert du modèle afin ensuite de pouvoir s'intéresser aux modalités et aux limites du modèle transféré.

A. Des acteurs de transfert gravitant tous autour d'une même structure

« Les processus de transfert mettent en jeu des configurations d'acteurs souvent extrêmement complexes [...]. Ces acteurs disposent de ressources inégales et tous n'ont pas la même capacité à influencer le processus de transfert. Chacun a sa propre conception des objectifs de la transplantation, sa propre interprétation de la solution transférée, et sa propre perception des problèmes que cette solution est supposée résoudre »

Thierry Delpuech, (2009) Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publiques : panorama des policy transfer studies, Presse de Science Po, 157.

Pour comprendre les modalités de la circulation/exportation puis de l'importation d'une agriculture sensible à la nutrition, il convient tout d'abord de comprendre quels sont les acteurs de ce transfert, quelles conceptions ils véhiculent du modèle, et quelles relations ils entretiennent avec les pays importateurs. Selon le cadre analytique de H. Wolman (Wolman, 2002), les acteurs impliqués dans les transferts se répartissent en fonction du rôle qu'ils jouent dans le processus. Il identifie ainsi des différences entre entrepreneurs/agents de transfert, opérateurs de transfert, et facilitateurs de transfert, à savoir que :

- Les entrepreneurs/agents de transfert sont ceux qui s'investissent et se mobilisent en faveur de la généralisation de solutions ou de modèles méritant, selon eux, d'être diffusés ;
- Les opérateurs de transfert sont ceux qui prennent une part active à la diffusion d'idées ou à la transplantation de solutions ;

- Les facilitateurs de transfert sont ceux qui contribuent indirectement au succès de la transposition en créant des conditions favorables à la réception ou en soutenant les opérateurs.

Le but de cette sous partie sera d'identifier les principaux acteurs endossant ces différents rôles, afin de pouvoir mettre à jour le modèle de transfert de politiques qu'ils illustrent.

1. Un entrepreneur de transfert principal disposant d'une forte légitimité

« Les entrepreneurs de transfert effectuent essentiellement un travail d'information et de persuasion des décideurs politico-administratifs, certains ayant de surcroît la capacité d'utiliser à l'égard de ces derniers des moyens d'incitation ou de contrainte »

Thierry Delpeuch, (2009) Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publiques : panorama des policy transfer studies, Presse de Science Po, 158.

Dans le jeu multi-acteurs favorisant le transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition, il convient tout d'abord de comprendre l'origine du transfert, à savoir quels acteurs constituent les principaux entrepreneurs et quelle légitimité ils possèdent.

Comme nous l'avons analysé en partie précédente, de nombreux acteurs se sont positionnés concernant l'agriculture sensible à la nutrition. Ils figurent donc comme autant de candidats potentiels aux rôles d'entrepreneurs de transfert. Toutefois, si l'on remarque de nombreuses initiatives pouvant témoigner d'une réelle volonté de diffuser le modèle (telle la communauté de pratique Ag2nut –agriculture to nutrition- de l'UNSCN³⁵, le FSN –Global Forum on Food Security and Nutrition- de la FAO³⁶, ou de manière plus concrète la revue des plans nationaux agricoles africains effectués par le PDDAA³⁷), elles ne sont en aucun cas comparables avec la structure dont s'est dotée le SUN, véritable machine de guerre inclusive, dont le but serait de généraliser sa vision multisectorielle de la lutte contre la sous-nutrition (et notamment d'un modèle agricole sensible à la nutrition). Décrit précédemment comme un mouvement inclusif et central ayant eu un rôle prépondérant dans l'émergence politique d'un modèle agricole prenant en compte la nutrition, le SUN a effectivement pour feuille de route originale la mise en œuvre d'un modèle multisectoriel de lutte contre la sous-nutrition aboutissant à des résultats significatifs dans les trois ans (SUN, 2010). Au-delà du jeu d'acteur politique international, le

³⁵ Ag2Nut est un réseau informel de praticiens mettant en œuvre des interventions agricoles prenant en compte la nutrition. Son but consiste principalement en un partage de connaissances et de bonnes pratiques. <https://knowledge-gateway.org/ag2nut>

³⁶ LE FSN est une communauté d'experts et de praticiens travaillant sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Bien que son mandat soit plus large que la simple généralisation de pratique agricole sensible à la nutrition, ce sujet revient régulièrement dans les débats en ligne organisés par la communauté. Le dernier en date remonte à juin dernier et portait sur les systèmes alimentaires et agricoles propres à renforcer la nutrition. <http://www.fao.org/fsnforum/fr/forum/discussions/agriculture-et-nutrition>

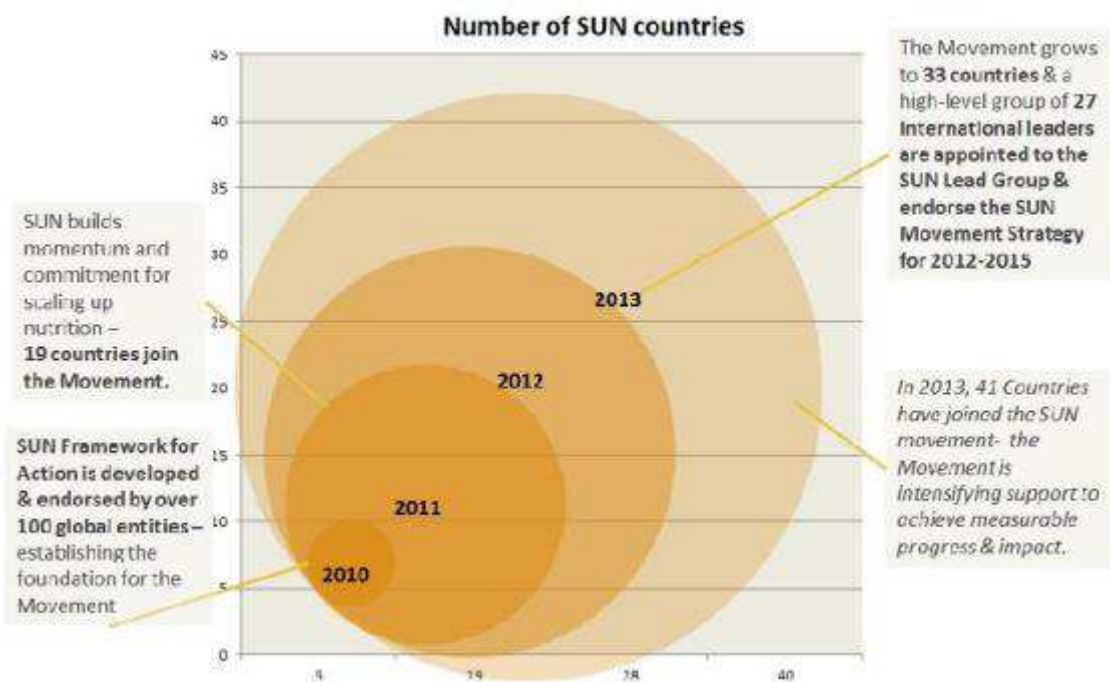
³⁷ Lancé en 2003, le PDDAA est un cadre fédérateur de promotion de l'agriculture africaine, dont l'objectif est l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition et l'augmentation des revenus issus de l'agriculture. Ce cadre est coordonné par le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - New Partnership for African Development) dépendant lui-même de l'Union Africaine (UA) (voir <http://www.nepad-caadp.net/francais/index.php>)

mouvement possède donc une double légitimité à tenter de généraliser le transfert de politiques agricoles sensibles à la nutrition (une légitimité de par son mandat onusien et une légitimité de par son rôle dans l'émergence politique du modèle). Il semble dès lors nécessaire de s'intéresser à la façon dont ce mouvement tente d'effectuer cette généralisation.

On constate tout d'abord, que ce soit dans la feuille de route initiale du mouvement (SUN, 2010) ou dans sa version révisé (SUN, 2012a), que le mouvement s'est doté d'un rôle de plaidoyer clairement défini. Une Équipe Spéciale « *plaidoyer et communication* » (SUN-ACT) fut à ce sujet créée en 2012 sous la tutelle du Secrétariat du SUN. Son rôle consiste à « *garantir la clarté et la fiabilité des communications et (à) permettre un plaidoyer efficace en faveur des principes de base du Mouvement* ». Pour ce faire la SUN-ACT développe des messages de sensibilisation démontrant les progrès du Mouvement, et répond aux demandes d'aides des pays en matière de plaidoyer et de communication. Elle vise ainsi deux cibles : de par son plaidoyer global, sa communication, et sa participation aux principaux événements mondiaux ayant un rapport avec la nutrition, la SUN-ACT tente de convaincre de nouveaux pays de rejoindre le SUN, puis de par sa coordination au niveau des pays SUN, cette instance tente de promulguer ces pays en bon modèle et de les rendre attractifs afin de susciter une imitation par les autres pays susceptibles de rejoindre le mouvement. Notons au passage que le rôle de la SUN-ACT semble être grandement facilité par la visibilité croissante du mouvement au niveau international. Le fait que le nombre de pays adhérents au SUN soit croissant (28 pays en décembre 2012, 43 en octobre 2013³⁸ (figure 10)) constitue en lui-même un argument tacite de généralisation d'une approche.

³⁸ Données consultables sur le site du SUN : <http://scalingupnutrition.org/>

Figure 10 : Évolution du nombre de pays adhérents au mouvement SUN (septembre 2013)



Source : SUN 2013a.

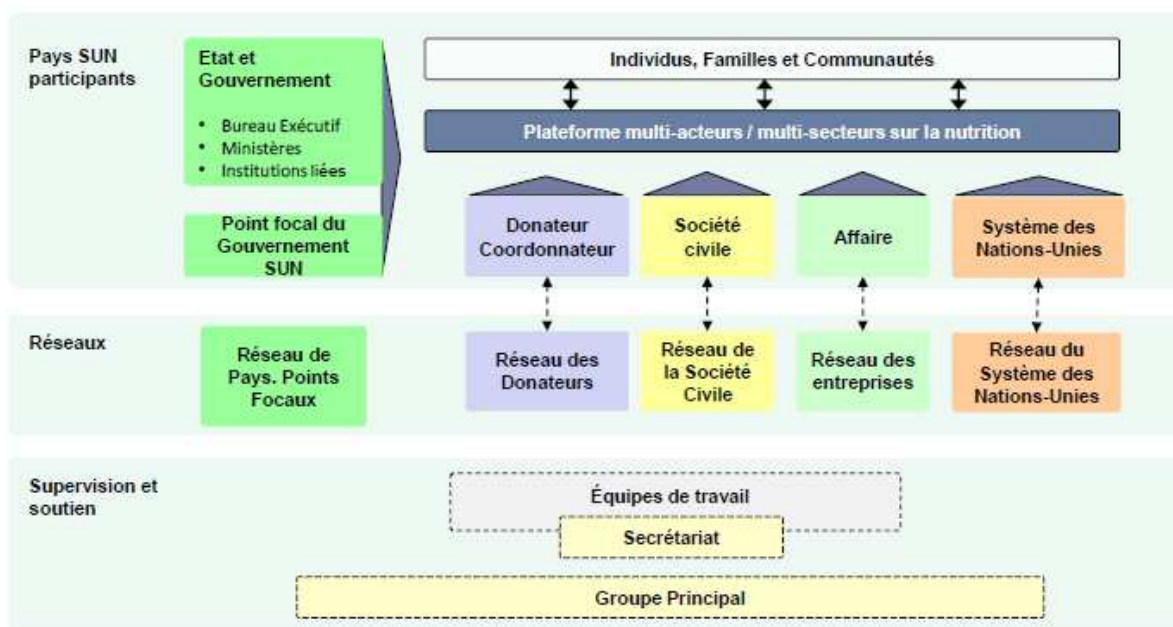
Là encore l'hypothèse qu'il existe une sorte de bon exemple à suivre, une sorte de pression internationale implicite n'est pas à omettre (Entretien, 2013). Car il ne faut surtout pas oublier ici la légitimité que le SUN peut tirer de son inclusivité : si la littérature consacrée aux Transferts de Politiques semble mettre en évidence la place de plus en plus considérable des organisations et des réseaux internationaux dans les dynamiques contemporaines de transfert, les organismes généralement mentionnés comme se donnant pour vocation d'imposer, de promouvoir ou de faciliter l'import-export d'un modèle sont généralement clairement distincts des organismes receveurs et des acteurs plus faiblement institutionnalisés qui gravitent sous la forme de réseaux autour de ces organisations principales. Le fait que le SUN, en tant qu'entrepreneur politique principal, regroupe sous une même structure différents secteurs de l'aide, différentes visions d'une multisectorialité, ainsi que différents acteurs, lui offre une légitimité qui facilite grandement son potentiel travail d'entrepreneurs de transferts. Thierry Delpeuch illustre cette idée quand il estime que « *les chances qu'un emprunt soit accepté résident dans l'habilité [des entrepreneurs de transferts] à fédérer des intérêts hétérogènes, à constituer une coalition de soutien à la greffe, notamment en faisant évoluer la conception que chaque groupe a de son propre intérêt* » (Delpeuch, 2009).

Outre ce rôle global d'entrepreneur de transfert, il est également intéressant de noter qu'une fois qu'un pays a rejoint le SUN ce plaidoyer pour une généralisation d'un modèle multisectorielle de lutte contre la sous-nutrition semble s'intensifier au niveau national. La structure du mouvement (figure 11) semble

ainsi avoir été conçue pour promouvoir cette généralisation d'une manière qui soit la plus large et la plus rapide possible. Le but étant ici de créer une forte appropriation de ces concepts par les différents acteurs des pays. Couvrant de par son inclusivité la plupart des acteurs de l'aide (des OSC aux Nations Unies, en passant par les donateurs et le secteur privé), le fonctionnement en réseaux du SUN lui permet de tenter de promulguer son modèle auprès de tous les acteurs de la société du pays importateur. Si l'on regarde les différentes feuilles de routes ou plans de travail des quatre réseaux constituant le mouvement³⁹ (réseaux des Donateurs, Réseau de la Société Civile, Réseau des Entreprises, Réseau du système des Nations Unies), on remarque ainsi qu'ils disposent tous d'un but explicite de plaidoyer au niveau des pays doublé d'une volonté d'aligner les positions des acteurs locaux en fonction des nouveaux programmes nationaux de réduction de la sous-nutrition.

Un point intéressant à évoquer ici serait le cas du Réseau de la Société Civile, qui outre son rôle de communication et de plaidoyer auprès de la société civile nationale, est chargé de développer au sein des pays SUN des alliances de la société civile (Civil Society Alliances – CSA) qui sont censées à leur tour tenter de généraliser à l'échelon national une vision multisectorielle de la lutte contre la sous-nutrition (SUN, 2013a). Pour reprendre la terminologie de Delpeuch, ce fonctionnement en réseau peut être analysé comme le garant de la constitution d'une véritable « *coalition de soutien à la greffe* », pérennisant de ce fait le rôle du SUN en tant qu'entrepreneur de transfert efficace.

Figure 11 : Les acteurs du mouvement SUN



³⁹ On regardera plus précisément ici le plan de travail du Réseau du Systèmes des Nations-Unies http://www.unscn.org/files/Newsletters/UNNetwork_letters/Final_endorsed_version_UN_Network_Workplan_7_June_2013.pdf , la vue d'ensemble du Réseau de la Société Civile http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/10/SUNCSN_An_Overview_FR.pdf , le site internet dédié au réseau des entreprises : <http://sunbusinessnetwork.org/> , et les termes de référence du Réseau des Donateurs <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/06/SUN-Donor-Network-ToR-English.pdf> .

Source : SUN 2012a.

Dans la littérature sur les Transferts de Politiques, on note en outre qu'un débat semble exister sur la portée de l'action des entrepreneurs de transferts. La controverse tenant au degré d'adhésion qu'il est possible de susciter uniquement par le biais d'arguments discursifs, et ce quelles que soient la teneur et/ou la qualité des arguments (Delpuech, 2009). Convaincre un décideur politique des vertus du modèle, ne suffirait donc pas à le lui faire adopter et à initier un transfert : de nombreuses autres variables entrant en compte.

Dans le cas du SUN, cette limite de l'élément discursif pourrait par exemple s'illustrer de différentes manières. Il est par exemple tout à fait probable qu'un pays rejoigne le SUN pour des raisons ne tenant pas forcément à sa volonté de lutte contre la sous-nutrition (quête de reconnaissance politique ou espoir d'un soutien financier par exemple) et donc tarde à mettre en œuvre le modèle multisectoriel proposé par le SUN. Il est de même tout à fait possible qu'un pays ayant rejoint le SUN de bonne foi se trouve confronté à un agenda politique interne ne priorisant pas la lutte contre la nutrition, et donc tarde là aussi à mettre en œuvre ce modèle. Or le cas du SUN semble offrir ici un exemple relativement pertinent pour outrepasser la limite discursive de l'entrepreneur de transfert : l'appellation pays membres du SUN vient avec un coût. Pour rejoindre le mouvement les pays se doivent en effet d'accepter quatre processus visant à contribuer à des résultats nutritionnels. Ces processus peuvent être résumés comme suit (SUN, 2013a):

- Amener les différents secteurs à travailler ensemble à travers la mise en place d'une ou plusieurs plateformes multisectorielles et multi partie prenantes ;
- Mettre en place un cadre politique et législatif cohérent ;
- Aligner et mettre en œuvre des programmes à travers l'identification d'objectifs communs et la construction d'un cadre de travail proposant des résultats pouvant faire consensus ;
- Mobiliser des ressources suffisantes (alimentées en partie par des financements extérieurs) pour atteindre aussi rapidement que possible les objectifs énoncés.

Il faut en outre également noter que dans chaque nouveau pays ayant rejoint le mouvement, un point focal SUN⁴⁰ est désigné parmi le dispositif institutionnel. Son rôle est de s'assurer de la mise en place de ces processus (notamment de la formation de la plateforme multi-acteurs et multi-secteurs et de la réalisation d'un plan d'action national) et de vérifier leurs avancements.

On remarque ainsi, qu'à travers son rôle d'entrepreneur de transfert, le SUN agit de deux manières pour outrepasser la limite évoquée du seul argumentaire discursif : il tente simultanément de généraliser sa vision auprès des différents acteurs nationaux tout en mettant en place des processus nationaux

⁴⁰ Seule la Mauritanie fait ici office d'exception : le pays disposant de deux points focaux SUN <http://scalingupnutrition.org/sun-countries/mauritania> .

débouchant sur des actions gouvernementales concrètes sur lesquelles ces acteurs peuvent baser leurs plaidoyers et leurs recommandations.

Autrement dit, sa structure lui permet de transférer son rôle d'entrepreneur de transfert aux niveaux des acteurs (civils, privés, onusiens, financiers) d'un pays tout en leur donnant une approche et des processus sur lesquels s'organiser et s'aligner. Le but est donc ici, à travers ce « transfert » du rôle d'entrepreneur de transfert, de solliciter la volonté politique des décideurs ayant préalablement rejoint le mouvement SUN.

Il existerait donc non pas un, mais une multitude d'entrepreneurs principaux de transfert. De par son rôle d'entrepreneur politique principal, le SUN tente de généraliser le modèle qu'il défend en assumant d'une part un rôle générale d'entrepreneur de transfert, et en déléguant d'autre part ce rôle aux membres des réseaux qui le constitue. A travers la structure du SUN, ces entrepreneurs de transfert effectuent donc leur plaidoyer tant au niveau global en tentant de convaincre les pays, qu'au niveau national en tentant de convaincre tous les acteurs de travailler ensemble et d'aligner leur positionnement avec celui du gouvernement. On remarque dès lors que, au-delà de leurs rôles d'information et de persuasion, ces entrepreneurs de transfert disposent, à travers la structure du SUN, d'une certaine capacité d'incitation (de par la légitimité du mouvement, sa reconnaissance, ou ses appuis financiers), voir de contrainte (de par les processus qu'il impose et le plaidoyer interne aux pays qu'il met en place) pour diffuser un modèle agricole sensible à la nutrition.

2. La multipositionnalité des receveurs du transfert les rendant aptes à transplanter eux même la solution

Pour reprendre ici le cadre analytique de H. Wolman il convient, pour comprendre les modalités de réussite ou d'échec du transfert, de s'intéresser à une autre catégorie d'acteurs faisant office de passeurs, à savoir les opérateurs de transfert. Pour rappel, un opérateur ou agent de transfert est un acteur prenant une part active à la diffusion d'idées ou à la transplantation de solution. La section thématique 18 de l'AFSP de 2011 complète cette définition en ajoutant qu'une de leurs caractéristiques principales serait également une multipositionnalité à l'interface d'univers sociaux différents.

Concernant la transplantation de solutions, il semble qu'un très grand nombre d'acteurs se soient positionnés comme opérateur de transfert suite à l'émergence de l'agriculture sensible à la nutrition sur l'agenda international. A défaut d'étude systémique répertoriant la mise en œuvre du modèle étudié, on identifiera ici deux principaux groupes d'opérateurs de transfert en se basant sur les engagements pris ainsi que sur la volonté politique affichée.

On remarquera ainsi ici la présence logique des principales institutions ou initiatives internationales ou régionales ayant un mandat agricole ou de lutte contre la pauvreté⁴¹ (ACF, 2013d) au côté de pays ayant adhéré au mouvement SUN et jouant un rôle primordial dans la mise en œuvre du transfert.

Concernant les institutions et initiatives s'étant positionnées comme opérateurs de transfert, il est nécessaire de noter que quatre d'entre elles semblent se démarquer par leurs récentes démonstrations de volonté à mettre ce modèle en œuvre : la FAO, le FIDA, la Banque Mondiale, et l'USAID (ACF, 2013d).

- Si la FAO avait notamment pour mandat initial la lutte contre la sous-nutrition (au même titre que la lutte contre la faim ou le développement agricole), l'agence ne s'est jamais donnée les moyens de la mise en œuvre de programmes allant en ce sens (l'équipe nutritionnelle au sein de l'agence n'est constituée que de quatorze personnes (Entretien, 2013)). Toutefois l'agence semble avoir démontré une volonté grandissante d'apparaître comme un opérateur de transfert solide concernant l'agriculture sensible à la nutrition. Un exemple de cette volonté serait le récent sommet du G8 « *Nutrition pour la croissance* » où l'agence s'est engagée à la fois à investir plus dans les interventions directes et indirectes de luttés contre la nutrition et à déployer un plus grand nombre de personnel à cet effet sur le terrain (G8, 2013), tandis qu'un autre serait l'adoption en 2012 d'une nouvelle stratégie nutritionnelle⁴².
- Le cas du FIDA est similaire à celui de la FAO. La lutte contre la sous-nutrition se retrouve dans le mandat de l'agence, bien que cela ne se retrouve généralement pas sur le terrain (ACF, 2013d). Toutefois là encore l'agence semble être en train de revoir son approche et de vouloir mettre en œuvre des programmes agricoles sensibles à la nutrition. On notera ainsi notamment son engagement lors du sommet « *Nutrition pour la croissance* » de mettre en œuvre ce modèle agricole dans près de 20% de ses nouveaux projets ainsi que d'introduire des outils d'analyse et de suivi sensible à la nutrition dans environ 30% de ses nouveaux programmes (G8, 2013). On notera également le fait que l'agence soit actuellement en train de rénover et de renforcer son équipe nutritionnel au siège, en vue d'un meilleur suivi et d'une meilleur mise en œuvre de programmes agricoles sensibles à la nutrition (Entretien, 2013).
- En dépit de sa participation lors de l'émergence de sujet, la Banque mondiale présente une situation similaire : jusqu'à récemment l'agence ne semblait pas démontrer un grand intérêt à mettre en œuvre un modèle agricole plus sensible à la nutrition. Là encore on notera une récente volonté de l'agence de se positionner comme un opérateur de transfert fiable sur ce sujet. Lors

⁴¹ Comme évoqué en première partie, la nutrition fait presque toujours office de secteur transversal. Il paraît donc logique que les principaux organismes internationaux mettant en œuvre des programmes agricoles se positionnent ici comme opérateurs de transfert.

⁴² « *Strategy and vision for FAO's work in nutrition* » dont la présentation est disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/me902e.pdf>

du dernier sommet du G8, l'agence s'est en effet engagée à retravailler tous ses futurs programmes agricoles afin d'améliorer leurs résultats nutritionnels, mais aussi à ajouter des indicateurs nutritionnels (tel la sous nutrition chronique) dans tous ses projets d'évaluation (G8, 2013).

- Au-delà de la production bibliographique fournie par le gouvernement américain et par l'USAID, il semble également que l'agence bilatérale souhaite être perçue comme un des principaux opérateurs de transfert concernant l'agriculture sensible à la nutrition. En témoigne le lancement en 2010 par son récent « *Bureau for Food Security* » de l'initiative « *Feed the Future* »⁴³, ainsi que ses engagements lors du sommet « *Nutrition pour la croissance* » du dernier G8. On notera ainsi que l'agence s'est engagée à investir 8,9 milliard de dollars dans des interventions sensibles à la nutrition d'ici à 2014. (G8, 2013).

Avec l'émergence de l'agriculture sensible à la nutrition, ces quatre agences tenteraient donc de se positionner comme principaux opérateurs de transfert, notamment à travers leurs divers engagements lors du sommet du G8 de juin dernier « *nutrition pour la croissance* ». On remarque toutefois que de nombreuses études, internes comme externes à ces agences, semblent souligner pour le moment la réalité limitée de ces mises en œuvre. Nous citerons ici pour l'exemple une étude de la Banque Mondiale stipulant que « *malgré une prise de conscience croissante [...], la Banque Mondiale ne soutient actuellement qu'un très petit nombre de projets agricoles ou ruraux, prenant en compte de manière explicite des objectifs d'amélioration de la nutrition* » (Banque Mondiale, 2013), une étude du SPRING⁴⁴ critiquant les impacts nutritionnels des projets de Feed the Future au Kenya (Henson (dir.), 2012), ou encore la récente étude d'ACF sur trois pays: le Kenya, le Burkina Faso et le Pérou démontrant que les institutions ou initiatives internationales tentant de se poser comme opérateurs de transfert ne semblent pas mettre en œuvre ce modèle agricole au niveau du terrain (ACF, 2013a ; ACF, 2013c ; ACF, 2013e). Il est à noter que cette limite dans la réalité de la transplantation de solutions peut n'être que temporaire et tenir tant à la jeunesse du modèle transféré, que du fait que les engagements décrits soient très récents et prennent place au sein d'agence n'ayant jamais vraiment prêté une réelle attention à la nutrition (et pour certaines ayant même tenté de limiter l'émergence de ce modèle). Toutefois, malgré son côté éphémère supposé, cette limite nous empêche ici de considérer pour le moment ces agences comme opérateurs de transfert.

⁴³ Regroupant agronomes et nutritionnistes au sein d'une même instance, cette initiative représente la stratégie de sécurité alimentaire de l'USAID. Son but principal est d'améliorer l'intégration de la nutrition dans les programmes agricoles de l'agence. <http://www.feedthefuture.gov/>

⁴⁴ SPRING (*Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally Project*) est un projet mondial financé par l'USAID et visant à réduire la malnutrition chronique et l'anémie durant la « fenêtre des 1000 jours », notamment en fournissant un soutien technique lors de la planification et la mise en œuvre de stratégies et de programmes.

Il convient donc de s'intéresser au rôle des pays SUN. Le mouvement SUN promulguant une mise en œuvre du modèle à l'initiative des pays et effectué par ces derniers, il fait d'eux de véritables acteurs de la transplantation de solutions, les mettant potentiellement dans un rôle à la fois de receveurs et d'acteurs du transfert.

« Le SUN est piloté par les pays et, au final, ce sont les pays eux-mêmes qui sont responsables de la mise en œuvre de l'approche SUN. »

Communication directe avec le Secrétariat du Mouvement SUN, 1er août 2012 (ACF, 2012)

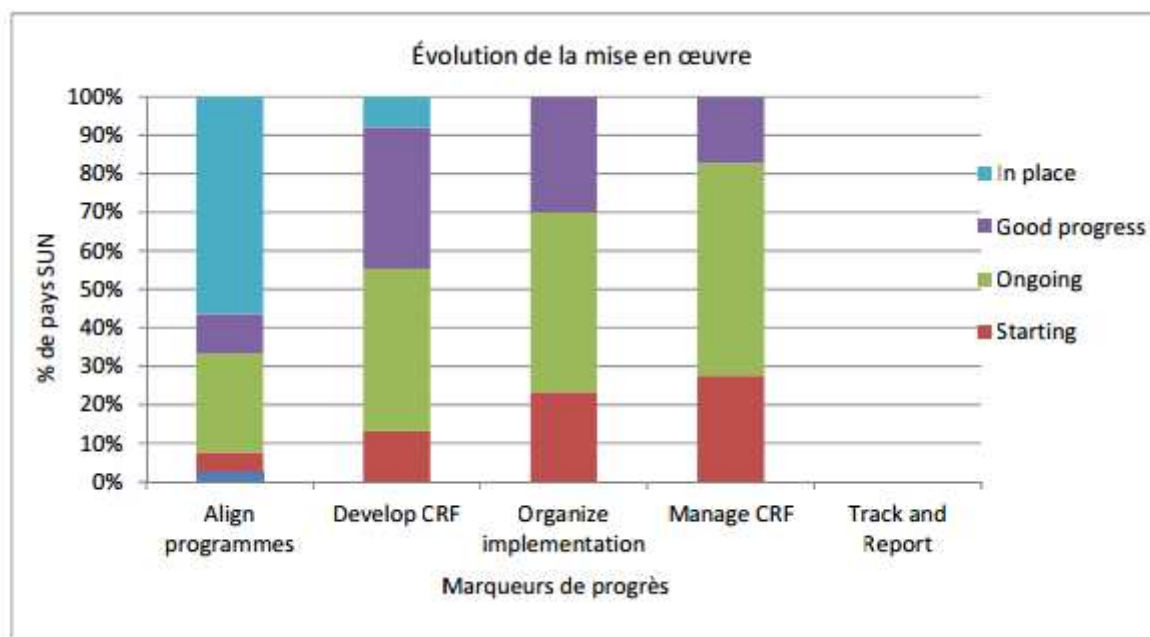
Dans sa feuille de route initiale (SUN, 2010), comme dans la version révisée de cette dernière (SUN, 2012), le mouvement détaille ainsi en trois étapes le cheminement d'opérateur de transfert des pays adhérant au mouvement :

- ***Phase 1- Faire le point et débiter*** : identifier les besoins actuels et les capacités, et confirmer le fort niveau d'implication ;
- ***Phase 2- Se préparer à voir plus grand*** : établir des plates-formes nationales de parties prenantes, développer des stratégies disposant de plans budgétisés de renforcement des actions efficaces, et consolider les capacités nationales pour la mise en œuvre et le suivi.
- ***Phase 3- Intensification rapide pour obtenir des résultats*** : appliquer les programmes et les interventions à l'échelle adéquate et suivre les progrès ; mobiliser un important investissement national et extérieur via les secteurs concernés pour garantir les résultats.

Si le nombre de pays SUN étant en cours de phase 3 n'est pas officiellement connu, différents documents nous permettent cependant d'identifier leur importance dans la mise en œuvre d'un modèle multisectoriel sensible à la nutrition, et plus précisément d'un modèle agricole sensible à la nutrition.

On constate ainsi au vu des résultats produit dans la version provisoire du Rapport d'avancement 2013 du mouvement SUN (SUN, 2013a), qu'une grande part des pays SUN semble en train de mettre en œuvre un modèle multisectorielle sensible à la nutrition. La mise en œuvre de ce modèle est ainsi considérée comme ayant fait de bon progrès pour 30% des 43 pays, comme en cours pour près de 48% d'entre eux, et ne semble qu'à peine débiter pour près de 22% des pays (figure 12).

Figure 12 : Évolution de la mise en œuvre de programmes conformes au Cadre Commun de Résultats SUN (CRF)



Source : SUN 2013a.

Nous remarquons également, au vu des calculs présentés en annexe 4 et résumés en figure 5 (figure reproduite pour rappel ci-dessous), que sur les 16 pays SUN ayant publié leur plan de financement, la majorité semble avoir grandement priorisée le financement de programmes agricoles.

Moyenne par rapport au budget dit « sensible à la nutrition ».			
	% moyen par habitant et par an	USD par habitant et par an	% moyen global au sein des pays finançant ce secteur
Eau, Assainissement, Hygiène	8,47%	0,27 USD	13,40% (8 pays)
Agriculture et alimentation	68,78%	1,25 USD	65,63% (14 pays)
Santé	22,63%	0,64 USD	52,24% (8 pays)
Pratique de Soins	0,04%	N/A (montants trop faibles)	2,20% (3 pays)

Nous sommes donc dans un cas où les instances internationales mettant traditionnellement en œuvre les programmes agricoles n'ont pas encore, malgré de récents engagements prometteurs, transplantés de

manière efficace un modèle agricole sensible à la nutrition. Et où la majorité des 43 pays SUN mettent en œuvre de manière concrète des programmes multisectoriels sensibles à la nutrition où, quand les données sont disponibles, le secteur agricole semble prévaloir. Concernant la mise en œuvre concrète d'un modèle agricole sensible à la nutrition, il semble donc ici que les principaux opérateurs de transfert soient les pays SUN.

Il est intéressant de noter que là encore la structure du mouvement semble brouiller la différenciation entre acteurs définie par Wolman. Bien que cette définition fût construite pour un cas de transfert politique de pays à pays, son application à un transfert politique suivant un flux de type arènes internationales vers pays ne semblait pas remettre en question ces catégories d'acteurs (AFSP, 2011). La particularité rencontrée tiendrait donc peut être ici de l'inclusivité assumée du mouvement SUN : les opérateurs de transfert et les receveurs du modèle constituent les mêmes acteurs, la structure du SUN leur offrant la multipositionnalité nécessaire à tout opérateur de transfert.

3. Un « véhicule » inclusif structurant des réseaux de facilitateurs

Le SUN est avant tout une méthode de travail qui rassemble différents partenaires issus de différents secteurs et des gouvernements, dans l'objectif d'obtenir collectivement des résultats qu'ils ne pourraient pas obtenir individuellement [...] Je préfère le terme « mouvement » au terme « initiative » pour faire référence au SUN.

Communication directe avec le Secrétariat du Mouvement SUN, 1er août 2012 (ACF, 2012)

Afin de parfaire notre analyse des acteurs effectuant le transfert du modèle étudié, il convient également de s'intéresser et d'identifier les facilitateurs de transfert, à savoir les acteurs contribuant indirectement au succès de la transposition en créant des conditions favorables à la réception et en soutenant les opérateurs. Au vu des principaux opérateurs identifiés, à savoir les pays SUN, et surtout au vu de la structure au sein de laquelle ces agents de transfert opèrent, à savoir le SUN, il semble pertinent de s'intéresser au potentiel rôle de facilitateur qu'offre la structure de ce mouvement.

Comme explicité précédemment, le mouvement SUN dispose d'une structure inclusive donnant la priorité et l'initiative aux actions des pays membres. Si le mouvement n'intervient pas directement dans la mise en œuvre, il est toutefois à nouveau intéressant de noter que pour profiter de la structure du mouvement et donc devenir opérateurs de transfert, les pays doivent s'engager à mettre en place quatre processus qui sont pour rappel :

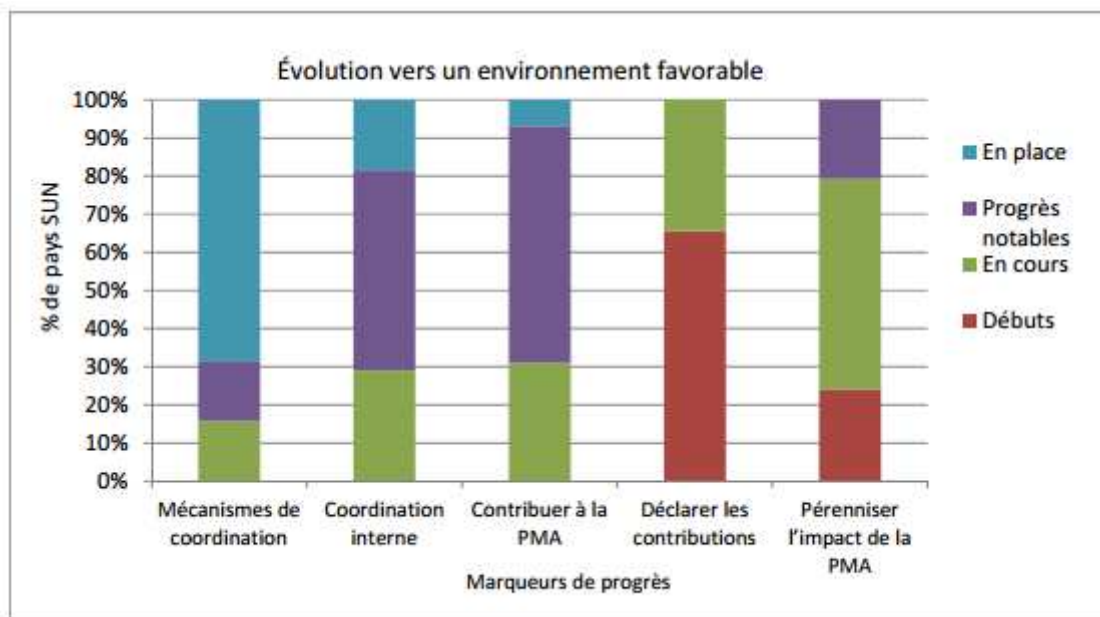
- Amener les différents secteurs à travailler ensemble à travers la mise en place d'une ou plusieurs plateformes multisectorielles et multi parties prenantes ;
- Mettre en place un cadre politique et législatif cohérent ;

- Aligner et mettre en œuvre des programmes à travers l'identification d'objectif commun et la construction d'un cadre de travail proposant des résultats pouvant faire consensus ;
- Mobiliser des ressources suffisantes (alimentées en partie par des financements extérieurs) pour atteindre aussi rapidement que possible les objectifs énoncés.

Si ces processus sont menés à terme, ils peuvent être considérés comme autant de futures conditions favorables à la réception et à la mise en œuvre du modèle. On identifiera donc ici deux principaux types de facilitateurs de transfert : le SUN tout d'abord, qui, à travers le suivi et l'analyse de ces processus, fait office de facilitateur gigantesque garantissant à ses pays membres les clés d'un succès dont ils seraient majoritairement les seuls initiateurs ; les autres membres du SUN ensuite, qui, à travers un fonctionnement en réseaux garantiraient le succès de ces processus.

Concernant le rôle de facilitateur du SUN, il tiendrait en deux points. Le premier se référerait à la structure que le mouvement propose aux pays : un fonctionnement inclusif, organisant un grand nombre d'acteurs d'origines et de secteurs différents autour d'objectifs communs (définis par les pays) et autour de structures communes (une plateforme multi-acteurs et multisectoriel (PMA)). Tandis que le deuxième correspondrait à l'analyse et au suivi que le mouvement opère de l'avancement des différents processus, notamment grâce à un point focal établi dans le gouvernement de chacun des pays. Si le format du mémoire ne permet pas de s'intéresser à la façon dont le SUN effectue le suivi de chaque processus, ni sur la manière dont chacun d'entre eux permet d'établir des conditions favorables aux opérateurs de transfert, il convient pour l'exemple de citer rapidement le premier d'entre eux, généralement résumé par le mouvement sous l'appellation « *Processus 1 : Évoluer vers un environnement favorable* ». Si l'on se réfère à la version provisoire du Rapport d'avancement 2013 du mouvement SUN on remarque ainsi que le mouvement vérifie particulièrement la bonne mise en place de mécanismes de coordination entre les participants des différents réseaux établis, ainsi que le bon fonctionnement et le bon suivi de ces mécanismes (SUN, 2013a). Ce suivi lui permet d'identifier clairement les manques et les succès de son travail de facilitateur de transfert, et d'en faire une analyse globale (figure 13).

Figure 13 : Graphique d'avancement du premier processus du SUN (en fonction des marqueurs de progrès identifiés par le mouvement).



Source : SUN, 2013a.

Il est nécessaire de noter toutefois que ce rôle du SUN s'éloigne légèrement de la définition du facilitateur de transfert évoquée par Wolman. Si l'on est bien ici dans un rôle de facilitateurs, il n'est en aucun cas indirect, mais bien conscient, volontaire et assumé, et surtout en perpétuelle tentative d'amélioration.

Concernant le second type de facilitateurs identifié, il serait représenté par les autres membres du SUN qui, à travers une organisation en réseaux, participeraient en théorie au succès des quatre processus. Bien que disposant d'un but de facilitateur de transfert initial commun, à savoir « *soutenir le travail en cours dans les pays du SUN, [...] (notamment en) modifiant l'orientation des ressources et en harmonisant les actions pour faire progresser le travail fourni par le pays* »⁴⁵, on note toutefois différentes manières dont ces réseaux peuvent favoriser la mise en place de conditions favorable aux opérateurs de transfert.

- D'une manière générale, on note ainsi que ces réseaux (et plus particulièrement le réseau de la société civile avec la création des CSA) disposent d'un rôle tacite de facilitateur de transfert. A travers la généralisation du modèle qu'ils promeuvent et le plaidoyer qu'ils mettent en œuvre auprès des acteurs sociétaux des pays SUN, ils favorisent grandement par la suite l'acceptation et l'appropriation du modèle mis en œuvre par le gouvernement.

⁴⁵ Voir notamment la partie du site internet du mouvement SUN dédiée au fonctionnement en réseau <http://scalingupnutrition.org/fr/sun-networks>.

- D'une manière plus spécifique, on notera le rôle de « facilitateurs techniques » du réseau du Systèmes des Nations Unies et de celui des donateurs : selon les plans de travail et termes de référence de ces deux réseaux, le conseil technique et politique aux opérateurs de transfert fait ainsi partie de leurs attributions. Il convient ici de noter que de nombreuses institutions, telle la FAO, le FIDA, la BM, l'USAID, ou initiatives, tel le REACH, ou le SPRING, proposent également de manière individuelle ce rôle de conseil technique et politique (et se positionnent donc potentiellement en tant que facilitateur de transfert). De même ce rôle est endossé à titre individuel par nombre d'agence bilatérale de l'aide à travers la coopération traditionnelle entre les États. Toutefois, s'il convient de ne pas délégitimer le poids de ces institutions, pays et initiatives, la grande majorité d'entre eux font partie d'un des réseaux du mouvement SUN et exerce ce rôle de conseil technique et politique principalement à travers ces derniers (Entretien 2013).
- Enfin, on identifiera un rôle de facilitateur financier, notamment à travers le réseau des donateurs et le réseau des entreprises. Les plans de travail et termes de références de ces réseaux stipulent en effet leur rôle de facilitateur de transfert, que ce soit en harmonisant le volume de fonds avec les objectifs, en effectuant l'analyse et le suivi des besoins, ou en développant de nouveaux partenariats avec des acteurs privés⁴⁶.

Nous sommes donc ici dans un cas où le mouvement SUN fait office de principal facilitateur de transfert. Que ce soit par la structure inclusive qu'il propose aux opérateurs de transfert, par le suivi qu'il déploie auprès de ces derniers, ou encore par les contacts qu'il permet entre ces opérateurs(notamment grâce à la nomination de points focaux SUN) et ses différents membres (faisant de ces derniers des facilitateurs de transfert à part entière), ce mouvement contribue au succès de la transposition en créant des conditions favorables à la réception et en soutenant les opérateurs. Or comme démontré, il est nécessaire de préciser que ce rôle de facilitateur n'a rien d'indirect mais est prémédité et voulu. Ce n'est pas pour rien que le SUN préfère l'appellation de mouvement à celui d'initiative : la structure du mouvement est destinée à faire office de véhicule pour le transfert d'un modèle suggéré par le SUN mais initié et réalisé par les pays.

L'identification effectuée des acteurs transférant le modèle agricole sensible à la nutrition soulève donc ici un certain nombre de points qu'il convient de noter. La prépondérance du SUN est tout d'abord à relever. De par son inclusivité et sa légitimité en tant qu'entrepreneur de politique principal, le mouvement a réussi à créer une structure donnant à la fois l'initiative et la mise en œuvre du modèle aux pays sensés recevoir le transfert. L'application du cadre analytique de H. Wolman au type de

⁴⁶ Pour plus d'informations sur ces rôles, voir les termes de référence du réseau des donateurs : <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/06/SUN-Donor-Network-ToR-English.pdf> ainsi que le site internet dédié au réseau des entreprises : <http://sunbusinessnetwork.org/>

transfert identifié (d'une arène internationale à un pays) semble relativiser la différenciation qu'il effectue entre les acteurs. Si l'on constate bien ici la présence d'entrepreneurs, d'opérateurs, et de facilitateurs de transfert, tous semblent noyés dans une super-structure endossant en partie chacun de ses rôles et les déléguant dans un même temps à une multitude d'acteurs. En outre l'organisation imposée par cette super-structure semble bousculer les rôles traditionnels que certains acteurs pouvaient se targuer d'endosser. Faisant des receveurs les opérateurs même du transfert, la structure du mouvement relègue les agences traditionnelles de coopération dans un rôle de facilitateur de transfert, que ce dernier soit financier, logistique ou technique. S'il est fréquent dans la pratique qu'un même acteur puisse assumer différents rôles (la source de l'innovation endossant un rôle d'opérateur dans sa diffusion par exemple) (Delpeuch, 2009), il semble toutefois inédit qu'un tel pouvoir soit concentré au sein d'une seule structure, qui plus est quand cette structure n'officialie pas uniquement en tant que passeur, mais devient le relais obligatoire pour tous les acteurs souhaitant actuellement participer au transfert du modèle.

B. Un modèle importé ne répondant pas à la réalité des opérateurs nationaux

Si nous avons vu dans la première partie de ce mémoire que la plupart des acteurs s'accordaient autour d'une vingtaine de recommandations sans avoir de définitions ou d'approches communes, le fait d'avoir identifié ici le mouvement SUN comme le principal acteur autour duquel s'organise le transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition nous permet de nous focaliser sur cette structure afin de comprendre plus en détail l'appropriation qui est faite du modèle transféré au niveau des pays. Mettant l'accent dans cette sous partie sur l'importation et la mise en œuvre du modèle par les pays, l'analyse portera donc ici sur la réalité qui semble prévaloir au niveau des pays opérateurs/receveurs de transfert. Si le cadre du mémoire ne nous permet pas ici de faire une analyse poussée des principales réticences, des réussites et des échecs liés à l'importation du modèle, et que le grand nombre des pays membres du SUN ne nous autorise pas à faire de généralités quant à leur façon de s'approprier le modèle transféré, il convient tout de même de souligner des points communs, des réactions similaires, qui semblent caractériser la réalité des pays mettant en œuvre un modèle agricole sensible à la nutrition. Le but sera donc ici de s'intéresser à l'appropriation que peuvent faire les pays de ce transfert, et d'identifier comment la structure à travers laquelle se transfère le modèle a permis son appropriation au niveau des pays.

L'analyse s'effectuera notamment en fonction de différentes études de cas ayant été menées dans des pays préalablement membres du SUN. Seront notamment cités la communication « *La difficile mise en œuvre d'une action publique intersectorielle en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique*⁴⁷ » qui illustrera le cas du Bénin, les trois études de cas « *Reconciling agriculture and nutrition,*

⁴⁷ Cette communication fut présentée lors du *Séminaire Sécurité Alimentaire* de l'Unité Mixte MOISA (CIRAD) du 20 juin 2013.

*Case study on agricultural policies and nutrition*⁴⁸» qui illustreront les cas du Burkina Faso, du Kenya et du Pérou, ainsi que l'étude « *Under the SUN*⁴⁹ » qui illustrera le cas du Bangladesh et du Niger.

1. Une réalité qui reste sectorielle en dépit du modèle importé

Un premier constat général que peut soulever l'étude de l'appropriation de ce modèle au niveau des pays importateurs/opérateurs de transfert concernerait la réalité sectorielle des opérateurs nationaux. Bien que l'agriculture sensible à la nutrition semble d'après nos calculs constituer le principale secteur mis en œuvre à travers la structure du SUN (annexe 4), il convient de rappeler que d'une manière générale le mouvement promulgue une vision plus large de la lutte contre la sous nutrition (SUN, 2013a). Les pays adhérant au mouvement s'engagent ainsi, notamment à travers les quatre processus précédemment évoqués, à mettre en œuvre une approche multisectorielle de la lutte contre la sous-nutrition. Le premier processus par exemple, résumé sous l'appellation « *Evoluer vers un environnement favorable* », rappelle l'importance de réunir toutes les parties prenantes dans un espace partagé afin de pouvoir aligner les activités et l'action commune : il précise le rôle crucial du Point focal SUN dans cette action, à savoir qu'« *il rassemble les parties prenantes des divers ministères, de la société civile, des entreprises, des donateurs et du système des Nations Unies dans une plate-forme multi-acteurs* » (SUN, 2012a).

Or si le modèle transféré promeut en théorie une mise en œuvre multisectorielle, il convient de noter que bien souvent la réalité des pays reste très sectorielle, les secteurs agricoles et les secteurs nutritionnels travaillant très rarement main dans la main. D'une manière générale les études précitées soulignent le fait que le secteur agricole ne semble pas se sentir responsable de la situation nutritionnelle du pays tandis que le secteur de la santé continue de prôner une vision clinique de la lutte contre la sous nutrition.

Il est intéressant ici d'analyser rapidement l'exemple du Kenya. Bien que le pays depuis son adhésion au SUN en 2012 soit censé mettre en œuvre une approche multisectorielle de lutte contre la sous nutrition, on remarque que sa principale stratégie de développement agricole, élaborée uniquement par son ministère de l'agriculture met avant tout l'accent sur l'accroissement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture, alors même que son objectif affirmé est d'« *assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les Kenyans* » (ACF, 2013a). La vision prônée par cette stratégie est celle d'une agriculture définie comme un « *business rentable et orienté vers le marché et non plus considéré comme une activité de subsistance* ». La dimension sensible à la nutrition (accès des populations vulnérables à des produits nutritifs, qualité nutritionnelle de l'alimentation etc..) semble

⁴⁸ Etudes de cas publiées par l'ONG Action Contre la Faim (ACF) en septembre 2013.

⁴⁹ Etude publiées par l'ONG Action Contre la Faim (ACF) en décembre 2012.

n'être que très peu abordée dans la stratégie. Des responsables des unités *Sécurité alimentaire et Economie domestique*⁵⁰, reconnaissent par exemple que pour l'ensemble du Ministère la préoccupation principale est « *to have food first* » (ACF, 2013a), la notion nutritionnelle du secteur agricole n'étant en aucun cas abordée. Il est ainsi nécessaire de remarquer que la lutte contre la sous-nutrition est principalement reléguée dans le cas du Kenya au secteur de la Santé. Le Plan d'Action Nutrition élaboré dans le cadre de l'accession du Kenya au mouvement SUN, bien que soulignant l'aspect multisectoriel de son approche (« *réduire la malnutrition n'est pas seulement une priorité du secteur de la santé* »), reste centré sur des interventions nutritionnelles directes : la vision qu'il reflète est une vision clinique où la nutrition est traitée comme une maladie et où les autres secteurs n'ont aucunement place. Outre ces deux visions sectorielles aux antipodes du modèle tentant d'être transféré, le cas du Kenya est d'autant plus intéressant qu'il dispose d'une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle multisectorielle qu'il ne met pour le moment pas en œuvre⁵¹. Bien que le Kenya soit en théorie sensé mettre en œuvre un modèle agricole sensible à la nutrition, on remarque donc que la réalité de ses programmes et opérations est majoritairement sectorielle, alors même que le pays dispose d'une politique multisectorielle qui, ayant suivi un long processus d'élaboration participatif, fait aujourd'hui consensus (ACF, 2013a).

Bien que cet exemple illustre ici un cas particulier, il semble qu'il puisse être généralisé à de nombreux pays tentant d'importer/mettre en œuvre un modèle agricole sensible à la nutrition. Un nombre certain de difficultés concrètes ont ainsi pu être relevées au niveau des opérateurs nationaux quant à l'appropriation du modèle que ce soit par le secteur agricole ou par le secteur de la nutrition (ACF, 2013a ; ACF, 2013c ; ACF, 2013e ; Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013). Plus particulièrement, il semble exister une forte difficulté pour les acteurs nationaux opérant le transfert (agronomes, nutritionnistes, fonctionnaires des ministères concernés, agent de vulgarisation agricole etc...) à comprendre clairement tant la façon dont l'agriculture peut contribuer à la sous nutrition que l'importance des enjeux nutritionnels du secteur agricole, et ce dès le début de l'importation du modèle (ACF, 2013d). A ce sujet, l'étude des secteurs au sein desquels travaillent les personnes chargées de coordonner le transfert peut s'avérer un exercice intéressant. Alors que la structure transférée avec le modèle prône la multisectorialité et le multipartisme des opérateurs de transfert (cf figure 11), l'analyse des positions institutionnelles nationales qu'occupent les points focaux SUN démontre qu'une grande majorité d'entre eux dépendent d'une structure sectorielle (24/32) (annexe 5). Sur les 32 des 46 pays SUN ayant identifié des points focaux, on remarque ainsi une grande majorité de points focaux étant en poste au sein de Ministères de la Santé (15). Si l'on notera également la présence de quelques-uns d'entre eux au sein de

⁵⁰ Unité en charge de la nutrition au sein du Ministère de l'Agriculture.

⁵¹ Cette politique, ayant fait l'objet d'un long processus de fabrication (2005-2011) réunissant des représentants de différents ministères et de divers secteurs de la société civile ne dispose toujours pas d'un cadre opérationnel lui permettant d'être mise en œuvre.

ministères spécifiques au développement (8) ou au sein du cabinet du premier ministre ou du président (6), nous noterons particulièrement l'absence totale de points focaux issus du secteur agricole.

Or si cette répartition très sectorielle des points focaux contraste avec le bon exemple donné par l'organe principal de la structure autour de laquelle s'organise le transfert (sur les 10 membres du secrétariat du mouvement SUN seul 3 sont des nutritionnistes), elle correspond parfaitement à la vision généralement sectorielle de la lutte contre la sous nutrition dont disposent les pays importateurs/opérateurs du modèle :

- au Kenya pour reprendre l'exemple précité, la lutte contre la sous-nutrition est principalement perçue comme étant essentiellement un problème humanitaire, et majoritairement traitée à travers un cadre institutionnel d'urgence (ACF, 2013a) ;
- au Burkina Faso, elle est perçue à la fois comme sujet relevant du secteur de la santé et de l'humanitaire (ACF, 2013c) ;
- au Pérou ce sujet est un problème de santé publique et de protection sociale (ACF 2013e).

Or si ce cloisonnement sectoriel (dans aucun des cas la lutte contre la sous nutrition n'est envisagée par exemple selon une approche agricole) persistant à la tentative d'importation/mise en œuvre du modèle peut être explicité par de nombreuses particularités contextuelles et nationales (tels les services de production de connaissances, la formation et la culture disciplinaire des opérateurs nationaux ou encore l'organisation de la société civile nationale (Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013)), il souligne surtout dans notre cas un manque significatif d'appropriation du modèle par les opérateurs nationaux (agronomes, nutritionnistes, fonctionnaires des ministères ou agents de vulgarisation) qui semblent ne pas réussir à en comprendre ni le fonctionnement, ni les aboutissements espérés.

Dès le début de l'importation et de la mise en place des premier processus, la sectorialité semble donc avoir prévalu dans l'approche qui a été faite par les pays receveurs/opérateurs.

2. La faible percolation institutionnelle des nouvelles structures mises en place

L'étude du transfert et de l'appropriation d'un modèle agricole sensible à la nutrition au niveau des pays nous force également à émettre un deuxième constat : il semble exister une très faible appropriation institutionnelle de la structure transférée.

Comme vu précédemment, les pays SUN dans leur rôle d'opérateurs/receveurs de transfert se doivent de mettre en œuvre une plateforme institutionnelle multisectorielle et multi-acteurs visant à « *faciliter l'interaction sur les questions de nutrition entre les parties prenantes des secteurs concernés, encourager les accords sur la hiérarchisation des questions prioritaires, appuyer l'identification et la mobilisation des parties prenantes concernées, permettre l'établissement d'un consensus autour des* »

recommandations et des intérêts communs, aider les organes nationaux concernés à prendre des décisions et favoriser le dialogue au niveau local » (SUN, 2013b, 2). Si cette plateforme peut en théorie relever d'un corps indépendant rendant compte à un ministère d'exécution, d'un service au sein d'un ministère d'exécution ou d'un ministère exerçant une coordination à l'échelon supérieur, on constate toutefois en pratique qu'elle relève principalement du cabinet du premier ministre ou du président (40% des cas en 2012) (SUN, 2012b). Le fait qu'un tel mécanisme de coordination intersectorielle soit rattaché au plus haut niveau de la décision politique devrait en théorie conférer à l'organe une autorité exécutive encourageant les ministères et les organismes des gouvernements locaux à l'entreprise d'actions unifiées visant à renforcer la nutrition. Or l'analyse des études mentionnant les évolutions de structures institutionnelles dans des pays ayant adhéré au mouvement SUN semble infirmer cette théorie. On constate ainsi généralement au contraire un manque d'appropriation institutionnelle de la structure importée lors du transfert. L'analyse des documents mentionnés traitant du Bénin, du Burkina Faso, et du Kenya, nourrira ici le propos :

- Dans le cas du Bénin (qui a rejoint le mouvement SUN en 2011⁵²) cette plateforme, dénommé *Conseil Alimentation et Nutrition* (CAN) est directement rattachée à la présidence de la république. Le CAN, installé en novembre 2011, a ainsi comme mission de définir la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition, et de coordonner les actions liées à l'alimentation et à la nutrition. Cependant, alors que le CAN est supposé constituer un espace intersectoriel de coordination, il s'avère que nombre d'acteurs incontournables se positionnant sur l'agriculture et la nutrition semble ne pas en avoir connaissance (Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013).
- Dans le cas du Burkina Faso, le *Conseil National de Concertation en Nutrition* (CNCN), créé en 2008, représente la plateforme SUN depuis que le pays a accédé au mouvement en 2011. Cette instance gouvernementale, sous la tutelle du ministère de la santé, est pilotée par la Direction de la Nutrition au sein du Ministère de la santé, son Directeur étant le point focal du SUN. Or il semblerait que malgré la légitimation gouvernementale dont dispose cette plateforme, elle ne parvienne que difficilement à convaincre les ministères pertinents sur la nutrition de participer à cette instance. Un grand nombre des acteurs institutionnels nationaux membres de la structure semblent en outre ignorer soit leur rôle au sein de la plateforme, soit son existence même (ACF, 2013c). En outre, le plan d'action national de mise en œuvre du modèle transféré, sensé supporter et faciliter le travail de cette structure, s'inspire fortement des plans d'actions nutritionnelles du Ministère de la Santé national et prône ainsi principalement des interventions directes de lutte contre la sous-nutrition. Si l'évocation de ce

⁵² Voir notamment <http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/benin>.

plan renforce l'idée d'une forte sectorialité évoquée dans la partie précédente, il démontre également la très faible appropriation institutionnelle qui est faite de la structure transférée. Le pays, sensé proposer un plan d'action utilisant pleinement le potentiel de sa nouvelle plateforme multisectorielle et multi-acteurs a finalement produit un document reprenant les *modus opéranti* selon lesquelles ses institutions fonctionnaient initialement.

- Dans le cas du Kenya, la mise en place de la plateforme du SUN « *Nutrition Inter-Agency Coordinating Committee* » s'est effectuée dans un paysage institutionnellement riche de nombreuses structures de coordinations interministérielles traitant généralement soit de l'agriculture soit de la nutrition mais ne faisant que peu le lien entre les deux (ACF, 2013a). Or ces nombreuses institutions, se réclamant toutes d'une certaine légitimité gouvernementale, semblent avoir fortement limité la légitimité de la structure multisectorielle et multi-acteurs promulguée lors du transfert. En outre, comme dans le cas du Burkina Faso, le Plan d'action SUN du pays s'inspire fortement des plans d'actions nutritionnelles du Ministère de la Santé national : il ne cible que des activités dont le Ministère de la Santé Publique est responsable et ne comporte aucune trace d'un financement concernant l'agriculture ou la sécurité alimentaire au sein du budget ciblant les interventions sensibles à la nutrition. Ce plan, sensé entériner, l'utilisation de la *Nutrition Inter-Agency* promulgue en réalité la continuité du modèle institutionnel dominant et rend délicat toute appropriation institutionnelle de la structure par les autres acteurs.

Bien que ces cas ne représentent que des exemples particuliers, ils semblent toutefois illustrer une réalité mesurable qui est celle de la faible appropriation institutionnelle de la structure transférée. Parmi les freins évoqués à cette appropriation, on notera principalement la faible légitimité dont semble disposer cette nouvelle plateforme parmi les nombreuses autres institutions préexistantes, la méconnaissance de l'existence de cette institution, la très faible participation des acteurs y prenant part⁵³, ainsi que le fait que bien souvent le Plan d'Action nationale SUN, sensé valoriser la structure à travers une approche similaire, promulgue en réalité une approche renforçant les structures institutionnelles préexistantes.

Si l'existence de la structure transférée ne semble donc pas ici suffire à impulser une dynamique d'appropriation institutionnelle du modèle, un point intéressant à développer ici serait le lien entre cette faible appropriation institutionnelle et la forte sectorialité identifiée précédemment. Les Plans d'action nationaux SUN identifiés ici comme freins à l'appropriation institutionnelle du modèle sont principalement conçus par le point focal SUN du pays. Or nous avons identifié la forte vision sectorielle

⁵³ L'exemple du Kenya, où un groupe de travail mixte agriculture-nutrition a été créé et a travaillé en bonne coordination, mais n'a vécu que pour la durée du processus d'élaboration de la Politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en est ici un exemple frappant. Chaque secteur n'ayant pas participé au groupe autant qu'il aurait pu, ni n'a forcément été convié par les autres lors des réunions (ACF 2013a).

de ces points focaux nationaux (sur 32 points focaux identifiés, 15 sont logés par exemple au sein des Ministères de la Santé). Cette sectorialité dans la vision des acteurs aurait donc potentiellement des conséquences sur l'appropriation institutionnelle qui peut être faite du modèle. Et de manière réciproque, une hypothèse plausible serait que cette faible appropriation institutionnelle des plateformes mises en place renforcerait les opérateurs nationaux dans leur vision sectorielle de la lutte contre la sous nutrition.

Il semble donc que les conditions conduisant à la mise en place de la structure semblent ici compter au moins autant que la création de la structure en elle-même. Or, ces conditions, notamment en matière de volonté politique, semblent ici faire défaut⁵⁴. Ce constat pose donc la question du bon fonctionnement des facilitateurs de transfert, le modèle transféré venant en théorie avec une structure facilitant sa mise en œuvre par les pays.

3. L'approche passive des réseaux de facilitateurs de transfert

Car un troisième constat semble s'imposer lors de l'analyse de l'appropriation des modèles par les pays opérateurs/receveurs : les facilitateurs, en théorie si nombreux et bien présents à travers la structure du SUN, semblent ne s'être manifestés qu'à de très rares reprises.

D'une manière générale tout d'abord il est possible de remarquer que les principaux facilitateurs de transfert, à savoir les réseaux structurant le mouvement, semblent avoir adopté une approche passive vis-à-vis du mouvement (ACF, 2012). Au Burkina Faso par exemple, une étude de terrain réalisée en juin dernier par ACF a analysé la mise en place des politiques agricoles nationales sensibles à la nutrition et a notamment relevé l'inexistence des réseaux SUN sur le plan national (Entretien 2013). Au Kenya, les entretiens effectués lors d'une étude similaire menée là encore par ACF, souligne le fait que de tous les acteurs interrogés concernant la mise en œuvre nationale d'une agriculture sensible à la nutrition, aucun n'a mentionné l'influence ou même l'existence des réseaux SUN (Entretien 2013). Enfin, au Bangladesh et au Niger l'influence de ces réseaux semble également avoir été minime (ACF, 2012). Or si cette approche passive des facilitateurs de transfert peut paraître surprenante au vu de la dynamique internationale que ce modèle a généré, elle peut cependant s'expliquer par de nombreux facteurs.

Tout d'abord, il faut garder à l'esprit que le modèle agricole sensible à la nutrition est récent, et que si la grande majorité des agences internationales et nationales de l'aide s'est positionnée de manière

⁵⁴ Il serait tentant de critiquer cette analyse en fonction du court laps de temps entre la réalisation des études mobilisées et l'adhésion du pays au mouvement SUN. Il faut toutefois garder à l'esprit que le modèle ici transféré est doté d'un mandat court : le but est de parvenir à des résultats concrets et mesurables en matière de lutte contre la sous nutrition dans un délai de trois ans (SUN, 2010). L'analyse diagnostiquant une faible appropriation du modèle au niveau des pays n'en est donc que plus pertinente.

homogène par rapport au sujet, elles ne disposent pas encore des mécanismes ou du personnel qui leur permettrait d'agir en conséquence (la FAO par exemple n'avait jusqu'à très récemment qu'un seul nutritionniste de terrain pour tout le continent africain). En outre si la volonté politique affichée par les facilitateurs de transfert semble réelle au niveau international, il n'est pas sûr que cette volonté soit également présente au niveau national. Il semblerait ainsi que dans certains cas les supposés réseaux nationaux SUN n'aient même pas reçu les informations relatives à leur participation au sein du mouvement. Ce serait par exemple le cas pour le Niger et le Bangladesh en juin 2012 (ACF, 2012) et le Burkina Faso en juin 2013 (Entretien, 2013).

Or quand bien même cette volonté serait présente au niveau national, encore faut-il qu'elle soit bien mise en œuvre. Une autre limite à l'action des réseaux semble pouvoir être la mauvaise compréhension qui est faite par certains d'entre eux de leur rôle au sein du mouvement. Au Bangladesh et au Niger par exemple quand ACF s'est penché sur la nature des membres présents au sein des alliances de la société civile (Civil Society Alliances – CSA), la plupart d'entre eux remplissait des fonctions de prestataires de service, à savoir qu'ils étaient impliqués dans la mise en œuvre de programmes au niveau des pays, ce qui rendait la majorité d'entre eux peu sensibles à leur supposé rôle de plaidoyer ou de généralisation d'un modèle. En outre, les cas du Bangladesh et du Niger peuvent également nous éclairer sur le manque de compréhension des réseaux quant à leur mandat. Au Bangladesh par exemple, en juin 2012, le CSA était plutôt considéré comme un mécanisme de financement auprès duquel les ONG devaient soumettre des propositions pour recevoir des financements et mettre en œuvre certains éléments du projet de plaidoyer tandis qu'à la même époque au Niger, le CSA était envisagé comme un organisme représentatif incitant les organisations, qu'elles soient membres ou non, à réaliser certaines activités. Cette interprétation libre du mandat de ce réseau semble pouvoir donc également être une des explications de cette passivité des réseaux vis-à-vis de leur rôle de facilitateur de transfert.

En outre, il faut également comprendre que le modèle inclusif proposé par le SUN est relativement novateur, notamment pour les pays opérateurs/receveurs (Entretien, 2013). Dans certains cas on constate ainsi la mauvaise utilisation des réseaux par les pays tentant de mettre en œuvre le modèle. Ainsi, même si ces réseaux sont pleinement conscients de leur participation au sein du mouvement, leur rôle national reste très vague. Le mouvement SUN étant sensé être dirigé par les pays, la plupart des réseaux vont orienter leur rôle d'entrepreneurs et de facilitateurs de transfert en fonction des prises de positions gouvernementales. Or ces réseaux, et notamment celui de la société civile, semble bien souvent ne pas avoir accès aux discussions politiques, aux forums nationaux, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires concernant les activités, les dépenses et les progrès réalisés (ACF, 2012). En outre la feuille de route du SUN (SUN, 2010) ainsi que sa version révisée (SUN, 2012a) stipule la nécessité pour les pays de clairement identifier le rôle des différents partenaires, afin notamment de stimuler leur rôle de facilitateur. Or au vu des plans d'action du Burkina Faso, du Bénin, du Kenya, du Bangladesh et du Niger, cela ne semble pas être le cas, ce qui peut paraître surprenant au vu des nombreux membres et

des nombreuses capacités et expertises regroupées au sein du mouvement SUN (le Cadre d'action du mouvement a été signé par plus de 100 organisations).

Enfin, selon une approche plus financière, il convient également de pointer l'inexistence des réseaux dans leurs rôles de facilitateurs financiers. Le modèle transféré ayant sollicité de fortes attentes en ce qui concerne les réseaux des bailleurs de fonds, sensés notamment favoriser la mobilisation de ressources au terme de l'élaboration nationale du plan d'action chiffrée. Or à ce jour, bien que certains pays aient élaboré et chiffré leurs plans d'actions, aucun pays tentant de mettre en œuvre un modèle agricole sensible à la nutrition n'a pour le moment été en mesure d'estimer avec précision le manque de ressources financières (figure 14) et aucun engagement financier (des gouvernements ou des bailleurs de fonds) n'a encore été traduit en décaissement (figure 15).

Figure 14 : Etat d'élaboration et de chiffrage financier des Plan d'action nationaux

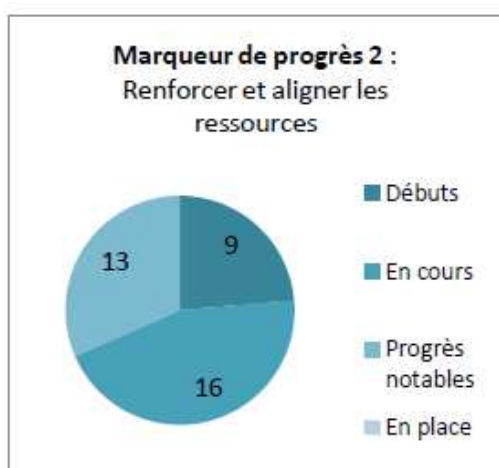


Figure 15 : Etat des décaissements des engagements financiers faits aux pays



Source : Sun, 2013a.

Ainsi, bien que les récents engagements financiers effectués lors du dernier sommet du G8 « *Nutrition pour la croissance* » puissent potentiellement amener une certaine manne financière aux pays tentant de mettre en œuvre ce modèle, l'absence d'action concrète de la part du réseau des bailleurs de fonds, ne semble là encore pas favoriser l'appropriation institutionnelle et sectorielle du modèle par les opérateurs de transfert nationaux.

Nous sommes donc ici dans un cas où l'analyse de différentes études de cas ayant été menées dans des pays préalablement membres du SUN révèle une très faible appropriation du modèle par les receveurs/opérateurs de transfert nationaux, une très faible percolation de sa structure institutionnelle sur la volonté politique de ces opérateurs, ainsi qu'une absence d'actions notables des facilitateurs de

transferts. Ces derniers, n'ayant pas encore hérité de la volonté politique existante à l'échelon internationale, semblent confus quant à leur rôle au sein du SUN et rencontrent de nombreuses difficultés internes comme externes dans leurs tentatives de créer des conditions favorables à la réception du transfert. Toutefois bien que la structure importée semble ne pas avoir été suffisante pour mettre en œuvre une appropriation du modèle transféré, il convient de noter que cette approche passive des facilitateurs de transfert peut fortement être dûe à la jeunesse de l'émergence du mouvement (manque de compréhension et de dialogue entre les structures internationales et nationales des réseaux, et manque d'engagement financier) et à sa structure innovante (la délégation des responsabilités à l'échelon gouvernementale pouvant, au début, produire une certaine déresponsabilisation des facilitateurs de transfert), ce qui pourrait donc fortement être amené à évoluer positivement au vu des récents engagements internationaux (notamment ceux du dernier G8 « *Nutrition pour la croissance* »).

C. Un modèle transféré portant les germes d'une faible appropriation

Identifié comme structure centrale autour de laquelle gravitent tous les principaux acteurs du transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition, le SUN ne semble donc toutefois pas avoir encore permis l'appropriation complète de son modèle par les pays receveurs/opérateurs du transfert. L'analyse de l'importation du modèle dans certains pays nous a ainsi ici permis d'identifier les principales carences de la mise en œuvre du modèle, caractérisées principalement par la faible appropriation que subit ce dernier notamment à cause d'un manque significatif d'actions de la part des facilitateurs de transfert. Or si cette approche passive des facilitateurs de transfert semble avérée, elle ne fait que renforcer un manque d'appropriation préexistant. Le poids des facilitateurs de transfert serait donc potentiellement à relativiser afin de comprendre de probables causes structurelles aux limites de ce transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition.

Il conviendra donc ici de se concentrer sur ce manque d'appropriation du modèle importé et mis en œuvre par les pays. Si le cadrage du mémoire ne permet pas de se questionner plus avant sur l'influence des différents contextes nationaux, l'analyse proposée dans le cadre de ce mémoire des transferts de politiques nous permet cependant de mettre en question les causes structurelles de ce manque d'appropriation. Autrement dit nous ne tenterons pas ici d'expliquer cet « échec » d'appropriation nationale par l'analyse des contextes des pays (ce qui se révélerait hasardeux au vu de la diversité des 43 pays présents au sein du SUN), mais par l'analyse du contenu du transfert et la manière dont ce dernier est orchestré. Le but serait donc ici de comprendre, à travers les modalités du transfert qu'organise le mouvement, les limites que présentent ces modalités quant à l'appropriation du modèle au niveau du terrain. Nous nous interrogerons donc ici successivement sur la nature du modèle transféré ainsi que les modalités dans lesquelles s'effectue ce transfert. Identifiant ce que Peter A. Hall catégorise comme des « *uninformed transfers* » et « *incomplete transfers* », le but sera ici de montrer que le modèle

transféré tend à renforcer une certaine « dépendance au sentier » limitant son appropriation par les pays importateurs.

L'analyse effectuée dans cette partie mobilisera principalement une bibliographie organisée autour de la littérature sur les Transfert de Politiques. Seront notamment principalement cités les ouvrages de Peter A. Hall « *Policy paradigms, social learning and the state : the case of economic policy-making in britain* » (Hall, 1993), de Dolowitz et Marsh « *Learning from Abroad : The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making* » (Dolowitz et Marsh, 2000), l'article de Thierry Delpuech « *Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique: panorama des Policy Transfer Studies* » (Delpuech, 2009), et les conclusions de la section thématique n°18 du Congrès de l'AFPS 2011 retranscrites à travers la parution « *ST 18 : Circulation internationale des idées et de nouveaux instruments des politiques environnementales : Transferts de Politiques ?* » (AFSP, 2011). Sera également mobilisée une bibliographie plus centrée autour de l'étude politique du changement institutionnel, et notamment l'ouvrage « *Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics* » de Paul Pierson (Paul Pierson, 2000).

1. Des solutions publiques théorisées posant problèmes aux opérateurs nationaux

“Le changement d'un paradigme vers un autre va impliquer en fin de compte une série de jugements principalement politiques ; et le résultat de ces derniers ne dépendra pas uniquement des arguments des différentes factions, mais également de leur positionnement dans le cadre institutionnel du pays, des ressources auxiliaires qu'elles sont en mesure de mobiliser, et des facteurs exogènes soutenant plus le paradigme défendu par une faction par rapport à celui défendu par une autre »

Peter A. Hall (1990), *Policy Paradigms, Social Learning and the State: the Case of Economic Policy-Making in Britain*, working paper, 8-9.

Concernant ces modalités, il convient tout d'abord de s'intéresser à la nature des entités mises en circulation à travers ce mouvement. Si la construction de ce modèle a su, à travers l'action d'entrepreneurs de politiques efficaces, favoriser son émergence politique (cf première partie du mémoire), elle peut également potentiellement constituer un frein à son appropriation et à sa mise en œuvre effective. L'identification et l'analyse de la nature des entités de transfert constitutives du modèle agricole sensible à la nutrition pourraient donc potentiellement nous éclairer quant à ce frein.

Concernant la nature de ces solutions d'actions publiques transférées, on constate tout d'abord que le modèle d'une agriculture sensible à la nutrition implique un changement profond dans la manière de percevoir et de projeter l'agriculture (cf premier partie du mémoire). A travers les quatre processus imposés par le SUN lors de l'adhésion des pays, on remarque que le mouvement transfère à la fois des orientations politiques générales (une politique multisectorielle de lutte contre la sous nutrition), des

instruments organisationnels de mise en œuvre (construction d'une plateforme multi-acteurs et multisectorielle), des contenus de politiques publiques (mise en place d'un cadre politique et juridique particulier), ainsi que des stratégies de réponses (fourniture d'une structure de travail). Cette multiplicité de solutions transférées peut s'analyser en fonction de la distinction opérée par Peter A. Hall entre paradigmes, instruments, et réglages des politiques publiques, distinction régulièrement reprise dans la littérature des Transferts de Politiques (Delpeuch 2009).

Peter A Hall, définit ainsi instruments et réglages de politiques publiques comme des cas normaux de construction politique qui ne remettent pas en cause les fondements principaux du paradigme dominant, tandis que la mise en place de paradigmes politiques serait marquée par des changements radicaux tentant de modifier un discours politique établi. Or si la multiplicité des changements promulgués par le mouvement SUN le classerait en tant que paradigme, il convient de noter que ces derniers sont présumés plus difficiles à transférer et par extension à s'approprier, notamment car ils impliquent des changements dans la façon de voir et de penser de tous les acteurs du transfert (Hall, 1993). Or bien que Peter A Hall estime que ce transfert de paradigme trouve généralement plus sa justification dans un argumentaire sociologique que dans des preuves scientifiques établies, ces preuves scientifiques sont tout de même sensées initier ces argumentaires sociologiques. Leur absence pouvant dès lors constituer un frein important au succès d'un transfert.

Nous avons développé dans la première partie de ce mémoire que les recommandations promulguées par la plupart des acteurs s'étant positionnés sur l'agriculture sensible à la nutrition étaient en grande majorité homogènes bien qu'elles ne promulguaient pas de détail quant à la manière de mettre ces recommandations en pratiques. Si nous avons identifié alors ce manquement comme une carence de preuves reproductibles à grande échelle, il convient de préciser ici que ce manque semble toujours faire défaut lorsque l'on analyse le transfert de ce modèle. Pour reprendre la différenciation faite par David Strang et John Meyer (1993), on constaterait dans notre cas que le transfert de politiques agricoles sensibles à la nutrition s'est effectué selon un modèle de transfert de solutions théorisées et générales plutôt que sur un modèle de transpositions de solutions concrètes et spécifiques déjà appliqué.

Si le modèle particulier du transfert étudié ici (d'un forum international vers un pays) rend en effet cette pré-application du modèle impossible, il convient toutefois de noter que le fait que ce dernier n'ait que peu ou pas été mis en œuvre préalablement pose question quant à son appropriation par les opérateurs, ces derniers pouvant peiner à en démontrer la viabilité à l'intérieur de leur pays. Au vu des analyses réalisées durant ce mémoire, deux constats majeurs, faisant la différence entre volonté politique d'une élite d'un côté, et volonté politique des professionnels nationaux travaillant dans un secteur de l'autre, peuvent ainsi être effectués:

- Tout d'abord, on constate que les analyses effectuées dans la sous-partie précédente semblent nous indiquer qu'il existe une forte demande de légitimation du modèle transféré au sein des

professionnels nationaux opérant dans les pays. Car si les gouvernements des pays receveurs peuvent, en tant qu'opérateurs de transfert, disposer d'une volonté politique forte, les agronomes, nutritionnistes, opérateurs et agents de vulgarisation agricole travaillant au sein des instances nationales peuvent ne pas hériter de cette volonté.

Premièrement car outre le jeu en réseaux des membres du SUN évoqué précédemment, il convient de comprendre que cette vision multisectorielle d'une agriculture sensible à la nutrition s'oppose à une vision sectorielle profondément ancrée dans les pays et confirmée par 40 ans d'aide internationale principalement sectorielle (à savoir un secteur agricole principalement productiviste et un traitement de la sous-nutrition effectué par le secteur de la santé) (Alpha, Bricas, Fouilleux, 2013).

Deuxièmement car les enjeux des pays souffrant de sous-nutrition ne sont pas forcément les mêmes que ceux des principales institutions de développement. Et si David Nabarro a réussi, par les mécanismes explicités en première partie, à « forcer » un positionnement international dont l'homogénéité tient plus d'une nécessité de positionnement et d'un manque de preuves reproductible que d'une réelle harmonisation dans les points de vue, il est loin d'être certain que ce manque de transpositions de solutions concrètes ne représentent pas un fort frein à la mise en place effective du modèle à l'intérieur des pays.

Une potentielle explication du manque d'appropriation du modèle au niveau des pays pourrait donc être la difficulté à transférer la volonté de mettre en œuvre un modèle principalement théorique.

- Ensuite, au vu de la réalité des pays qui semble refléter une remise en cause de la légitimité du modèle, il convient de se questionner sur les réelles motivations des pays SUN à agir en tant qu'opérateurs de transfert. On constate ainsi que s'il ne semble pas exister de remise en cause officielle par les pays SUN de la pertinence du modèle transféré, ces pays auraient officieusement constaté et compris depuis longtemps la faiblesse théorique que représente le modèle (Entretien, 2013). Toutefois la mise en œuvre des quatre processus proposés par le SUN continue d'être d'actualité (SUN, 2013a). Il convient donc de se questionner quant à la motivation des pays SUN à perpétuer leur engagement dans ce modèle. Si le format court de ce mémoire ne nous permet pas de se pencher sérieusement sur la question, une hypothèse explicative plausible serait que les pays poursuivraient leur rôle d'opérateurs de transfert grâce au prestige de la solution transférée (suscitant une homogénéisation mondiale) plutôt que grâce aux vertus de la solution en elle-même. Si cette hypothèse confirmerait ici les conclusions de Thierry Delpuech stipulant que « *l'importateur de politique est plus attentif à la dimension programmatique et à la coloration idéologique de la solution susceptible d'être transplantée qu'à son fonctionnement concret dans son contexte d'origine et à ses effets potentiels dans son contexte d'implantation* », elle soulignerait là encore la limite de l'appropriation du modèle.

Les opérateurs nationaux de transfert ne partageant généralement pas cet engouement politique pour le prestige international de la solution transférée.

Pour reprendre le débat évoqué précédemment sur la portée de l'action des entrepreneurs de transfert (pour rappel la controverse tenant au degré d'adhésion qu'il est possible de susciter uniquement par le biais d'argument discursif, et ce qu'elle que soit la teneur et/ou la qualité des arguments), il semble ici que la limite de l'argumentaire discursif visant à transmettre le modèle soit caractérisée par l'absence de preuves concrètes de mise en œuvre. Si ce manque d'information sur la manière concrète dont le modèle peut être appliqué est identifié par Dolowitz et Marsh comme une des raisons de l'échec d'un transfert sous l'appellation d'« uninformed transfer » (Dolowitz, Marsh, 2000), il est intéressant de noter ici que le blocage ne semble pas venir ici de l'appropriation par les importateurs du modèle mais bien de son appropriation par les opérateurs professionnels nationaux. La nature théorisée du modèle transféré semblant avoir eu sur ce point raison de la volonté politique des élites important le modèle.

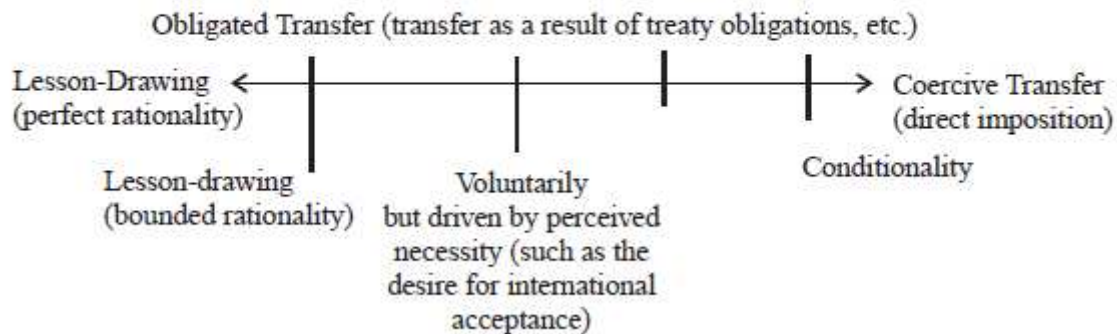
2. Un transfert de type « Lesson Drawing » en trompe l'œil

Un deuxième point nécessaire à soulever concernant les modalités de transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition consisterait en la manière dont le modèle est transféré. L'hypothèse pourrait être ici que les modalités dans lesquels s'effectue le transfert étudié ne favorisent pas son appropriation par les receveurs.

Traditionnellement les parutions concernant le transfert politique analysent deux principaux types de transfert : le « *lesson drawing* » qui désigne des situations où la décision de s'inspirer d'une expérience étrangère est prise par le système importateur en dehors de toute contrainte exogène autre que symbolique, et le transfert coercitif où le transfert est imposé par un pouvoir extérieur. Il convient de noter que ces deux situations sont deux extrêmes et les modalités dans lesquels s'effectue le transfert constituent plus un *continuum* qu'un statut bien défini (Dolowitz, Marsh, 2000). Dans la plupart des cas par exemple, le transfert coercitif est pondéré : le système importateur jouit généralement d'une autonomie relative, et la transplantation d'éléments exogènes s'inscrit dans le cadre d'une transaction passée avec l'exportateur : « *l'attributaire obtient des avantages en échange de son adhésion ou de sa soumission aux prescriptions émises par l'exportateur : il négocie des aménagements du modèle transplanté, conserve des marges de liberté qui lui permettent de ne pas mettre en œuvre une partie de ses engagements tout en attendant des conséquences positives de la greffe* » (Delpeuch, 2009). La figure ci-dessous représente cette idée, les deux principaux types de transfert identifiés représentant les deux extrêmes d'une situation de transfert.

Figure 16 : Le continuum de la typologie des transferts

From Lesson-Drawing to Coercive Transfer



Source: Dolowitz et Marsh (2000, 14).

Dans son ouvrage « *Lesson Drawing in Public Policy* », Rose décrit le Lesson Drawing comme un type de transfert motivé à l'échelon national par le mécontentement des décideurs politiques vis à vis d'un statu quo concernant un domaine précis, ainsi que par le constat que certaines politiques en œuvre hors du cadre national pourrait convenir à solutionner ce statu quo. La « lesson » appropriée servant de symbole pour changer les opinions quant à la mise en place d'un nouveau type de politiques ou de programmes, elle est détaillée par un processus de cause à effet scientifiquement argumenté et mise en place de manière effectif dans un autre pays ou instance. (Rose, 1990). Autrement dit, le transfert serait ainsi le produit de jeu d'acteurs appartenant au système et faisant la démarche de rechercher à l'extérieure des ressources intellectuelles en vue d'apporter des réponses plus efficaces ou moins coûteuses aux problèmes dont ils ont la charge. Il convient de noter que ce type de transfert s'appuie comme démontré par Dolowitz et Marsh dans leur parution « *Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making* » sur un choix rationnel des décideurs politiques : lien immédiat entre « mécontentement du statu-quo » et « volonté de chercher des solutions efficaces à l'extérieure et de les appliquer aux pays ». Or cette rationalité semble extrêmement rare et utopique, la plupart des acteurs agissant sans connaître pleinement toutes les conditions du modèle qu'ils importent, ils opéreraient dans une sorte de « bounded rationality » les éloignant d'un modèle de Lesson Drawing (Dolowitz et Marsh, 2000).

Or il est nécessaire de remarquer ici que le modèle transféré semble implicitement se réclamer de ce type de transfert utopique. Le mouvement SUN identifié comme la principale structure autour de laquelle se structure de manière effective le transfert se réclame ainsi comme un « *mouvement mondial qui réunit les gouvernements, la société civile, les entreprises et les citoyens dans un effort mondial pour mettre fin à la sous-nutrition. [...] Il s'agit d'un mouvement impulsé par les pays et qui s'appuie sur les*

progrès réalisés dans les pays » (SUN, 2012c). Or nous avons démontré que le fait de proposer un type de transfert laissant l'initiative aux pays a fourni une forte légitimité au modèle (cf première partie du mémoire) : sous la protection d'un transfert de type « Lesson Drawing », tous les acteurs participant au sein de la structure devenaient légitimes dans leur approche car ils promulguaient un soutien à des pays ayant eux même initié le processus pour répondre à un statu quo qu'ils jugeaient inacceptable.

Si le fait que le transfert s'effectue d'un forum international vers un pays ne semble pas poser de problème à l'appellation « Lesson Drawing » (Rose identifiant des Transferts de Politique d'arène vers pays), l'analyse du transfert du modèle semble toutefois nous indiquer que ce dernier se calquerait plus sur un transfert mixte à tendance coercitive, que sur transfert de type « Lesson Drawing ». Le cadre d'analyse élaboré par Dolowitz et Marsh dans leur parution « *Learning from Abroad : The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making* » (qui différencie un transfert de type « Lesson Drawing », d'un transfert de type coercitif ou mixte) (figure 17) nous permet ainsi d'identifier trois principaux éléments alimentant notre analyse : l'existence même de la structure autour de laquelle gravitent la plupart des acteurs, le fonctionnement de cette structure, et la légitimité internationale du modèle.

Figure 17 : Cadre d'analyse des Transferts de Politique

A Policy Transfer Framework

Why Transfer? Continuum			Who Is Involved in Transfer?	What Is Transferred?	From Where		Degrees of Transfer	Constraints on Transfer	How To Demonstrate Policy Transfer	How Transfer leads to Policy Failure
Want To.....	Have To			Past	Within-a Nation	Cross-National			
Voluntary	Mixtures	Coercive	Elected Officials	Policies (Goals) (content) (instruments)	Internal	State Governments	International Organizations	Copying	Media	Uniformed Transfer
Lesson Drawing (Perfect Rationality)	Lesson Drawing (Bounded Rationality)	Direct Imposition	Bureaucrats Civil Servants	Programs	Global	City Governments	Regional State Local Governments	Emulation	Past Policies Reports	Incomplete Transfer
	International Pressures								(Commissioned) (uncommissioned)	
	(Image) (Consensus) (Perceptions)		Institutions			Local Authorities		Mixtures	Structural Institutional Feasibility	Inappropriate Transfer
	Externalities	Pressure Groups	Ideologies					Inspiration	Meetings/ Visits	
	Conditionality	Political Parties							(Ideology) (cultural proximity) (technology) (economic) (bureaucratic) Language	
	(Loans) (Conditions Attached to Business Activity)								Statements (written) (verbal)	
	Obligations	Policy Entrepreneurs/ Experts	Attitudes/ Cultural Values	Negative Lessons			Past Relations			
			Consultants Think Tanks Transnational Corporations Supranational Institutions							

Source: Dolowitz et Marsh (2000, 8)

Tout d'abord d'une manière générale, il convient de mettre en évidence le rôle coercitif que peut avoir en elle-même la structure autour de laquelle s'organise le transfert. La littérature sur les Transferts de Politique fournit un grand nombre d'exemples sur l'influence grandissante des OI et des ONG dans la

généralisation d'idée à l'échelon international (Delpuech, 2009). Ces organisations influent sur les initiatives des décideurs politiques de manière directe notamment à travers des conditionnalités de prêts et de support politiques, et de manière indirecte à travers leur diffusion d'informations et de modèles politiques lors des conférences et forums internationaux, faisant d'eux de réel agent coercitif (Dolowitz, Marsh, 2000). Dès lors le fait que le SUN propose une structure inclusive regroupant la grande majorité des acteurs de l'aide ainsi que les pays peut être identifié comme une tribune offerte à ces acteurs dans leur volonté d'influence. L'analyse effectuée préalablement du rôle d'entrepreneur de transfert de la structure ainsi que des acteurs qui la composent, peut notamment être utilisée ici pour réaffirmer ce rôle coercitif (Entretien, 2013).

- Ensuite, la manière et les conditions dans lesquelles ce transfert s'effectue méritent également l'attention. Le fait que le mouvement propose d'emblée un type de fonctionnement en réseau, trois phases d'évolution, quatre processus à mettre en œuvre lors de l'adhésion (dont une structure multisectorielle et multi-acteurs) pour arriver à un résultat défini (réduction drastique de la sous nutrition à travers une approche multisectorielle), ne semble pas correspondre à la définition évoquée d'un transfert de type « Lesson Drawing ». Ainsi, bien que les pays définissent eux même, avec le soutien des réseaux SUN, un plan d'action délimitant leurs budgets, objectifs stratégiques, et approches prioritaires, on semble bien éloigné d'un type de transfert où, à l'initiative d'un pays et selon ses modalités une politique est importée d'un modèle existant dans un pays pour résoudre un statu quo problématique à certains décideurs politiques.
- Enfin, comme évoqué dans la sous partie précédente, la légitimité du mouvement joue en elle-même un rôle important dans les choix effectués par les pays. D. Darbon estime par exemple que dans le cas de l'Afrique, le choix de transfert d'un modèle viendrait plus du pouvoir de ce modèle à être un bon « produit d'appel » pour l'idéologie du moment que des qualités intrinsèques qu'il propose (Darbon (dir.), 2009). Dans le cas du modèle agricole sensible à la nutrition, le succès du SUN en tant qu'entrepreneur de politique semble permettre d'assurer ce « pouvoir d'appel ». De par son double rôle d'entrepreneur de politiques et de transferts, le mouvement disposerait donc d'un fort pouvoir coercitif sur les pays.

Bien que les notions de contraintes et d'influence extérieures soient réputées délicates à utiliser (elles supposent que l'on puisse établir une claire distinction entre acteurs internes et acteurs externes (Delpuech, 2009), le fait d'avoir identifié une structure principale autour de laquelle s'organise le transfert nous a permis d'identifier plus ou moins clairement les chaînes de responsabilité et les rôles de chaque acteur, et de donc de clarifier le type de transfert auquel nous avons à faire.

Nous sommes donc ici dans un cas de transfert où les influences extérieures ne semblent pas engager de processus unilatéral de transfert de politiques ou de pratiques, mais suscitent plutôt leur adhésion par une structure et des processus reconnus, une légitimité internationale croissante, ainsi que par des alliances induites entre un grand nombre d'entrepreneurs et de facilitateurs de transfert, et un petit nombre de receveurs/opérateurs. Pour reprendre le cadre analytique de Dolowitz et Marsh, le transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition ne semble donc pas s'effectuer à travers un transfert de type « Lesson Drawing » volontaire mais plutôt à travers un transfert de type « mixture » qui, bien que donnant en théorie l'initiative au pays, possède de nombreux éléments coercitifs.

Nous serions donc ici face à un transfert de paradigme principalement théorisé, vu par la communauté internationale comme choisi, initié, et mis en œuvre par les pays receveurs, mais qui serait en réalité fortement coercitif.

Il est dès lors nécessaire de noter que tant le cadre dans lequel le transfert politique est effectué, que la façon dont ce dernier est importé, peut façonner son appropriation par les acteurs engagés dans le processus. Dolowitz et Marsh soulignent ainsi que « *s'il existe une quelconque forme de mouvement international vers une politique jugée comme acceptable, les acteurs nationaux auront plus d'occasions de subir une pression pour s'engager dans le transfert de ce modèle* » (2000, 17). Or ces acteurs engagés dans le processus sont ici les acteurs étatiques, et notamment les opérateurs nationaux (agronomes, nutritionnistes, agents de vulgarisation et fonctionnaires du pays receveurs) qui mettent en œuvre ce modèle.

Une hypothèse tout à fait plausible serait dès lors que la manière même dont le modèle est transféré constitue un frein quant à son appropriation au niveau des pays.

3. Un transfert d'éléments exogènes limitant l'appropriation nationale

Après s'être intéressé à la nature des solutions d'actions publiques transférées, ainsi qu'à la manière dont ces dernières étaient transférées, un dernier élément qu'il convient de soulever quant aux possibles freins inhérent au modèle ici transféré serait son côté exogène à la réalité des pays importateurs. S'il est nécessaire de noter que cette exogénéité est régulièrement mise en avant comme une des potentielles limites des Transferts de Politiques (Delpeuch, 2009) nous tenterons ici de démontrer en quoi les deux freins à l'appropriation du modèle identifié préalablement (paradigme théorisé et transfert relativement coercitif) peuvent amplifier une sorte de dépendance au sentier.

La dépendance au sentier est une théorie empruntée aux sciences économiques qui s'est développée dans les sciences politiques durant les années 1990, notamment sous l'influence de Paul Pierson, pour

souligner le poids des choix effectués dans le passé et celui des institutions politiques sur les décisions présentes. Soulignant l’empreinte des origines dans le développement des politiques publiques, cette notion est clé au sein des études de Transferts de Politiques car elle permet d’appréhender et d’analyser les trajectoires des politiques publiques. Partant du constat que même si l’on connaît une solution plus efficace que la solution actuellement retenue, cette solution n’est pas forcément adoptée dans un système donnée, les analyses de Paul Pierson fournissent une compréhension des limites des Transferts de Politiques, largement repris dans la littérature concernant les Transferts de Politiques, notamment par O. James et M. Lodge dans leur article « *The limitation of « Policy Transfer » and « Lesson Drawing » for Public Policy Research* » (James, Lodge, 2003).

Dans son interprétation politique du processus de dépendance au sentier, Pierson identifie trois processus politiques caractérisés par des phénomènes *d’auto renforcement*, dont deux d’entre eux peuvent ici éclairer l’analyse: *les processus cognitifs d’interprétation et de légitimation collective des enjeux et de la vie politique*, et *les processus de développements institutionnels* (Paul Pierson, 2000).

Concernant les processus *cognitifs d’interprétation et de légitimation collective des enjeux et de la vie politique*, Pierson démontre que le développement et la diffusion d’interprétations sociales et politiques communes impliquent des coûts d’investissement et d’apprentissage élevés. Leur représentation étant « *partagée avec les autres acteurs sociaux d’une façon qui engendre des effets de coordination (nécessité de partager des analyses et un langage communs) et des effets d’adaptation par anticipation du point de vue des autres* ». Une fois établies les conceptions politiques de bases sont ainsi généralement tenaces et favorisent la continuité contre les changements. Un point intéressant qu’il convient de noter réside dans le fait que Pierson insiste sur le fait que cet aspect des processus politiques ne concerne pas seulement des représentations des élites et des experts, mais touche aussi l’ensemble de la population. Les élites décisionnaires d’un pays peuvent donc totalement disposer d’une forte volonté politique pour mettre en place un modèle sans que cela ne se traduise par une volonté politique au niveau des opérateurs nationaux, ces dernier ayant du mal à se détacher de leur processus cognitif d’interprétation et de légitimation traditionnels.

Dans le cas du transfert étudié, le fait d’avoir identifié le modèle comme étant un paradigme impliquant un changement profond dans la manière de percevoir et de projeter l’agriculture pourrait donc renforcer les phénomènes d’auto-renforcement limitant son appropriation. Cette analyse semble confirmée par une des conclusions de Thierry Delpéuch qui stipule que « *les différences susceptibles de constituer l’obstacle le plus important sont plutôt d’ordre cognitif. Dans la mesure où l’importateur appréhende le modèle de référence à l’aide de leurs outils intellectuels et de leur schèmes culturel respectifs* » (Delpéuch, 2009).

Il est dès lors également nécessaire de noter que le fait d'avoir identifié le modèle comme étant principalement théorisé, renforce là encore ce processus de dépendance au sentier. Les opérateurs nationaux ne pouvant trouver de légitimité cognitive dans une mise en œuvre externe du modèle. L'analyse du cadre analytique élaboré par Dolowitz et Marsh (figure 17), peut ici enrichir l'analyse. Ces auteurs distinguent généralement différents degrés de transfert : le *copiage*, qui implique un transfert complet et direct, *l'émulation*, qui implique le transfert d'idée sous-jacent aux politiques ou aux programmes, la *combinaison*, qui implique de faire un mixte entre différentes politiques, et *l'inspiration*, où une politique étrangère inspire le modèle. Si Dolowitz et Marsh insistent sur le fait que le type de degré de transfert va varier en fonction des étapes et surtout des acteurs, ils estiment que le type *émulation* principalement utilisé par les décideurs politiques serait le plus propice à susciter une dépendance au sentier. Or l'absence de pré-application concrète du modèle transféré semble ici imposer l'utilisation de cette *émulation* à tous les niveaux et à tous les acteurs du transfert, le copiage, la combinaison, et l'inspiration étant dès lors impossible. Une hypothèse plausible serait dès lors que la théorisation de ce modèle renforce une dépendance au sentier préexistante et déjà soutenue par les fortes notions cognitives du paradigme transféré.

Concernant le deuxième processus analysé par Pierson, à savoir *le processus de développement institutionnel*, l'auteur stipule que « *les politiques passées et les institutions structurent les incitations et les ressources présentes* ». Avec le temps il deviendrait de plus en plus coûteux de ne pas respecter les règles et les normes posées par les choix politiques précédents et de chercher à revenir sur des options institutionnelles passées. En outre Pierson précise que créer de nouvelles institutions alternatives reviendrait à générer des coûts élevés en matière d'investissement (d'attention et de capital politique) de départ, d'apprentissage, de coordination et d'anticipation. Or s'il semble généralement préférable d'adapter les institutions existantes plutôt que de les remplacer par de nouvelles (Palier, 2010), le modèle transféré promulgue une structure multisectorielle et multi-acteurs bouleversant fortement le champ institutionnel traditionnel du pays. Il convient également ici de noter que le fait que ce transfert se fasse de manière relativement coercitive puisse renforcer de manière notable ce frein institutionnel. Un exemple pertinent illustrant ce propos pourrait être un des résultats de l'étude réalisée par ACF en 2012 « *Under The SUN* » où l'ONG analyse la mise en œuvre du SUN dans deux pays (Le Bangladesh et le Niger) ayant récemment rejoint le mouvement. L'étude démontre en effet, que bien que le transfert du modèle passe par la mise en place de plateformes multipartites inclusives ainsi que par la volonté d'aligner les financements internationaux en faveur de la nutrition, cette mise en place se heurte à une réalité institutionnelle pré existante. Avant le lancement du SUN, les deux pays étudiés disposaient par exemple de différents mécanismes et processus qu'il convenait d'exploiter ou du moins de prendre en compte en vue du renforcement de la nutrition, même s'ils ne correspondaient pas nécessairement au modèle proposé. On citera pour l'exemple les mécanismes de coordination et de financement préexistants au Niger ou les groupes multipartites sur la nutrition préexistants au Bangladesh. Dans le

cas de ces deux pays la mise en place de la structure institutionnelle multi-acteur et multisectorielle transférée avec le modèle est venu s'ajouter à des dispositifs plus ou moins similaires préexistants, provoquant ainsi l'incompréhension des opérateurs nationaux quant à la pertinence et au rôle de cette mise en place.

Nous sommes donc face à un cas où la dépendance au sentier, évaluée comme un frein traditionnel au succès d'un transfert de politiques, se trouve renforcée par des modalités propres au transfert étudié. La nature de paradigme du modèle, sa base très théorique et peu concrète, ainsi que son transfert de type relativement coercitif, ont donc ici été identifiés comme les principaux facteurs explicatifs permettant d'affirmer que le modèle étudié peut potentiellement porter en lui les germes du manque d'appropriation identifié dans la sous partie précédente. Ces germes étant bien entendu renforcés par l'approche passive que semblent avoir eu pour le moment les facilitateurs de transfert.

Le transfert d'un modèle agricole sensible à la nutrition s'effectue donc principalement à travers un nombre important d'acteurs gravitant tous autour de la structure de l'entrepreneur de politique principale : le mouvement SUN. Ce mouvement, profitant d'une forte légitimité internationale et d'une approche très inclusive, semble promouvoir une structure donnant en théorie l'initiative et la mise en œuvre du modèle transféré aux pays, tout en proposant à ces derniers des mécanismes regroupant les principaux acteurs internationaux afin de les soutenir dans leur rôle d'opérateurs/receveurs de transfert. Si cette organisation du transfert bouscule les mandats traditionnels des entrepreneurs, opérateurs et facilitateurs de transfert, ainsi que la hiérarchisation des rôles établis par H. Wolman, il semble toutefois qu'elles ne réussissent pas à solliciter une forte appropriation du modèle par les opérateurs nationaux. L'analyse de différentes études de cas nous a ainsi permis de mettre en évidence le manque d'appropriation multisectorielle du modèle, la faible percolation de sa structure institutionnelle sur les documents, politiques et organismes nationaux, ainsi que l'attitude passive que semblaient avoir les facilitateurs de transferts étudiés. Si cette attitude passive peut s'expliquer par la jeunesse du modèle et la nouveauté des rôles qui sont attribués aux différents acteurs, elle renforce cependant une faible appropriation initiale pouvant trouver des racines structurelles dans les modalités de l'objet transféré ainsi que dans la manière dont ce dernier est exporté/importé. L'étude du modèle transféré nous a ainsi permis de mettre en lumière sa nature de paradigme, sa base très théorique et peu concrète, ainsi que son transfert de type relativement coercitif, comme autant d'éléments structurels limitant son appropriation et renforçant un phénomène de dépendance au sentier propre à toute importation de modèle.

Conclusion

L'émergence d'un modèle politique agricole sensible à la nutrition sur l'agenda internationale fut donc l'œuvre d'un entrepreneur de politique principal, à savoir David Nabarro, notamment à travers le mouvement SUN. La structure inclusive et générale de ce mouvement lui ayant permis d'outrepasser les blocages traditionnels limitant l'émergence du modèle. Toutefois, si la volonté affichée par ce mouvement et son influence sur la scène internationale peuvent servir d'exemple à l'autre vision des Transferts de Politiques publiques proposée par l'AFSP 2011 (à savoir celle expliquant cette internationalisation par la « fabrication de « modèles », ou à tout le moins, de prescriptions, de plus en plus façonnés dans des arènes inter ou transnationales plus ou moins autonomes sans référence obligatoire à un modèle national » (AFSP, 2011, 2)), il est également nécessaire de noter que la structure que le mouvement a mis en place l'a rendu indissociable de la mise en œuvre du modèle. Les entrepreneurs, opérateurs, et facilitateurs de transfert identifiés ici gravitent ainsi quasiment tous autour de la structure proposée par le SUN.

Par conséquent, si l'espace hybride (à la fois inter et transnational, scientifique et politique, et regroupant des acteurs à la fois étatique et non étatique) développé par cette structure a pu favoriser les jeux d'acteurs et les débats ayant permis l'émergence du modèle, il a également durablement défini la nature même de ce modèle et la manière dont ce dernier est transféré. Or nous avons identifié la nature du modèle, ainsi que les modalités de son transfert comme des facteurs majeurs dans la très faible appropriation qui en est faite au niveau des opérateurs nationaux. L'idée développée étant ainsi que les modalités ayant favorisé l'émergence politique du modèle portent également en germe les raisons de sa faible appropriation au niveau des pays

On a ainsi pu constater que l'approche transversale qui était proposée de la lutte contre la sous nutrition avait permis à David Nabarro à travers le mouvement SUN de « forcer » un positionnement internationale sur le sujet, la lutte contre la sous-nutrition n'étant pas un secteur institutionnel à part entière (il ne dispose presque jamais de ministère propre au sein des pays), aucune des agences des Nations Unies n'en avait fait son mandat unique. Or cette multisectorialité semble justement poser problème au niveau des pays. Ces derniers n'étant pas tenus par les mêmes enjeux politiques que les agences internationales, ils semblent éprouver des difficultés à voir la lutte contre la sous-nutrition selon une approche autre que sectorielle.

Nous avons pu également constater que l'approche inclusive proposée par le mouvement SUN (et plus particulièrement le fait que ce mouvement donne l'initiative du transfert et délègue sa mise en œuvre à ses pays adhérents) avait favorisé l'adhésion et la cohésion du secteur nutritionnel tout entier autour du mouvement et, court-circuitant le cycle d'investissements traditionnels des agences agricoles des Nations Unies, avait forcé ces dernières à toutes être présentes au sein d'une même instance. Or cette

approche inclusive promulgue un transfert que nous avons analysé en réalité comme relativement coercitif. Si les pays disposent bien de l'initiative du transfert et de la mise en œuvre du modèle, les modalités de ce transfert leurs sont plus ou moins imposées de manière tacite, limitant de ce fait l'appropriation institutionnelle qui peut être faite du modèle. En outre, il a également été démontré que cette délégation des responsabilités à l'échelon gouvernemental semblait provoquer une certaine déresponsabilisation des facilitateurs de transfert, ces derniers adoptant une approche passive du SUN.

Enfin, si le fait que le modèle se soit construit sur une absence de preuves théoriques a pu constituer un blocage initial à son émergence politique, il a été démontré que cette carence a par la suite favorisé sa prise d'envergure sur l'agenda international. Ce manque de preuves ayant forcé une homogénéisation des positionnements internationaux sur le sujet qui est devenue par lui suite une des principales justifications du transfert du modèle. Or la réalité des opérateurs de transfert diffère de la réalité politique du monde de l'aide au développement. Si la scène internationale s'est accommodée dans son ensemble de ce manque de preuves concrètes, il a toutefois été identifié comme un des freins majeurs à l'appropriation du modèle au niveau des pays. Les agronomes, nutritionnistes, agents de vulgarisation et fonctionnaires des pays importateurs ne pouvant se référer à une application concrète préexistante du modèle.

On constate ainsi que si certains éléments (ayant trait à la nature et aux modalités du transfert) ont pu être identifiés comme des facteurs ayant favorisé l'émergence d'un modèle agricole sensible à la nutrition sur la scène internationale, ces mêmes éléments font également figures de freins quant à son appropriation par les opérateurs nationaux de transfert. Or il a été démontré que ces éléments ont grandement été définis par la structure du SUN, identifiée dans ce mémoire comme ayant joué un rôle majeur dans l'émergence politique du modèle.

Un constat plausible serait dès lors que la structure inclusive proposée par le mouvement SUN présente un fonctionnement plus propice à l'émergence politique d'un concept, qu'à sa mise en œuvre au niveau des pays.

Bibliographie

Cadrages théoriques sur l'étude des Transfert de Politiques:

AFSP (2011), *Circulation internationale des idées et de nouveaux instruments des politiques environnementales : Transferts de politiques ?*, section thématique N°18, congrès de Strasbourg.

Delpeuch Thierry (2009), *Comprendre la circulation internationale des solutions d'action publique : panorama des policy Transfer Studies*, Presse de Science Po.

Dolowitz David P. et Marsh David (2000), *Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making*, *An International Journal of Policy and Administration*, Vol. 13, No. 1, pp. 5–24.

James O., Lodge M., *The limitation of « Policy Transfer » and « Lesson Drawing » for Public Policy Research*, Oxford, Blackwell Publishing.

Rose Richard (1991), *What is Lesson-Drawing?*, *Journal of Public policy*, Vol. 11, pp. 3-30.

Ouvrages de sociologie Politique :

Cobb R. et Ross M. (1997), *Agenda Setting and the Denial of Agenda Access: Key Concepts*, in Cobb R. et Ross M. (dir.), *Cultural Strategies of Agendas Denial : Avoidance, Attack and Redefinition*, Lawrence, University Press of Kansas, p. 3-23.

Darbon D. (dir.) (2009), *La politique des modèles : interprétations en terrains africains*, Paris, Karthala.

Hall Peter A. (1990), *Policy Paradigms, Social Learning and the State: The Case of Economic Policy-Making in Britain*, *Estudio/Working Paper*.

Hilgartner S. et Bosk C. (1988), *The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arena Model*, *American Journal of Sociology*, vol. 94, n° 1, pp. 53-76.

Kingdon J.W. (2010), *Agenda, Alternatives, and public policies*, version révisité, Longman.

Palier Bruno (2010), *Path Dependence (Dépendance au chemin emprunté)*, in Laurie Boussaguet *et al.*, *Dictionnaire des politiques publiques*, Presse de Sciences Po, pp. 411-419.

Pierson, P. (2000), *Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics*, *American Political Science Review*, vol.94, pp. 251–267.

Strang David et Meyer John (1993), *Institutional condition for diffusion*, *Theory and Society*, Vol. 22, pp. 487-511, Kluwer Academic Publishers.

Wolman Harold (2002), *Policy Transfer among Local Governments: An Information-Theory Approach*, *Governance*, Vol. 15, pp. 477-501.

Autres ouvrages de recherches consultés:

BRICAS N. et DAVIRON B. (2011) *De la hausse des prix au retour du productionnisme ; les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de juin 2008 à Rome*. Le courrier de l'environnement de l'Inra, n°61, pp.21-26 (reprise de l'article paru dans Herodote en 2008).

Cling Jean-Pierre et Roubaud François (2008), *Les Racines de la crise*, Paris, La Banque mondiale, Paris, La Découverte « Repères », CNRS, *Le journal du CNRS*, N°224.

Eve Fouilleux (2009), *Acteurs et concurrences dans la fabrication des référentiels internationaux. La FAO et les normes de politique agricole*, in : Yves Schemeil et Wolf-Dieter Eberwein, *Normer le monde*, Paris, L'Harmattan, pp.153-175.

Fouilleux Eve (2003), *La PAC et ses réformes*, L'Harmattan, Paris.

Fouilleux Eve (2005), *Acteurs et concurrence dans la fabrication des référentiels internationaux. La FAO et les normes de politiques agricoles*, Communication au 8ème congrès de l'AFSP à Lyon.

Hibou B. (2000), *The Political Economy of the World Bank's discourse: From Economic Catechism to Missionary Deeds (and Misdeeds)*, Les Etudes du CERI, n°39.

Parutions scientifiques en rapport avec l'agriculture sensible à la nutrition :

Bhutta ZA, Ahmed T, et Black RE (2008), *What works? Interventions for maternal and child undernutrition and survival*. Maternal and Child Undernutrition Study Group. Lancet.

Copenhagen Consensus (2008) *Challenge Paper: Hunger and Malnutrition*. Sue Horton, Harold Alderman and Juan A. Rivera, Washington, Global Copenhagen Consensus. <http://www.copenhagenconsensus.com/sites/default/files/Hunger%2Band%2BMalnutrition.pdf>

Hawkes, C., et M. Ruel. (2006), *Agriculture and Nutrition Linkages: Old Lessons and New Paradigms*, in *Understanding the Links between Agriculture and Health*, vol 4, Washington, International Food Policy Research Institute.

Masset E, Haddad L, Cornelius A, et Isaza-Castro J. (2012) *Effectiveness of agricultural interventions that aim to improve nutritional status of children: systematic review*. British Medical Journal. <http://www.bmj.com/content/344/bmj.d8222>

Ruel M., Alderman H, (2013), *Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition?*, Maternal and Child Nutrition Study Group, Lancet.

Rapports d'Organisations de la Société Civile :

ACF (2012), *Under the SUN, Suivi des progrès du Mouvement de renforcement de la nutrition (SUN) au Bangladesh et au Niger*, Paris, Action Contre la Faim. <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/under-sun-suivi-des-progres-du-mouvement-de-renforcement-de-la-nutrition-sun-au-bangladesh>

ACF (2013a), *Reconciling agriculture and nutrition: case study on agricultural policy and nutrition in Kenya*, Alpha Arlène, Paris, Action Contre la Faim. http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/kenya_case_study.pdf

ACF (2013b), *Aid for nutrition, Are we on Track to meet the need?* Londres, Action Contre la Faim. <http://www.cmamforum.org/Pool/Resources/Aid-for-Nutrition-ACF-2013.pdf>

ACF (2013c), *Reconciling agriculture and nutrition: case study on agricultural policy and nutrition in Burkina Faso*, du Vachat Etienne, Paris, Action Contre la Faim. http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/burkina_faso_case_study.pdf

ACF (2013d), *Sowing the Seed of Good Nutrition, Making Agricultural Policies Deliver Better Nutrition*, du Vachat Etienne, Paris, Action Contre la Faim. http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/sowing_the_seeds_of_good_nutrition_acf_0.pdf

ACF (2013e), *Reconciling agriculture and nutrition: case study on agricultural policy and nutrition in Peru*, Levard Laurent, Paris, Action Contre la Faim. http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/peru_case_study.pdf

AQOCI (2009), *L'impact de la crise alimentaire aggravé par la crise financière sur les populations des pays du Sud*, assemblée spéciale de l'AQOCI. https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&cad=rja&ved=0CDIQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.aqoci.qc.ca%2FIMG%2Fpdf%2Faqoci_crisealimentaire.pdf&ei=5rmCUo7hK6O80QXy8oC4Cg&usg=AFQjCNHuKOIp5Tkahm5q002r6MFdxsABsQ&sig2=C-55KT7UtqBcHyZWnS4KkQ&bvm=bv.56146854.d.d2k

Bread for the world (2012), *Implementing Nutrition-Sensitive Development: Reaching Consensus*, Bread for the World Institute. <http://www.bread.org/institute/papers/nutrition-sensitive-interventions.pdf>

South Center (2008), *Food and Energy Crisis: Time to Rethink Development Policy Reflections from the High Level North – South Dialogue on Food and Energy Security*, Geneve, South Center. https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CDUQFjAA&url=http%3A%2F%2Fvi.unctad.org%2Fdigital-library%2F%3Ftask%3Ddl_doc%26doc_name%3D185-fec-en&ei=VMGCUpxoB_So0AWpv4DoAg&usg=AFQjCNE8VhYQATlcpmTUFuebnPctMOF1_Q&sig2=sOhDa6MJTSqkfiIaOT5W8w&bvm=bv.56146854.d.d2k

Ouvrages de littérature grise:

Banque Mondiale (2007), *From Agriculture to Nutrition: Pathways, Synergies and Outcomes*, Washington, Banque Mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/INTARD/8258261111134598204/21608903/January2008Final.pdf>

Banque Mondiale (2008), *L'agriculture au service du développement*, Washington, Banque Mondiale. <https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CEkQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwdronline.worldbank.org%2Fworldbank%2Fa%2Fangtrans%2F25&ei=s7iCUq73FIrM>

00Xhr4HICA&usg=AFQjCNFwndeZcSlaHRG_eLBh2cmFSxQ3Fw&sig2=_dy0psOoT86zkj0YEkY_LBw&bvm=bv.56146854,d.d2k

Banque Mondiale (2010) *Scaling up Nutrition: what will it cost?* Horton, S., Shekar, M., McDonald, C., Mahal, A., et Brooks, J.K., Washington, Groupe Banque Mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/HEALTHNUTRITIONANDPOPULATION/Resources/Peer-Reviewed-Publications/ScalingUpNutrition.pdf>

Banque Mondiale (2013), *Improving Nutrition through Multisectoral Approaches*. Washington, Banque Mondiale. http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/02/05/000356161_20130205130807/Rendered/PDF/751020WP0Impro00Box374299B00PUBLIC0.pdf

CNUCED (2008), *Synthèses de la CNUCED : Comment s'attaquer à la crise alimentaire mondiale?*, UNCTAD/Press, N°2, en ligne. http://www.unctad.org/fr/docs/presspb20081_fr.pdf

DFID (2004), *Agriculture, hunger and food security*, <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/summaries/wp7.pdf>

DFID (2011), *A systematic review of agriculture interventions that aim to improve nutritional status of children*, London: EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, Université de Londres.

http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/SystematicReviews/Masset_etal_agriculture_and_nutrition.pdf

DFID (2012), *Current and planned research on agriculture for improved nutrition: a mapping and a gap analysis*, Leverhulme Centre for Integrative Research on Agriculture and Health (LCIRAH). [http://www.lidc.org.uk/assets/Dfid%20report%20\(LCIRAH%20mapping%20and%20gap%20analysis\)%2001%20Aug%202012.pdf](http://www.lidc.org.uk/assets/Dfid%20report%20(LCIRAH%20mapping%20and%20gap%20analysis)%2001%20Aug%202012.pdf)

DFID (2012), *Effectiveness of agricultural interventions that aim to improve nutritional status of children: systematic review*, London, British Medical Journal. <http://www.ids.ac.uk/download.cfm?objectid=6FE28B60-C050-11E1-9463005056AA4739>

FAO (2009) *Food Outlook: Global Market Analysis*, en ligne. <http://www.fao.org/docrep/011/ai482e/ai482e00.htm>

FAO (2012), *Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Synthesis_of_Ag-Nutr_Guidance_FAO_IssuePaper_Draft.pdf

FAO, IFPRI (2008), *The Contribution of Nutrition to Achieving the Millennium Development Goals*, Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <http://www.fao.org/ag/agn/nutrition/Contribution%20of%20Nutrition%20to%20Achieving%20the%20Millennium%20Deve.pdf>

G8 (2013), *Nutrition for Growth Commitments: Executive Summary Preventing at least 20 million children from being stunted and saving at least 1.7 million lives by 2020*, Londres, Nutrition pour la croissance.

https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207271/nutrition-for-growth-commitments.pdf

Haddad L, Alderman H., Appleton S., Song L. et Yohannes Y. (2003). *Reducing Malnutrition: How Far does Income Growth Take Us?* Washington, Revue Economique de la Banque Mondiale, vol 17.

Henson S., Humphrey J., McClafferty B., et Waweru A. (2012). *Assessing the integration of agriculture and nutrition in USAID target programs: Findings from a rapid assessment in Kenya*. Institute of Development Studies (IDS) et Global Alliance for Improved Nutrition (GAIN).

HLTF (2009), *UN High Level Task Force on the Global Food Security Crisis PROGRESS REPORT April 2008-October 2009*, New York, 2009. <http://www.un.org/en/issues/food/taskforce/pdf/COMPLETED%20UN%20HLTF%20PROGRESS%20REPORT%20April%202008%20to%20Oct%202009.pdf>

HTLF (2010) "Cadre d'action actualisé", New York, 2010.

IFPRI (2010), *Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health Concept Note for an International Policy Consultation 2020 Vision for Food, Agriculture, and the Environment Initiative International Food Policy Research Institute*, Delhi, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. http://www.ifpri.org/sites/default/files/2020anh_conceptnote.pdf

IFPRI (2011), *Impact Assessment: IFPRI 2020 conference on "Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health*, Delhi, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ia34.pdf>

IYCN (2011) *Nutrition and Food Security Impacts of Agriculture Projects: A review of experience*, Washington, United States Agency for International Development. http://www.manoffgroup.com/2IYCN_ReviewofExpereince_020911.pdf.pdf

Pinstrup-Andersen P., (2013). *Can Agriculture Meet Future Nutrition Challenges? Special Debate Section*, European Journal of Development Research, Vol. 25, pp. 5-12.

SUN (2010), *A road map for scaling up nutrition*. http://unscn.org/files/Activities/SUN/SUN_Road_Map_english.pdf

SUN (2010), *Scaling Up Nutrition A Framework For Action*. http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/05/SUN_Framework.pdf

SUN (2011), *Scaling Up Nutrition: Meeting Summary Memorandum*. <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/09/archived/SUN-Civil-Society-Meeting-Report-final-25July-2011.pdf>

SUN (2012a), *SUN movement revised road map*. http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/10/SUN-Movement-Road-Map-Septemeber-2012_en.pdf

SUN (2012b), *Rapport d'avancement du mouvement SUN 2011-2012*, Secrétariat du Mouvement SUN. http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/10/SUN-MP-REPORT_FR.pdf

SUN (2012c), *Stratégie du mouvement 2012-2015*, Secrétariat du Mouvement SUN. <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/10/SUN-MOVEMENT-STRATEGY-French.pdf>

SUN (2013a), *Version provisoire du Rapport d'avancement 2013 du mouvement SUN*, Secrétariat du Mouvement SUN. http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2012/10/SUN-MP-REPORT_FR.pdf

SUN (2013b), *Version provisoire du compendium des fiches des pays SUN*, Secrétariat du Mouvement SUN. <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/09/130916Compendium2013-French.pdf>

USAID (2008), *The Micronutrient Impact of Multisectoral Programs Focusing on Nutrition*, Washington, Institute of Public Health of Mexico, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, United States Agency for International Development.

http://www.micronutrientforum.org/innocenti/Leroy-et-al-MNF-Indirect-Selected-Review_FINAL.PDF

Liste des acronymes

ACF	Action Contre la Faim
APD	Aide Publique au Développement
BM	Banque Mondiale
BMGF	Fondation Bill et Melinda Gates
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIFF	Fond d'Investissement pour l'Enfance
CSA	Comité Sur la Sécurité Alimentaire Mondiale
CSA	Alliance de la société civile
DFID	Département du développement international (département exécutif du gouvernement britannique responsable de l'aide humanitaire et de l'aide au développement)
ERC	Essai Randomisé Contrôlé
FAO	Organisation des Nations Unies Pour l'Alimentation et l'Agriculture
FFMP	Fonds Fiduciaire Multipartenaires du SUN
FIDA	Fond International de Développement Agricole
HLTF	Groupe de travail de haut niveau pour la sécurité alimentaire mondiale
IFPRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
IYCN	Infant, and Young Child Nutrition project
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques des Nations Unies
OI	Organisation Internationale
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Agricole Mondiale
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
PMA	Plateforme Multi-Acteurs et multisectoriel
REACH	Renewed Efforts Against Child Hunger
SPRING	Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally Project
SUN	Scaling Up Nutrition movement (mouvement pour le renforcement de la nutrition)
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Table des matières

Sommaire	2
Synthèse	3
Introduction	4
I. Le succès de la prise d'envergure d'une vision jusque-là dénigrée.....	7
A. L'héritage polémique de la crise des prix alimentaires de 2007-2008	8
1. Une dynamique agricole restructurant un secteur auparavant délaissé.....	9
2. Une dynamique nutritionnelle profitant de l'affaiblissement d'une vision développementaliste de la production agricole	12
3. Une dynamique sensible à la nutrition hors du contrôle des agences onusiennes disposant d'un mandat nutritionnel.....	14
B. L'émergence politique d'un concept s'affranchissant des blocages passés	17
1. Des présélecteurs d'alternatives longtemps minimisés par des obstacles institutionnelles	18
2. Une émergence politique rendue envisageable par un jeu d'acteur multisectoriel.....	22
3. Une émergence politique rendue possible par une instance destinée à faire figure d'entrepreneur de politiques	26
C. Une homogénéisation des positionnements autour d'un concept sans réalités scientifiques reproductibles.....	33
1. L'impossible absence de positionnement des principaux acteurs internationaux	33
2. L'homogénéisation « forcée » des positionnements internationaux	38
3. Normaliser la norme, où comment une dynamique s'affranchit de preuves nécessaires ...	41
II. L'essai non transformé d'un modèle politique disposant d'une forte légitimité internationale.....	46
A. Des acteurs de transfert gravitant tous autour d'une même structure	46
1. Un entrepreneur de transfert principal disposant d'une forte légitimité.....	47
2. La multipositionnalité des receveurs du transfert les rendant aptes à transplanter eux même la solution.....	52
3. Un « véhicule » inclusif structurant des réseaux de facilitateurs	57
B. Un modèle importé ne répondant pas à la réalité des opérateurs nationaux.....	61
1. Une réalité qui reste sectorielle en dépit du modèle importé.....	62
2. La faible percolation institutionnelle des nouvelles structures mises en place.....	64
3. L'approche passive des réseaux de facilitateurs de transfert.....	67
C. Un modèle transféré portant les germes d'une faible appropriation	70
1. Des solutions publiques théorisées posant problèmes aux opérateurs nationaux	71
2. Un transfert de type « Lesson Drawing » en trompe l'œil	74
3. Un transfert d'éléments exogènes limitant l'appropriation nationale	78
Conclusion.....	82

Bibliographie	84
Liste des acronymes	92
Table des matières	93
Tables des illustrations	95
Sommaire des Annexes	96

Tables des illustrations

Figure 1 : Processus et questions abordés par l'approche de Dolowitz et Marsh en termes de Transfert de Politiques	5
Figure 2 Évolution du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde de 1965 à 2010	14
Figure 3: Cadre UNICEF sur les déterminants de la nutrition infantile	19
Figure 4 : Nombre de Mention de la nutrition dans un rapport du CGIAR.....	22
Figure 5 : Financement moyen par secteur en fonction des budgets sensibles à la nutrition de 16 pays SUN	26
Figure 6 : L'approche du mouvement SUN	28
Figure 7 : Aide Publique au Développement (APD) dédiés aux approches spécifiques à la nutrition en comparaison avec l'APD de secteurs pouvant potentiellement être rendus sensibles à la nutrition	29
Figure 8 : Investissement de la BMGF concernant la nutrition.....	30
Figure 9 : Aide au développement concernant la nutrition en 2011.....	31
Figure 10 : Évolution du nombre de pays adhérents au mouvement SUN (septembre 2013).....	49
Figure 11 : Les acteurs du mouvement SUN.....	50
Figure 12 : Évolution de la mise en œuvre de programmes conformes au Cadre Commun de Résultats SUN (CRF).....	56
Figure 13 : Graphique d'avancement du premier processus du SUN (en fonction des marqueurs de progrès identifiés par le mouvement).	59
Figure 14 : Etat d'élaboration et de chiffrage financier des Plan d'action nationaux	69
Figure 15 : Etat des décaissements des engagements financiers faits aux pays	69
Figure 16 : Le continuum de la typologie des transferts	75
Figure 17 : Cadre d'analyse des Transferts de Politique	76

Sommaire des Annexes

Annexe 1 : Entretiens effectués	97
Annexe 2 : Liste des parutions de recherche identifiées	98
Annexe 2a: Liste des parutions de recherche publiées avant 2009	98
Annexe 2b: Liste des parutions de recherche publiées après 2009	133
Annexe 3 : Liste des parutions de positionnement identifiées	135
Annexe 3a : Liste des parutions de positionnement publiées avant 2009	135
Annexe 3b : Liste des parutions de positionnement publiées après 2009	137
Annexe 4 : Financements alloués aux différents secteurs dit « sensibles » à la nutrition par les pays SUN	144
Annexe 5 : Répartition institutionnelle des points focaux SUN	148

Annexe 1 : Entretiens effectués

Arlène Alpha, Chercheur, économiste au CIRAD, Département Environnements et Sociétés, Unité Mixte de Recherche "Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs" (UMR Moisa).

- Entretien en date du vendredi 08 novembre 2013 axé principalement sur l'appropriation du modèle agricole sensible à la nutrition par les pays important/mettant en œuvre le modèle.

Nicolas Bricas, Chercheur, socio-économiste de l'alimentation au CIRAD, Département Environnements et Sociétés, Unité Mixte de Recherche "Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs" (UMR Moisa).

- Entretien en date du jeudi 10 octobre 2013 axé principalement sur l'identification d'entrepreneurs de politique publique.

Charlotte, Dufour Officier Sécurité Alimentaire, Nutrition et Moyen d'Existence à la FAO.

- Entretien en date du vendredi 1^{er} novembre 2013 axé principalement sur les conséquences de l'émergence politique d'un modèle agricole sensible à la nutrition.

Elise Rodriguez, Responsable du plaidoyer lutte contre la Faim à Action Contre la Faim.

- Entretien en date du mardi 5 novembre 2013 axé principalement sur l'identification d'acteurs de transfert.

Etienne Du Vachat, Responsable plaidoyer Sécurité Alimentaire à Action Contre la Faim.

- Entretien en date du lundi 7 octobre 2013 axé principalement sur le cadrage générale du mémoire.

Annexe 2 : Liste des parutions de recherche identifiées

Annexe 2a: Liste des parutions de recherche publiées avant 2009

Presse Universitaire: 32 parutions identifiées

Badiane, O. 2000. "The Effects of Liberalization on Food Markets in Africa." In *Agricultural Markets Beyond Liberalization*, ed. A. van Tilburg, H. A. J. Moll, and A. Kuyvenhoven. Dordrecht: Kluwer Academic Publishers.

Banerjee, A. V., and E. Duflo. 2006. "The Economic Lives of the Poor." MIT Department of Economics Working Paper No. 06 29. SSRN: <http://ssrn.com/abstract=942062>.

Bhagwati, J. N. 1993. *India in Transition: Freeing the Economy*. Oxford: Clarendon Press.

Blanken, J., J. von Braun, and H. de Haen. 1994. "The Triple Role of Potatoes as a Source of Cash, Food, and Employment: Effects on Nutritional Improvement in Rwanda." In *Agricultural Commercialization, Economic Development, and Nutrition*, ed. J. von Braun and E. Kennedy, 276–94. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Domenech J, Lubroth J, Eddi C, Martin V, Roger F. Regional and international approaches on prevention and control of animal transboundary and emerging diseases. *Ann N Y Acad Sci*. 2006 Oct; 1081:90-107.

Haddad, L., J. Hoddinott, and H. Alderman, eds. 1997. *Intrahousehold Resource Allocation in Developing Countries: Models, Methods, and Policy*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Hazell, P. B. R. 1987. Changing Pattern of Variability in Cereal Prices and Production. In *Agricultural Price Policy for Developing Countries*, ed. J. W. Mellor and R. Ahmed, 27–52. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Kataki, P. K., and S. C. Babu. 2002. *Food Systems for Improved Human Nutrition: Linking Agriculture, Nutrition and Productivity*. Binghamton, NY: Haworth Press, Inc.

Kerr, R.B. 2006. *Contested Knowledge and Disputed Practice: Maize and Groundnut Seeds and Child Feeding in Northern Malawi*. Ithaca, NY: Cornell University.

Krueger, A., M. W. Schiff, and A. Valdes, eds. 1991. *The Political Economy of Agricultural Pricing Policy*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Kumar, S., and C. Siandwazi. 1994. "Maize in Zambia: Effects of Technological Change on Food Consumption and Nutrition." In *Agricultural Commercialization, Economic Development, and Nutrition*, ed. J. von Braun and E. Kennedy, 295–308. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Levinson, J. 1995. "Multisectoral Nutrition Planning: A Synthesis of Experience." In *Child Growth and Nutrition in Developing Countries—Priorities for Action*, ed. P. Pinstrup- Andersen, D. Pelletier, and H. Alderman, 262–82. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.

Low, J., M. Arimond, N. Osman, A. K. Osei, F. Zano, B. Cunguara, M. Selemene, D. Abdullah, and D. Tschirley. 2005. *Towards Sustainable Nutrition Improvement in Rural Mozambique: Addressing Macro- and Micro-Nutrient Malnutrition through New Cultivars and New Behaviors: Key Findings*. East Lansing, MI: State University Press.

Mirle, C. 2006. *Predicting the Effects of Crop-Based Agricultural Programs on Household-Level Consumption in Rural Bangladesh: The Case of the Northwest Crop Diversification Program in Aditmari Upazilla, Northwest Bangladesh*. Boston, MA: Tufts University.

Niemeijer, R., and J. Hoorweg. 1994. "Commercialization of Rice and Nutrition: A Case from West Kenya." In *Agricultural Commercialization, Economic Development, and Nutrition*, ed. J. von Braun and E. Kennedy, 264–275. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Okello, J. 2005. "Compliance with International Food Safety Standards: The Case of Green Bean Production in Kenyan Family Farms." PhD dissertation, Michigan State University. Pacey, A., and P. Payne. 1985. *Agricultural Development and Nutrition*. London: Hutchinson.

Parlato, M., and P. Gottert. 1996. "Promoting Vitamin A in Rural Niger: Strategies for Adverse Conditions." In *Strategies for Promoting Vitamin A Production, Consumption and Supplementation. Four Case Studies*, ed. R. E. Seidel. Washington, DC: Academy for Educational Development.

Pinstrup-Andersen, P., and E. Schiøler. 2001. *Seeds of Contention: World Hunger and the Global Controversy over GM Crops*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Pretty, J., and J. Hine. 2001. *Reducing Food Poverty with Sustainable Agriculture*. SAFE-World Project, Centre for Environment and Society, University of Essex, Colchester, UK.

Quisumbing, A. 2003. *Household Decisions, Gender, and Development. A Synthesis of Recent Research*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute/Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Sahn, D. E., P. A. Dorosh, and S. D. Younger. 1997. *Structural Adjustment Reconsidered: Economic Policy and Poverty in Africa*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.

Sanders, J. H., B. I. Shapiro, and S. Ramaswamy. 1996. *The Economics of Agricultural Technology in Semiarid Sub-Saharan Africa*. Baltimore: MD: Johns Hopkins University Press.

Solon, F., H. Briones, J. R. Fernandez, and L. B. Shafritz. 1996. Moving to a long-term strategy: increasing vegetable gardening and consumption in the Philippines. In *Strategies for Promoting Vitamin A Production, Consumption and Supplementation. Four Case Studies*, ed. R. E. Seidel. Washington, DC: Academy for Educational Development.

Sommer, A., and K. P. West. 1996. *Vitamin A Deficiency: Health, Survival and Vision*. New York: Oxford University Press.

Teranishi, J. 1997. "Sectoral Resource Transfer, Conflict and Macro Stability in Economic Development: A Comparative Analysis." In *The Role of Government in East Asian Economic Development, Comparative Institutional Analysis*, ed. N. Aoki, Y. K. Kim, and N. Okuno-Fujiwara. Oxford: Clarendon Press.

Thomson, E.C. 1978. "The Symbiosis of Scientist, Planner, and Administrator in Nutrition Program Implementation." In *Nutrition and National Policy*, ed. B. Winikoff, 393–423. Cambridge, MA: MIT Press.

Thorbecke, E. 2000. "Agricultural Markets Beyond Liberalization: The Role of the State." In *Agricultural Markets Beyond Liberalization*, ed. A. van Tilburg, H. A. J. Moll, and A. Kuyvenhoven. Dordrecht, Netherlands: Kluwer Academic Publishers.

Von Braun, J., and E. Kennedy (eds.). 1994. *Agricultural Commercialization, Economic Development, and Nutrition*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Von Braun, J., and E. Kennedy. 1994. *Agricultural Commercialization, Economic Development, and Nutrition*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Von Braun, J., K. Johm, and D. Puetz. 1994. "Nutritional Effects of Commercialization of a Woman's Crop: Irrigated Rice in The Gambia." In *Agricultural Commercialization, Economic Development and Nutrition*, ed. J. von Braun and E. Kennedy, 343–62. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.

Winikoff, B. 1978. "Program and Policy: Some Specific Questions." In *Nutrition and National Policy*, ed. B Winikoff, 523–46. Cambridge, MA: MIT Press.

Ouvrage indépendant : 7 parutions identifiées

Calvin, L. 2003. "Produce, Food Safety, and International Trade: Response to U.S. Foodborne Illness Outbreaks Associated with Imported Produce." In *International Trade and Food Safety: Economic Theory and Case Studies*, ed. J. Buzby. USDA, Econ. Res. Serv., AER-828.

Chain Management of High Value Agriculture: The Role of Public-Private Partnerships in Promoting Smallholder Access." Draft.

Digal, L. N., and S. B. Concepcion. 2004. "Securing Small Producer Participation in Restructured National and Regional Agri-Food Systems—The Case of Philippines." http://regoverningmarkets.org/docs/Philippines_Report%20_6Nov2004.pdf

Leroy, J. L., C. F. Nicholson, M. W. Demment, T. F. Randolph, A. M. Pomeroy, and E. A. Frongillo. 2007. "Can Livestock Production Ameliorate Undernutrition?" February 2007 draft.

Scrimshaw, N. S., and M. Behar. 1976. *Nutrition and Agricultural Development*. New York and London: Plenum Press. Rich, K. M., and C. A. Narrod. 2005. "Perspectives on Supply

Tam, P. 2004. "Regoverning Markets: Securing Small Holder Producer Participation in Restructured National and Agri- Food Systems, The Case of Vietnam." www.regoverningmarkets.org

Valdivia, C. 2001. "Gender, Livestock Assets, Resource Management, and Food Security: Lessons from the SR-CRSP." *Agriculture and Human Values* 18 (1): 27–39.

Revue scientifique : 122 parutions identifiées

Nature

Waterlow, J. C., and P. R. Payne. 1975. "The Protein Gap." *Nature* 258: 113–17.

Elsevier Food International

Kuipers, P. 2005. "South Africa's Two-Tiered Retail Sector." *Elsevier Food International* 8 (1) (February).

EcoHEalth

Kerr, R.B., and M. Chirwa. 2004. "Participatory Research Approaches and Social Dynamics That Influence Agricultural Practices to Improve Child Nutrition in Malawi." *EcoHealth* 1: 109–119.

Journal of the World Heart Federation

Hawkes, C. 2007a. "Agricultural and Food Policy for Cardiovascular Health in Latin America. Prevention and Control." *Journal of the World Heart Federation* 2: 137–47.

Globalization and Health

Hawkes, C. 2006. "Uneven Dietary Development: Linking the Policies and Processes of Globalization with the Nutrition Transition, Obesity and Diet-Related Chronic Diseases." *Globalization and Health* 2: 4. <http://www.globalizationandhealth.com/content/2/1/>.

Food Nutrition

Galal, O. M., G. G. Harrison, A. I. Abdou, and A. Zein el Abedin. 1987. "The Impact of a Small-Scale Agricultural Intervention on Socio-Economic and Health Status." *Food Nutrition* 13 (1): 35–43.

Nugent, R. 2004. "Food and Agriculture Policy: Issues Related to Prevention of Noncommunicable Diseases." *Food Nutrition Bulletin* 25 (2): 200–7.

Social Science and Medicine

DeWalt, K. 1993. "Nutrition and the Commercialization of Agriculture: Ten Years Later." *Social Science and Medicine* 36: 1407–16.

Kennedy, E., H. Bouis, and J. von Braun. 1992. "Health and Nutrition Effects of Cash-Crop Production in Developing Countries: A Comparative Analysis." *Social Science and Medicine* 35: 689–697.

Phillips, M, T. Sanghvi, R. Suarez, J. McKigney, and J. Fiedler. 1996. "The Costs and Effectiveness of Three Vitamin A Interventions in Guatemala." *Social Science & Medicine* 42: 1661–8.

Popkin, B. M., F. S. Solon, T. Fernandes, and M. C. Latham. 1980. "Benefit-Cost Analysis in the Nutrition Area: A Project in the Philippines." *Social Science & Medicine* 14C: 207–16.

Journal of the American Medical Association

Yach, D., C. Hawkes, C. L. Gould, and K. J. Hofman. 2004. "The Global Burden of Chronic Diseases: Overcoming Impediments to Prevention and Control." *Journal of the American Medical Association* 291: 2616–22.

Journal of Development Studies

Delgado, C. L., N. Minot, and M. Tiongco. 2005. "Evidence and Implications of Non-Tradability of Food Staples in Tanzania 1983–1998." *Journal of Development Studies* 41 (3): 376–93.

Dey, J. 1981. "Gambian Women: Unequal Partners in Rice Development Projects." *Journal of Development Studies* 17 (3).

Journal of Development Economics

Diao, X., J. Rattsø, and H.E. Stokke. 2005 "International Spillovers, Productivity Growth and Openness in Thailand: An Intertemporal General Equilibrium Analysis." *Journal of Development Economics* 76 (2).

Lancet

Bhutta ZA, Ahmed T, Black RE, Cousens S, Dewey K, Giugliani E, Haider BA, Kirkwood B, Morris SS, et al. What works Interventions for maternal and child undernutrition and survival. *The Lancet*. 2008;371:417-40

De Pee, S., C. E. West, D. Muhilal, D. Karyadi, and J. G. Hautvast. 1995. "Lack of Improvement in Vitamin A Status with Increased Consumption of Dark-Green Leafy Vegetables." *Lancet* 346: 7581.

McClaren, D. S. 1974. "The Great Protein Fiasco." *Lancet* Jul 13 (2): 93–6.

Aquaculture, Economics and Management

Brugere, C., K. McAndrew, and P. Bulcock. 2001. "Does Cage Aquaculture Address Gender Goals in Development? Results of a Case Study in Bangladesh." *Aquaculture Economics and Management* 5 (3–4): 179–89.

ZuivelZicht

Brouwers, T. 2006. "India: Dairy Giant Walking Barefoot." *ZuivelZicht Special India*, February 2006. Uitgeverij, Netherlands.

International Journal of Obesity and Related Metabolic Disorders:

Bell, A. C., K. Ge, and B. M. Popkin. 2001. "Weight Gain and Its Predictors in Chinese Adults." *International Journal of Obesity and Related Metabolic Disorders* 25 (7): 1079–86.

Paeratakul, S., B. M. Popkin, and K. Ge. 1998. "Changes in Diet and Physical Activity Affect the Body Mass Index of Chinese Adults." *International Journal of Obesity Related Metabolic Disorders* 22 (5): 424–31.

Obesity Research:

Bell, A. C., K. Ge, and B. M. Popkin. 2002. "The Road to Obesity or the Path to Prevention: Motorized Transportation and Obesity in China." *Obesity Research* 10 (4): 277–83.

Indian Journal of Medical Science

Begum, J. M. 1994. The Impact of Dairy Development on Protein and Calorie Intake of Pre-School Children. *Indian J Med Science* 48 (3): 61–64.

International Journal of Vitamin A Nutrition Research

de Pee, S., M. W. Bloem, R. Satoto, A. Yip, R. Sukaton, R. Tjong, R. Shrimpton, D. Muhilal, and B. Kodyat. 1998. "Impact of a Social Marketing Campaign Promoting Dark-Green Leafy Vegetables and Eggs in Central Java, Indonesia." *International Journal of Vitamin A Nutrition Research* 68: 389–398.

American Journal of Clinical Nutrition

Faber, M., M.A.S. Phungula, S. Venter, M.A. Dhansay, A.J. Spinnler. 2002b. "Homestead Gardens Focusing on the Production of Yellow and Dark-Green Leafy Vegetables Increase the Serum Retinol

Concentrations of 2–5-Year-Old Children in South Africa.” *American Journal of Clinical Nutrition* 76: 1048–54.

Lawrence, M., W. A. Coward, F. Lawrence, T. J. Cole, and R. G. Whitehead. 1987. “Fat Gain During Pregnancy in Rural African Women: The Effect of Season and Dietary Status.” *American Journal of Clinical Nutrition* 45: 1442–50.

Solon, F., T. L. Fernandez, M. C. Latham, and B. M. Popkin. 1979. “An Evaluation of Strategies to Control Vitamin A Deficiencies in the Philippines.” *American Journal of Clinical Nutrition* 32: 144–53.

Human Organization

Fleuret, P., and A. Fleuret. 1980. “Nutrition, Consumption, and Agricultural Change.” *Human Organization* 39: 250–60.

Development Policy Review

Faiguenbaum, S., J. Berdegue, and T. Reardon. 2002. “The Rapid Rise of Supermarkets in Chile: Effects on Dairy, Vegetable, and Beef Chains.” *Development Policy Review* 20 (4): 459–71.

Farina, E. M. M. Q. 2002. “Consolidation, Multinationalisation, and Competition in Brazil: Impacts on Horticulture and Dairy Products Systems.” *Development Policy Review* 20 (4): 441–57.

Ghezan, G., M. Mateos, and L. Viteri. 2002. “Impacts of Supermarkets and Fast-Food Chains on Horticulture Supply Chains in Argentina.” *Development Policy Review* 20 (4): 389–408.

Hu, D., T. Reardon, S. Rozelle, P. Timmer, and H. Wang. 2004. “The Emergence of Supermarkets with Chinese Characteristics: Challenges and Opportunities for China’s Agricultural Development.” *Development Policy Review* 22 (4) (September): 557–86.

Reardon, T., and J. Berdegue. 2002. “The Rapid Rise of Supermarkets in Latin America: Challenges and Opportunities for Development.” *Development Policy Review* 20 (4): 371–88.

American Public Health Association

Kiess, L., M.W. Bloem, S. de Pee, A. Hye, T. Khan, A. Talukder, N. Huq, M. Haq, and M. Ali. 1998. “Bangladesh: Xerophthalmia Free. The Result of an Effective Vitamin A Capsule Program and

Homestead Gardening.” In *American Public Health Association 126th Annual Meeting Report*, 361. Washington, D.C: American Public Health Association.

Public Health Nutrition

Berti, P. R, J. Krasevec, and S. FitzGerald. 2004. “A Review of the Effectiveness of Agriculture Interventions in Improving Nutrition Outcomes.” *Public Health Nutrition* 7 (5): 599–609.

Faber, M., A.B. Spinnler, and S.L. Venter. 2002a. “Increased Vitamin A Intake in Children Aged 2–5 Years through Targeted Home-Gardens in a Rural South African Community.” *Public Health Nutrition* 5 (1): 11–16.

Kidala, D, T. Greiner, and M. Gebre-Medhin. 2000. “Five-Year Follow-up of a Food-Based Vitamin A Intervention in Tanzania.” *Public Health Nutrition* 3 (4): 425–31.

Popkin, B. M. 2002. “An Overview on the Nutrition Transition and Its Health Implications: The Bellagio Meeting.” *Public Health Nutrition* 5, (1A): 93–103.

Crop Science

Baenzinger, P. S., W. K. Russell, G. L. Graef, and B. T. Campbell. 2006. “Improving Lives: 50 Years of Crop Breeding, Genetics, and Cytology.” *Crop Science* 46: 2230–44.

Science 300

Evenson, R. E., and D. Gollin. 2003. “The Green Revolution: An End of Century Perspective.” *Science* 300 (5620) (May 2):758–62. Evenson, R. E., and D. Gollin. 2003a. “Assessing the Impact of the Green Revolution: 1960 to 2000.” *Science* 300: 758–62.

Southeast Asian Journal of Tropical Medicine and Public Health

Khamhoung K, Bodhisane N, Pathammavong C, Ouenvilay S, Senthavisouk B, Pongpaew P, Tungtrongchitr R, Phonrat B, Saowakontha S, et al. Nutritional status of pre-school children and women in selected villages in the Suvannakhet Province, Lao PDR--an intervention trial. *Southeast Asian J Trop Med Public Health*. 2000;31 Suppl 2:63-74.

East Mediterranean Health Journal

Sheikholeslam R, Kimiagar M, Siasi F, Abdollahi Z, Jazayeri A, Keyghobadi K, Ghaffarpoor M, Noroozi F, Kalantari M, et al. Multidisciplinary intervention for reducing malnutrition among children in the Islamic Republic of Iran. *East Mediterr Health J*. 2004 Nov;10:844-52.

British Medical Journal

English, R. M., J. Badcock, T. Giay, T. Ngu, A. M. Waters, and S. A. Bennett. 1997. "Effect of Nutrition Improvement Project on Morbidity from Infectious Diseases in Preschool Children in Vietnam: Comparison with Control Commune." *British Medical Journal* 315 (7116): 1122–25.

British Journal of Nutrition

Roberfroid, M. 2002. "Global View of Functional Foods. European Perspectives. *British Journal of Nutrition* 87 (Supplement 2): S139–S143.

Roos, N., M. M. Islam, and S. H. Thilsted. 2003. "Small Indigenous Fish Species in Bangladesh: Contribution to Vitamin A, Calcium and Iron Intakes." *Journal of Nutrition*, 133 (11 Suppl 2), 4021S–26S.

Revista de Saude Publica

Service MW. Agricultural-Development and Arthropod-Borne Diseases - a Review. *Revista De Saude Publica*. 1991 Jun;25:165-78.

Food, Nutrition and Agriculture

Attig, G. A., S. Simtasiri, K. Ittikom, and S. Dahanamitta. 1993. "Promoting Homestead Gardening to Control Vitamin A Deficiency in North-Eastern Thailand." *Food, Nutrition and Agriculture* 7: 1825.

English, R., and J. Badcock. 1998. "A Community Nutrition Project in Viet Nam: Effects on Child Morbidity." *Food, Nutrition and Agriculture* 22: 15–21.

Faber, M., and A. J. S. Benade. 2003. "Integrated Home- Gardening and Community-Based Growth Monitoring Activities to Alleviate Vitamin A Deficiency in a Rural Village in South Africa." *Food, Nutrition and Agriculture* 32: 24–32.

Marsh R. Building on traditional gardening to improve household food security. *Food, Nutrition and Agriculture*. 1998:4-14

Human Ecology

Dewey, K .G. 1981. “Nutritional Consequences of the Transformation from Subsistence to Commercial Agriculture in Tabasco, Mexico.” *Human Ecology* 9 (2): 151–87.

Mullins, G., L. Wahome, P. Tsangari, and L. Maarse. 1996. Impacts of Intensive Dairy Production on Smallholder Farm Women in Coastal Kenya. *Human Ecology* 24 (2): 231–53.

Food Policy

Athukorala, P., and D. Sen. 1998. “Processed Food Exports form Developing Countries: Patterns and Determinants.” *Food Policy* 23 (1): 41–54.

DeWalt, K., B. DeWalt, J. Escudero, and D. Barkin. 1990. “Shifts from Maize to Sorghum Production: Nutrition Effects in Four Mexican Communities.” *Food Policy* 15: 395–407.

Naylor, R., W. Falcon, R. Goodman, M. Jahn, T. Sengooba, H. Tefera, and R. Nelson. 2004. “Biotechnology in the Developing World: A Case For Increased Investments in Orphan Crops.” *Food Policy* 29: 15–44.

Pelletier, D. L., K. Deneke, Y. Kidane, B. Haile, and G. Negussie. 1995. “The Food-First Bias and Nutrition Policy: Lessons from Ethiopia.” *Food Policy* 20: 279–98.

Popkin, B. M. 2006. “Technology, Transport, Globalization And The Nutrition Transition Food Policy.” *Food Policy* 31: 554–69.

Spielman, D. 2007. “Pro-Poor Agricultural Biotechnology: Can the International Research System Deliver the Goods?” *Food Policy* 32: 189–204.

American Journal of Agricultural Economics

Boselie, D., S. Henson and D. Weatherspoon. 2003. “Supermarket Procurement Practices in Developing Countries: Redefining the Roles of the Public and Private Sectors.” *American Journal of Agricultural Economics* 85 (5): 1155–61.

Christensen, C., and L. Witucki. 1982. "Food Problems and Emerging Policy Responses in Sub-Saharan Africa." *American Journal of Agricultural Economics* 64 (5) 889–896.

Gibson, R. S. 1994. "Content and Bioavailability of Trace Elements in Vegetarian Diets." *American Journal of Clinical Nutrition* 59 (5 Suppl): 1223S–32S.

Asian Development Review

Bouis, H., and J. Hunt. 1999. "Linking Food and Nutrition Security: Past Lessons and Future Opportunities." *Asian Development Review* 17: 168–213.

Journal of International Food and Agribusiness Marketing

Neven, D., T. Reardon, and H. Wang. 2006. "Supermarkets and Consumers in Africa: The Case of Nairobi, Kenya." *Journal of International Food and Agribusiness Marketing* 18 (1/2).

Schroeder, T. C., A. P. Berkeley, and K. C. Schroeder. 1995. "Income Growth and International Meat Consumption." *Journal of International Food and Agribusiness Marketing* 7(3): 15–30.

Journal of Nutrition

Allen, L. 2003. "Animal Source Foods to Improve Micronutrient Nutrition and Human Function in Developing Countries." *Journal of Nutrition* 133: 3875S–78S.

Bouis, H. 2002b. "Plant Breeding: A New Tool for Fighting Micronutrient Malnutrition." *Journal of Nutrition* 132: 491S–94S.

Gittelsohn, J., and A. E. Vastine. 2003. "Sociocultural and Household Factors Impacting on the Selection, Allocation and Consumption of Animal Source Foods: Current Knowledge and Application." *Journal of Nutrition* 133 (11 Suppl 2): 4036S–41S.

Low, J., M. Arimond, N. Osman, B. Cunguara, F. Zano, and D. Tschirley. 2007a. "A Food-Based Approach Introducing Orange-Fleshed Sweet Potatoes Increased Vitamin A Intake and Serum Retinol Concentrations among Young Children in Rural

Mozambique.” *Journal of Nutrition* 137. Leroy, J. L., and E. Frongillo. Forthcoming, “Can Interventions to Promote Animal Production Ameliorate Undernutrition?” *Journal of Nutrition*.

Nestel, P, H. E. Bouis, J. V. Meenakshi and W. Pfeiffer. 2006. “Biofortification of Staple Food Crops.” *Journal of Nutrition* 136 (April): 1064–67.

Nielsen, H., N. Roos, and S. H. Thilsted. 2003. “The Impact of Semi-Scavenging Poultry Production on the Consumption of Animal Source Foods by Women and Girls in Bangladesh.” *Journal of Nutrition* 133 (11 Suppl 2): 4027S–30S.

Popkin, B. M, and S. Du. 2003. “Dynamics of the Nutrition Transition toward the Animal Foods Sector in China and Its Implications: A Worried Perspective.” *Journal of Nutrition*. 133: 3898S–906S.

Schroeder, D. G., R. Martorell, J. A. Rivera, M. Ruel, and J. P. Habicht. 1995. “Age Differences in the Impact of Nutritional Supplementation on Growth.” *Journal of Nutrition*. 125: 1051S–59S.

West, C. E., A. Eilander, M. van Lieshout. 2000. “Consequences of Revised Estimates of Carotenoid Bioefficacy for Dietary Control of Vitamin A Deficiency in Developing Countries.” *Journal of Nutrition* 32: 2920S–26S.

West, K. P. 2002. “Extent of Vitamin A Deficiency among Preschool Children and Women of Reproductive Age.” *Journal of Nutrition* 132: 2857S–66S.

Health Policy and Planning

Kennedy, E. 1994. “Approaches to Linking Agriculture and Nutrition Programmes.” *Health Policy and Planning* 9 (3): 294–305.

Journal of American Dietetic Association

Monsen, E. R. 1988. Iron Nutrition and Absorption: Dietary Factors Which Impact Iron Bioavailability. *Journal of American= Diet Association* 88 (7): 786–90.

Solon FS, Fernandez TL, Latham MC, Popkin BM. Planning, Implementation, and Evaluation of a Fortification Program - Control of Vitamin-a-Deficiency in the Philippines. *Journal of the American Dietetic Association*. 1979;74:112-8.

World review of Nutrition and Dietetics

Brun TA. The nutrition and health impact of cash cropping in west Africa: a historical perspective. *World Review of Nutrition and Dietetics*. 1991;65:124-62

Food and Nutrition Bulletin

Ahmed, M. M., M. Jabbar, and S. Ehui. 2000. "Household-Level Economic and Nutritional Level Impacts of Market-Oriented Dairy Production in the Ethiopian Highlands." *Food and Nutrition Bulletin* 21 (4): 460–65.

Behavioural Change to Enhance Micronutrient Status through Community and Women-Based Interventions in Northeast Thailand: Vitamin A." *Food and Nutrition Bulletin* 20 (2): 243–51.

Benson, T. Forthcoming. "Cross-Sectoral Coordination Failure: How Significant a Constraint in National Efforts to Tackle Malnutrition in Africa?" *Food and Nutrition Bulletin*.

Bouis, H. 2000b. "Improving Nutrition through Agriculture: The Role of International Agricultural Reserach." *Food and Nutrition Bulletin* 21 (4) 550-566.

Bouis, H. 2002a. "Three Criteria for Establishing the Usefulness of Biotechnology for Reducing Micronutrient Malnutrition." *Food and Nutrition Bulletin* 23 (4) 351–53.

Bushamuka,V. N., S. de Pee, A. Talukder, L. Kiess, D. Panagides, A. Taher, and M. Bloem. 2005. "Impact of a Homestead Gardening Program on Household Food Security and Empowerment of Women in Bangladesh." *Food and Nutrition Bulletin* 26 (1): 17–25.

Chakravarty, I. 2000. "Food-Based Strategies to Control Vitamin A Deficiency." *Food and Nutrition Bulletin* 21 (2): 135–43.

Greiner, T., and S. N. Mitra. 1995. "Evaluation of the Impact of a Food-Based Approach to Solving Vitamin A Deficiency in Bangladesh." *Food and Nutrition Bulletin* 16 (3): 193–205.

Hagenimana, V., J. Low, M. Anyango, K. Kurz, S. T. Gichuki, and J. Kabira. 2001. "Enhancing Vitamin A Intake in Young Children in Western Kenya: Orange-Fleshed Sweet Potatoes and Women Farmers Can Serve as Key Entry Points." *Food and Nutrition Bulletin* 22: 370–87.

Hawkes, C. 2007b. “Promoting Healthy Diets and Tackling Obesity and Diet-Related Chronic Diseases: What are the Agricultural Policy Levers?” *Food and Nutrition Bulletin* 28: S312–22.

Hawkes, C., M. Ruel, and S. Babu, eds. 2007. “Linkages between Agriculture and Health in Science, Policy, and Practice.” *Food and Nutrition Bulletin* 20 (2) (Supplement).

Johns, T., and B. R. Sthapit. 2004. “Biocultural Diversity in the Sustainability of Developing Country Food Systems.” *Food and Nutrition Bulletin* 25: 143–55.

Jones KM, Specio SE, Shrestha P, Brown KH, Allen LH. Nutrition knowledge and practices, and consumption of vitamin A—rich plants by rural Nepali participants and nonparticipants in a kitchen-garden program. *Food Nutr Bull.* 2005 Jun;26:198-208.

Katz, E. 1994. “The Impact of Non-traditional Export Agriculture on Income and Food Availability in Guatemala: An Intrahousehold Perspective.” *Food and Nutrition Bulletin* 15 (4).

Kiess, L. R.Moench-Pfanner, and M.W. Bloem. 2001. “Food- Based Strategies: Can They Play a Role in International Development?” *Food Nutrition Bulletin* 22: 436–42.

Kurz, K., and C. Johnson-Welch. 2007. “Enhancing Women’s Contributions to Improving Family Food Consumption and Nutrition.” *Food and Nutrition Bulletin* 22: 443–53.

Low, J., M. Arimond, N. Osman, B. Cunguara, F. Zano, and D. Tschirley. 2007b. “Ensuring Supply and Creating Demand for a Biofortified Crop with a Visible Trait: Lessons Learned from the Introduction of Orange-Fleshed Sweet Potato in Drought-Prone Areas of Mozambique.” *Food and Nutrition Bulletin.* Forthcoming.

Lynch, L. 1979. “Nutrition-Planning Methodologies: A Comparative Review of Types and Applications.” *Food and Nutrition Bulletin* 1 (3): 1–14.

Olney DK, Talukder A, Iannotti LL, Ruel MT, Quinn V. Assessing Impact and Impact Pathways of a Homestead Food Production Program on Household and Child Nutrition in Cambodia. Submitted to *Food and Nutrition Bulletin.* 2008.

Pinstrup-Andersen, P. 1982. “Introducing Nutritional Considerations into Agricultural and Rural Development.” *Food and Nutrition Bulletin* 4 (2).

Smitasiri S., K. Sa-ngobwarchar P. Kongpunya, C. Subsuwan, O. Banjong, C. Chitchumroonechokchai, W. Rusami-Sopaporn, S. Veeravong, and S. Dhanamitta. 1999. "Sustaining

Smitasiri, S. 2000. "A Comment on How the Nutritional Impact of Agricultural Innovations Can Be Enhanced." *Food and Nutrition Bulletin* 21 (4): 503–6.

Talukder, A., L. Kiess, N. Huq, S. de Pee, I. Darnton-Hill, and M.W. Bloem. 2000. "Increasing the Production and Consumption of Vitamin A–Rich Fruits and Vegetables: Lessons Learned in Taking the Bangladesh Homestead Gardening Programme to a National Scale." *Food and Nutrition Bulletin* 21 (2): 165–72.

Livestock Research for Rural Development

Habtemariam, K., W. Ayalew, G. Z. Habte, and M. T. Gebre. 2003. "Enhancing the Role of Livestock Production in Improving Nutritional Status of Farming Families: Lessons from a Dairy Goat Development Project in Eastern Ethiopia." *Livestock Research for Rural Development* 15 (6).

Ecology of Food and Nutrition

Brun, T., J. Reynaud, and S. Chevassus-Agnes. 1989. "Food and Nutrition Impact of One Homestead Garden Project in Senegal." *Ecology of Food and Nutrition* 23: 91.

Niemeijer, R., M. Guens, T. Kliet, V. Ogonda, and J. Hoorweg. 1988. "Nutrition in Agricultural Development: The Case of Irrigated Rice Cultivation in West Kenya." *Ecology of Food and Nutrition* 22: 65–81.

Field Crops Research

Bouis, H. 1999. "Economics of Enhanced Micronutrient Density in Food Staples." *Field Crops Research* 60 (1-2) 165-173.

Tropical Animal Health and Production

Dessie, T., and B. Ogle. 2001. "Village Poultry Production Systems in the Central Highlands of Ethiopia." *Tropical Animal Health and Production* 33 (6): 521–37.

Canadian Journal of Development Studies

Quisumbing, A., L. Brown, L. Haddad, and R. Meinzen-Dick. 1998. "Gender Issues for Food Security in Developing Countries: Implications for Project Design and Implementation." *Canadian Journal of Development Studies* 19: 185–208.

Nutrition Review

Ramakrishnan, U. 2002. "Prevalence of Micronutrient Malnutrition Worldwide." *Nutrition Review* 60(5 Pt 2): S46–52.

World Development

Deshingkar, P., C. Johnson, and J. Farrington. 2003. "State Transfers to the Poor and Back: The Case of Food for Work in India." *World Development*. 33 (4) 575–591.

Haddad, L. and J. Hoddinott. 1994. "Women's Income and Boy- Girl Anthropometric Status in Cote d'Ivoire." *World Development* 22 (4).

Hoddinott, J., and L. Haddad. 1994. Women's Income and Boy- Girl Anthropometric Status in the Côte d'Ivoire. *World Development* 22 (4): 543–53. http://www.actahort.org/books/712/712_100.htm.

Mody, A., R. Suri, and J. Sanders. 1992. "Keeping Pace with Change: Organizational and Technological Imperatives." *World Development* 20 (12): 1797–1816.

Popkin, B. M. 1999. "Urbanization, Lifestyle Changes and the Nutrition Transition." *World Development*. 27: 1905–16.

von Braun, J. 1988. "Effects of Technological Change in Agriculture on Food Consumption and Nutrition: Rice in a West African Setting." *World Development*. 16: 1083–98.

Asian Development Reviews

Tontisirin, K., and S. Gillespie. 1999. "Linking Community- Based Programs and Service Delivery for Improving Maternal and Child Nutrition." *Asian Development Review* 17: 33–65.

Pediatrics

Shrimpton, R., C. G. Victora, M. de Onis, R. Costa Lima, M. Blossner, and G. Clugston. 2001. "Worldwide Timing of Growth Faltering: Implications for Nutritional Interventions." *Pediatrics* 107 (5): 1–7.

Development in Practice

Gueye, E. H. 2000. "Women and Family Poultry Production in Rural Africa." *Development in Practice* 10 (1): 98102.

Quarterly Journal of International Agriculture

Williams, G. W. 1984. "Development and Future Direction of the World Soybean Market." *Quarterly Journal of International Agriculture* 23: 319–37.

Diabetes Care

Wild, S., G. Roglic, A. Green, R. Sicree, and H. King. 2004. "Global Prevalence of Diabetes: Estimates for 2000 and Projections for 2030." *Diabetes Care* 27: 1047–53.

Advances in Agronomy

Graham, R., R. Welch, D. Saunders, I. Ortiz-Monasterio, H. Bouis, M. Bonierbale, S. de Haan, G. Burgos, G. Thiele, R. Liria, C. Meisner, S. Beebe, M. Potts, M. Kadian, P. Hobbs, R. Gupta, and S. Twomlow. 2007. "Nutritious Subsistence Food Systems." *Advances in Agronomy* 92: 1–74.

Chronica Horticulturae

Kapinga, R., A. Anderson, C. Crissman, D. Zhang, B. Lemaga, and F. Opio. 2005. "Vitamin A Partnership for Africa: A Food Based Approach to Combat Vitamin A Deficiency in Sub-Saharan Africa through Increased Utilization of Orange-Fleshed Sweetpotato." *Chronica Horticulturae* 45: 12–14.

World Review of Nutrition and Dietetics

Brun, T. A., C. Geissler, and E. Kennedy. 1991. "The Impact of Agricultural Projects on Food, Nutrition and Health." *World Review of Nutrition and Dietetics* 65: 99–123.

Organismes de recherches : 72 parutions identifiées dont 39 de l'IFPRI

Overseas Development Institute

Hussein, K. 2002. *Livelihoods Approaches Compared: A Multi- Agency Review of Current Practice*. London: Overseas Development Institute.

CAB International

Evenson, R. E., and D. Gollin. 2003b. *Crop Variety Improvement and Its Effect on Productivity: The Impact of International Agricultural Research*. Wallingford, U.K.: CAB International.

Trade Research and Information Center

Dong, F., and H. Jensen. 2004. "The Challenge of Conforming to Sanitary and Phytosanitary Measures for China's Agricultural Exports." MATRIC Working Paper 04MWP-8. Midwest Agribusiness Trade Research and Information Center, Iowa State University, Ames, IA.

International Center for Research on Women

Ayalew, W., Z. W. Gebriel, and H. Kassa. 1999a. "Reducing Vitamin A Deficiency in Ethiopia: Linkages with a Women-Focused Dairy Goat Farming Project." Research Report No. 4. Center for Research on Women (ICRW)/Opportunities for Micronutrient Interventions (OMNI), Washington, DC.

Ayalew, W., Z. W. Gebriel, and H. Kassa. 1999b. "Improving Vitamin A Intake through a Woman-Focused Dairy Goat Development Project in Ethiopia." Research Report Series No. 4. ICRW/OMNI (International Center for Research on Women/Opportunities for Micronutrient Interventions), Washington, DC.

Carrasco Sanz, N. C., R. M. D. deUbillas, I. S. Guillén, and S. M. Ferreira. 1998. "Increasing Women's Involvement in Community Decision-Making: A Means to Improve Iron Status." Research Report No. 1. ICRW/OMNI (International Center for Research on Women/Opportunities for Micronutrient Interventions), Washington, DC.

Hagenimana, V., M. Anyango Oyunga, J. Low, S. M. Nojoroge, S. T. Gichuki, and J. Kabira. 1999. "Testing the Effects of Women Farmers' Adoption and Production of Orange-Fleshed Sweet Potatoes on Dietary Vitamin A Intake in Kenya." Research Report No. 3. ICRW (International Center for Research on Women), Washington, DC; OMNI (Opportunities for Micronutrient Interventions).

Johnson-Welch, C. 2002. *Linking Agriculture and Nutrition: The Human Dimension*. Washington, DC: International Center for Research on Women.

Johnson-Welch, C., K. MacQuarrie, and S. Bunch. 2005. *A Leadership Strategy for Reducing Hunger and Malnutrition in Africa: The Agriculture-Nutrition Advantage*. Washington, D.C: International Center for Research on Women.

Mulokozi, G., L. Mselle, C. Mgoba, J. K. L. Mugyabuso, and D. G. Ndossi. 2000. *Improved Solar Drying of Vitamin A-Rich Foods by Women's Groups in the Singida District of Tanzania*. Research Program No. 5. Washington, DC: ICRW/OMNI (International Center for Research on Women/Opportunities for Micronutrient Interventions).

Smitasiri, S., and S. Dhanamitta. 1999. "Sustaining Behavior Change to Enhance Micronutrient Status: Community and Women-Based Interventions in Thailand." Research Report No. 2, ICRW/OMNI (International Center for Research on Women/Opportunities for Micronutrient Interventions). ICRW, Washington, DC.

Asian Vegetable Research and Indigenous Foods

Aphane, J., M.L. Chadha, and M.O. Oluoch. 2003. "Increasing the Consumption of Micronutrient-rich Foods through Production and Promotion of Indigenous Foods." AVRDC (Asian Vegetable Research and Development Center)—The World Vegetable Center. Tainan, Taiwan.

ILRI (International Livestock Research Institute)

Dorjee, T., W. Roder, and L. Tshering. 2002. "Genetic Diversity of Bhutanese Yak (*Bos Grunniens*) Using Microsatellite Markers." *Proceedings of the Third International Congress on Yak*, Lhasa, China, September 4–9, 2000, pp. 197–201. Nairobi, Kenya: ILRI (International Livestock Research Institute).

HKI (Helen Keller International)

HKI (Helen Keller International)/Asia-Pacific. 2001. *Homestead Food Production—A Strategy to Combat Malnutrition and Poverty*. Jakarta, Indonesia: HKI.

HKI (Helen Keller International)/Cambodia. 2003. *Handbook for Homestead Gardening in Cambodia: The Complete Manual for Vegetable and Fruit Production*. Phnom Penh, Cambodia: Helen Keller Worldwide. ISLI (International Life Science Institute).

HKI 2003. *Integration of Animal Husbandry into Home Gardening Programs to Increase Vitamin A Intake from Foods: Bangladesh, Cambodia, and Nepal*. Asia Pacific Special Issue.

HKI 2004. "Homestead Food Production Program in Central and Far-Western Nepal Increases Food and Nutrition Security." *Nutrition Bulletin* 2 (1).

HKI 2004a. "Improving Household Food Security in Cambodia through Integration of Poultry Production into Existing Home Gardening Programs." *Cambodia Nutrition Bulletin* 4 (1).

HKI. 2006. "Homestead Food Production for Improving Micronutrient Status of Women and Children, Poverty Reduction and Promotion of Gender Equality." Submitted to Novib. HKI, NY.

HKI. HKI's homestead food production program sustainably improves livelihoods of households in rural Bangladesh. Homestead Food Production Bulletin. New York: Helen Keller International; 2003. Report No.: 1.

HKI. Homestead food production- an effective integrated approach to improve food security among the vulnerable char dwellers in northern Bangladesh. Homestead Food Production Bulletin. New York: Helen Keller International; 2006. Report No.: 4

HKI/AVRDC (Helen Keller International/Asian Vegetable Research and Development Center) (Taiwan). 1993. *Homestead Gardening in Bangladesh: Evaluation Report of the Homestead Gardening Pilot Project*. NY: HKI.

ILSI. (International Life Sciences Institute.) 2002. "Third-World Nutrition Programs: Closer Collaboration between Agriculture and Nutrition Scientists." *ILSI News* 20 (1): 1-8.

Peduzzi, C. 1990. "Home and Community Gardens Assessment Program Implementation Experience: The Tip of the Iceberg." Vitamin A Field Support Project (VITAL) Report No. TA-2. International Life Sciences Institute, Washington, DC.

Soleri, D., D. A. Cleveland, and A. Wood. 1991a. "Vitamin A Nutrition and Gardens Bibliography." Vitamin A Field Support Project (VITAL), Report No. IN-1. VITAL, International Life Sciences Institute, Arlington, VA.

ISHS (International Society for Horticultural Science)

Maheshwar, C., and T. S. Chanakwa. 2006. "Post Harvest Losses Due to Gaps in Cold Chains in India—A Solution." *Acta Hort* (ISHS) 712: 777–84.

International Life Science Institute

Ngu, T., N. D. Quang, P. H. Ha, T. Giay, J. C. Badcock, and S. Fitzgerald. 1995. "A Food-Based Approach to Nutrition Improvement through Household Food Security in Vietnam, with Special Reference to Vitamin A Deficiency." In *Proceedings of 16th IVACG Meeting, Chang Rai, Thailand, 1994*. Washington, DC: International Life Sciences Institute (p. 77).

IDRC (International Development Research Center of Canada)

PATH Canada. 2004. "Soils, Food, and Healthy Communities: A Participatory Agroecosystem Approach to Monitoring Change in Northern Malawi: Final Technical Report." Submitted to the International Development Research Center, Canada.

Wang, J., and D. Ni. 1995. "A Comparative Study of the Ability of Fish to Catch Mosquito Larvae." In *Rice-Fish Culture in China*, ed. K. T. Mackey. Ottawa, Canada: IDRC.

International Food Policy Research Institute

Benson, T., T. Palmer, R. Satcher, and C. Johnson-Welch. 2004. *Crossing Boundaries to Reduce Malnutrition? An Institutional Study of Agriculture and Nutrition in Uganda, Mozambique, Nigeria, and Ghana*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Pinstrup-Andersen, P., A. Berg, and M. Forman. 1984. *International Agricultural Research and Human Nutrition*. Rome, Italy: UN Administrative Committee on Co-ordination Sub-Committee on Nutrition. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

SDPI (Sustainable Development Policy Institute)

SDPI (Sustainable Development Policy Institute). 2004. "Regoverning Markets: Securing Small Holder Producer Participation in Restructured National and Agri-Food Systems." Pakistan. www.regoverningmarkets.org.

IFPRI

Adato, M., and R. Meinzen-Dick. 2007. *Agricultural Research, Livelihoods, and Poverty. Studies of Economic and Social Impacts in Six Countries*. Baltimore, MD: The Johns Hopkins University Press for IFPRI (International Food Policy Research Institute).

Ahmad, M., C. Cororaton, A. Qayyum, M. Iqbal, and P. Dorosh. 2006. "Impact of Domestic Policies towards Agricultural Trade Liberalization and Market Reform on Food Security in Pakistan." IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC (photocopy).

Alderman, H. 1987. "Cooperative Dairy Development in Karnataka, India: An Assessment." Research Report 64. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Alderman, J., J. Hoddinott, L. Haddad, and C. Udry. 1995. "Gender Differentials in Farm Productivity: Implications for Household Efficiency and Agricultural Policy." IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Birthal, P. S., P. K. Joshi, and A. Gulati. 2006. "Vertical Coordination in High-Value Food Commodities: Implications for Smallholders." Draft Research Report. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Bouis, H. 1997. "The Determinants of Demand for Micronutrients: An Analysis of Rural Households in Bangladesh." FCND (Food Consumption and Nutrition Division of IFPRI) Discussion Paper No. 32. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Bouis, H., B. de la Briere, L. Guitierrez, K. Hallman, N. Hassan, O. Hels, W. Quabili, A. Quisumbing, S. Thilsted, Z. Zihad, and S. Zohir. 1998. *Commercial Vegetable and Polyculture Fish Production in Bangladesh: Their Impacts on Income, Household Resource Allocation, and Nutrition*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Chengappa, P. G., L. Achoth, A. Mukherjee, B. M. Reddy, and P. C. Ravi. Forthcoming. *Evolution of Food Retail Chains in India*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

Chowdhury N., N. Farid, and D. Roy. 2006. "Food Policy Liberalization in Bangladesh: How the Governments and the Markets Delivered?" MTID (Markets, Trade, and Institutions Division of IFPRI) Discussion Paper No. 92. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Chowdhury, S., A. Gulati, and E. Gumbira-Sa'id. 2005. "High Value Products, Supermarkets and Vertical Arrangements in Indonesia." MTID (Markets, Trade, and Institutions Division of IFPRI) Discussion Paper No. 83. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Delgado, C. L. 1995. "Africa's Changing Agricultural Development Strategies: Past and Present Paradigms as a Guide to the Future." IFPRI Food, Agriculture, and the Environment Discussion Paper 3. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Delgado, C., M. Rosegrant, H. Steinfeld, S. Ehui, and C. Courbois. 1999. *Livestock to 2020: The Next Food Revolution*. Washington, DC: IFPRI (International Food Policy Research Institute), and Rome: United Nations Food and Agricultural Organization.

Gillespie, S. 2001. "Strengthening Capacity to Improve Nutrition." Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper 106. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Goletti, F. 1999. "Agricultural Diversification and Rural Industrialization as a Strategy for Rural Income Growth and Poverty Reduction in Indochina and Myanmar." Markets and Structural Studies Division Discussion Paper No. 30. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Haddad, L., and L. C. Smith. 1999. "Explaining Child Malnutrition in Developing Countries: A Cross-Country Analysis." Discussion Paper 60. IFPRI (International Food Policy and Research Institute), Washington, DC.

Haddad, L., S. Bhattarai, M. Immink, S. Kuman, and A. Slack. 1995. "More Than Food Is Needed to Achieve Good Nutrition by 2020." 2020 Vision Brief 25. IFPRI (International Food Policy and Research Institute), Washington, DC.

Hawkes and M. Ruel. Number 4. Washington, DC: IFPRI (International Food Policy Research Institute).

Hawkes, C., and M. Ruel. 2006a. *Understanding the Links between Agriculture and Health*. Washington, DC: IFPRI (International Food Policy Research Institute).

Hawkes, C., and M. Ruel. 2006b. "Agriculture and Nutrition Linkages: Old Lessons and New Paradigms." In *Understanding the Links between Agriculture and Health*, ed. C.

IFPRI (International Food Policy Research Institute), Bangladesh Institute of Development Studies, Institute of Nutrition and Science, Data Analysis and Technical Assistance and Research Department of Human Nutrition, Royal Veterinary Agricultural University. 1998. *Commercial Vegetable and*

Polyculture Fish Production in Bangladesh: Their Impacts on Income, Household Resource Allocation, and Nutrition, Vol. 1. Washington, DC: IFPRI.

Jha, S., and P. V. Srinivasan. 2004. "Achieving Food Security in a Cost-Effective Way." MTID Discussion Paper 67. IFPRI, Washington, DC.

Johns, T., I. Smith, and P. Eyzaguirre. 2006. "Understanding the Links between Agriculture, Nutrition, and Health: Agrobiodiversity, Nutrition, and Health." Focus Brief #13. IFPRI, Washington, DC.

Kennedy, E., and H. E. Bouis. 1993. "Linkages between Agriculture and Nutrition. Implications for Policy and Research." Occasional Paper 28. IFPRI, Washington, DC.

Meinzen-Dick, R., and M. Adato. 2007. "Impacts of Agricultural Research on Poverty: Synthesis of Findings and Implications for Future Directions." In *Agricultural Research, Livelihoods, and Poverty. Studies of Economic and Social Impacts in Six Countries*, ed. M. Adato and R. Meinzen-Dick, 331–67. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press for IFPRI.

Meinzen-Dick, R., M. Adato, L. Haddad, and P. Hazell. 2004. "Science and Poverty: An Interdisciplinary Assessment of the Impact of Agricultural Research." *Food Policy Report*. IFPRI, Washington, DC.

Minot, N., and D. Roy. 2006. "Impact of High Value Agriculture and Modern Marketing Channels on Poverty: A Conceptual Framework." IFPRI, Washington, DC (Photocopy).

Narrod, C., D. Roy, K. Rich, J. Okello, B. Avendano, and A. Thorat. 2006. "The Role of Public-Private Partnerships and Collective Action in Ensuring Smallholder Participation in High Value Fruit and Vegetable Supply Chains." CAPRI Working Paper. IFPRI, Washington, DC.

Pena, C., P. Webb, and L. Haddad. 1996. "Women's Economic Advancement through Agricultural Change: A Review of Donor Experience." Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #10. IFPRI, Washington, DC.

Pokharel, C. 2003. "Agricultural Diversification in Nepal." Paper presented at the International Workshop on Agriculture Diversification and Vertical Integration in South Asia, November 5–7, 2003, New Delhi, India, jointly organized by ICRISAT, FICCI, and IFPRI.

Pyakuryal, B., Y. B. Thapa, and D. Roy. 2005. "Trade Liberalization and Food Security in Nepal." MTID Discussion Paper, 88. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Quisumbing, A., and J. Maluccio. 2000. "Intrahousehold Allocation and Gender Relations: New Empirical Evidence from Four Developing Countries." Food Consumption and Nutrition Division Discussion Paper #84. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

Quisumbing, A., L. Brown, H. Feldstein, L. Haddad, and C. Pena. 1995. "Women: The Key To Food Security." Food Policy Report. International Food Policy Research Institute, Washington, DC

Ravi C., and D. Roy. 2006. "Consumption Diversification in India: How Has It Been and How Will It Be?" Photocopy. IFPRI, Washington, DC.

Ravi C., S. M. Dev, B. Viswanathan, A. Gulati and S. Ramachander. 2004. "Economic Liberalization, Targeted Programmes and Household Food Security: A Case Study of India." MTID Discussion Paper 68. IFPRI, Washington, DC.

Ruel, M. 2001. "Can Food-Based Strategies Help Reduce Vitamin A and Iron Deficiencies? A Review of Recent Evidence." *Food Policy Review* 5. International Food Policy Research Institute.

Smith, L.C., H. Alderman, and D. Aduayom. 2006. "Food Insecurity in Sub-Saharan Africa. New Estimates from Household Expenditure Surveys." Research Report No. 146. International Food Policy Research Institute, Washington, DC.

Torero, M., and A. Gulati. 2004. *Connecting Small Holders to Markets: Role of Infrastructure and Institutions*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute

von Braun, J., and E. Kennedy. 1986. "Commercialization of Subsistence Agriculture: Income and Nutritional Effects in Developing Countries." Working papers on commercialization of agriculture and nutrition. IFPRI (International Food Policy Research Institute), Washington, DC.

von Braun, J., H. de Haen, and J. Blanken. 1991. "Commercialization of Agriculture under Population Pressure: Effects on Production, Consumption, and Nutrition in Rwanda." Research Report #85. IFPRI, Washington, DC.

Weerahewa, J. 2004. "Impacts of Trade Liberalization and Market Reforms on the Paddy/Rice Sector in Sri Lanka." MTID Discussion Paper 70. IFPRI, Washington, DC.

Wickramasinghe P. J., T. Abeysekera, and A. Herath. 2003. "Agricultural Diversification in Sri Lanka." Paper presented at the International Workshop on Agricultural Diversification and Vertical Integration in South Asia, November 5–7, New Delhi, India, jointly organized by ICRISAT, FICCI, and IFPRI.

Organisation internationales de développement : 46 parutions identifiées dont 21 de la Banque Mondiale

PAHO (Pan American Health Organization)

PAHO (Pan American Health Organization.) 1990. Primera Reunion de la red Latinoamericana de Vigilancia Epidemiologica de las Enfermedades. VETA II, PAHO, Washington, DC.

UNICEF

Adamson, P. 2004. "Vitamin and Mineral Deficiency: A Global Progress Report." The Micronutrient Initiative and UNICEF.

UNICEF (United Nations Children's Fund). 1990. *Strategy for Improved Nutrition of Children and Women in Developing Countries*. UNICEF Policy Review. New York: UNICEF.

FAO

Bruinsma, J. 2003. *World Agriculture: Towards 2015/2030: An FAO Perspective*. London: Earthscan.

Chen, K. Z., A. W. Shepherd, and C. da Silva. 2005. *Changes in Food Retailing in Asia: Fruit and Vegetable Supply Chain Developments and Implications for Farmers and Traditional Marketing Systems*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Development for Horticultural Farmers and Traditional Marketing Systems in Asia. Agricultural Management, Marketing and Finance Service, FAO. Rome, Italy: FAO.

FAO 1982. *Integrating Nutrition into Agricultural and Rural Development Projects: A Manual*. FAO, Rome, Italy.

FAO 2003. "The Role of Aquaculture in Improving Food Security and Nutrition." Report to Committee on World Food Security, 29th Session, May 12–16, 2003. FAO, Rome, Italy.

FAO 2004. *The State of Agricultural Commodity Markets 2004*. FAO, Rome, Italy.

FAO 2006. *The State of Food Insecurity in the World 2006*. FAO, Rome, Italy.

FAO 2006a. *The State of the World Fisheries and Aquaculture*. FAO, Rome, Italy.

Henson, S. 2003. "The Economics of Food Safety in Developing Countries." ESA Working Paper No. 03-19. FAO, Rome, Italy.

Mendez, M. A., and B. M. Popkin. 2004. "Globalization, Urbanization and Nutritional Change in the Developing World." *FAO Food and Nutrition Paper* 1 (2) 55–80.

Thomas, H (ed.). 2006. *Trade Reforms and Food Security: Country Case Studies and Synthesis*. Rome, Italy: FAO. Shepherd, A. W. 2005. *The Implications of Supermarket*

WHO

Hawkes, C. 2002. "Marketing Activities of Global Soft Drink and Fast Food Companies in Emerging Markets: A Review." In *Globalization, Diets and Non-communicable Diseases*. Geneva, Switzerland: World Health Organization.

James, W. P. T., R. Jackson-Leach, C. M. Ni, E. Kalamara, and M. Shayeghi. 2004. "Overweight and Obesity (high body mass index)." In *Comparative Quantification of Health Risks: Global and Regional Burden of Disease Attributable to Selected Major Risk Factors*, ed. M. Ezzati, A. Lopez, A. Rodgers, and C. J. L. Murray, 959–1108. World Health Organization, Geneva, Switzerland.

Todd, E. 1997. "Epidemiology of Food-Borne Diseases: A World-Wide Review." *World Health Statistics* (50): 30–50.

WHO (World Health Organization) and FAO (Food and Agriculture Organization). 2006. *Guidelines on Food Fortification with Micronutrients*, ed. L. Allen, B. de Benoist, O. Dary, R. Hurrell. WHO and FAO.

WHO (World Health Organization). 2002. *Food Safety and Food- Borne Illness*. Geneva, Switzerland: WHO.

WHO 2003. *Joint WHO/FAO Expert Consultation on Diet, Nutrition and the Prevention of Chronic Diseases*. WHO, Geneva, Switzerland.

WHO 2005. *Preventing Chronic Diseases A Vital Investment*. Geneva, Switzerland: WHO.

WHO 2006. "Obesity and Overweight: WHO Fact Sheet."

<http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs311/en/index.html>

FIDA

IFAD (International Fund for Agricultural Development.) 2004. *Livestock Services and the Poor: A Global Initiative: Collecting, Coordinating and Sharing Experiences*. Rome, Italy: IFAD.

Niamir-Fuller, M. 1994. *Women Livestock Managers in the Third World: A Focus on Technical Issues Related to Gender Roles in Livestock Production*. Rome, Italy: International Fund for Agricultural Development.

United Nations Standing Committee on Nutrition (UN SCN)

UN SCN (United Nations Standing Committee on Nutrition). 2000. "Fourth Report on the World Nutrition Situation." UN SCN/IFPRI (International Food Policy Research Institute), Geneva, Switzerland.

UN SCN 2004. "Fifth Report on the World Nutrition Situation: Nutrition for Improved Development Outcomes." UN SCN, Geneva, Switzerland.

World Bank

Barghouti, S., S. Kane, K. Sorby, and M. Ali. 2004. "Agricultural Diversification for the Poor: Guidelines for Practitioners." Agriculture and Rural Development Discussion Paper 1. World Bank, Washington, DC.

Binswanger, H. P., and J. von Braun. 1991. "Technological Change and Commercialization in Agriculture: The Effect on the Poor." *World Bank Research Observer* 6 (1): 57–80.

Development—Lessons from Nutrition. Washington, DC: World Bank.

Dongier, P., J. van Domelen, E. Ostrom, A. Ryan, W. Wakeman, A. Bebbington, S. Alkire, T. Esmail, and M. Polski. 2003. "Community Driven Development." In *A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*, ed. J. Klugman, 301–32. Washington, DC: World Bank.

Excerpt from invited comments during plenary session before break-out groups by Milla McLachlan. 2000. World Bank. *Food and Nutrition Bulletin* 21 (4): 560–61.

Haddad, L, H. Alderman, S. Appleton, L. Song, Y. Yohannes. 2003. “Reducing Malnutrition: How Far does Income Growth Take Us?” *World Bank Economic Review* 17 (1).

Heaver, R. 2005. *Strengthening Country Commitment to Human*

Levinson, J. 2000. *Searching for a Home: The Institutionalization Issue in International Nutrition*. Washington, DC: World Bank.

Mason, J. B. 2000. *How Nutrition Improves and What That Implies for Policy Decisions*. Washington, DC: World Bank.

Maxwell, S., and T. Conway. 2000. “New Approaches to Planning.” Operations Evaluation Department Working Paper Series No. 14. World Bank, Washington, DC.

Pinstrup-Andersen, P. 1981. *Nutritional Consequences of Agricultural Projects: Conceptual Relationships and Assessment Approaches*. Washington, DC: World Bank.

Rokx, C. 2000. “Who Should Implement Nutrition Interventions?—The Application of Institutional Economics to Nutrition and the Significance of Various Constraints to the Implementation of Nutrition Interventions.” Health, Nutrition, and Population Discussion Paper. World Bank, Washington, DC.

Tschirley, D., and M. Ayieko. 2005. “Changing Horticultural Supply Chains in Africa: Implications for Government and Donor Investments; Evidence from Kenya and Implications for Africa.” Presentation at the World Bank, Washington, DC, April 6, 2005.

Unnevehr, L., and N. Hirschhorn. 2000. *Food Safety Issues in the Developing World*. World Bank Technical Paper 469, World Bank, Washington, DC.

World Bank 1986. *The Hesitant Recovery and Prospects for Sustained Growth, Trade and Pricing Policies in World Agriculture*. New York: Oxford University Press.

World Bank 2004. "Saving Fish and Fishers." Report No 29090-GLB. World Bank, Washington, DC.
Wellenius, B. 1993. *Telecommunications. World Bank Experience and Strategy*. Washington, DC: World Bank.

World Bank 2005. "From Competition at Home to Competing Abroad: The Case of Indian Horticulture" (photocopy). World Bank, Washington, DC.

World Bank 2005a. *Agriculture and Achieving the Millennium, Development Goals*. Report No. 32729-GLB. World Bank and IFPRI, Washington, DC.

World Bank 2006b. "Aquaculture: Changing the Face of the Waters. Meeting the Promise and Challenge of Sustainable Aquaculture." Report No. 36622.GLB. World Bank, Washington, DC.

World Bank 2006c. *China's Compliance with Food Safety Requirements for Fruits and Vegetables: Promoting Food Safety, Competitiveness and Poverty Reduction*. World Bank, Washington, DC and Beijing, China.

World Bank.2006a. *Repositioning Nutrition as Central to Development: A Strategy for Large-Scale Action*. World Bank, Washington, DC.

Institutions gouvernementale hors aide bilatérale: 10 parutions identifiées, dont 8 du gouvernement US

Mexican Public Health Ministry

Escalante-Izeta E, Bonvecchio A, Théodore F, Nava F, Villanueva M, Rivera J. [Facilitadores y barreras para el consumo del complemento alimenticio del Programa Oportunidades]. *Salud Publica Mex*. 2008 Jul-Ago;50:?-?

German Federal Ministry of Economic Cooperation and Development

Humphrey, J. 2005. "Shaping Value Chains for Development: Global Value Chains in Agribusiness." Study commissioned by the Federal Ministry of Economic Cooperation and Development, Germany.

U.S. Department of Agriculture (USDA)

Gale, F., and B. Gilmour. 2002. "A Mature Retail Sector: Wider Channels for Food Imports?" In *China's Food and Agriculture: Issues for the 21st Century*, ed. F. Gale, F. Tuan, B. Lohmar, Hsin-Hui Hsu, and

B. Gilmour. Agriculture Information Bulletin No. 775. Washington, DC: Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture.

Gehlhar, M., and A. Regmi. 2005. "Factors Shaping Global Food Markets." In *New Directions in Global Food Markets*, ed. A. Regmi and M. Gehlhar. Agriculture Information Bulletin No. 794. Washington, DC: Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture

Price, G., R. Landes, and A. Govindan. 2003. "India's Pulse Sector: Results of Field Research." WRS-03-01, USDA/ERS (US Department of Agriculture/Economic Research Service).

Trueblood, M., and S. Shapouri. 2001 "Implications of Trade Liberalization on Food Security of Low-Income Countries: Agriculture Information Bulletin No. 765-5." (U.S. Department of Agriculture), Washington, DC.

USDA (U.S. Department of Agriculture). 2002. "Thailand Retail Food Sector GAIN Report." Foreign Agricultural Service, USDA, Washington, DC.

USDA 2003. "Indonesia Retail Food Sector GAIN Report," Foreign Agricultural Service, USDA, Washington, DC.

USDA 2004a. "HRI Food Service Sector Thailand." Foreign Agricultural Service GAIN Report TH4030. Washington, DC. <http://www.fas.usda.gov/gainfiles/200403/146105693.pdf>.

USDA 2004b. *Vegetables and Melons: Situation and Outlook Yearbook*. Washington, DC: Economics Research Service, USDA, July.

Institutions d'aide bilaterale: 3 parutions identifiées

DFID

Thirtle, C., L. Beyers, L. Lin, V. McKenzie-Hill, X. Irz, S. Wiggins, and J. Piesse. 2002. *The Impact of Changes in Agricultural Productivity on the Incidence of Poverty in Developing Countries*. Report to Department for International Development (DfID). London & East Kilbride, UK.

USAID

Block, S. 2003. "Nutrition Knowledge, Household Coping, and the Demand for Micronutrient Rich Foods." Nutrition Working Paper 5, BAPPENAS/Department Pertanian/ USAID/DAI Food Policy Advisory team.

Soleri, D., D. A. Cleveland, and T. R. Frankenberger. 1991b Gardens and Vitamin A: A Review of Recent Literature.” Vitamin A Field Support Project (VITAL), Report No. IN-2. VITAL, International Life Sciences Institute, Arlington, VA.

Organisation de la Société Civile : 2 parutions identifiées

Care

CARE. 1995. “A Study on Evaluation of Homestead Gardening Program in Bajura and Mahottari Districts.” Katmandu, Nepal.

Third World Network

DeGrassi, A. 2003. *Genetically Modified Crops and Sustainable Poverty Alleviation in Sub-Saharan Africa: An Assessment of Current Evidence*. Accra, Ghana: Third World Network— Africa.

Arènes: 3 identifiées

Allen, L., and S. Gillespie. 2001. *What Works? A Review of the Efficacy and Effectiveness of Nutrition Interventions*. Geneva: United Nations Administrative Committee on Coordination, Sub-Committee on Nutrition, in collaboration with the Asian

Development Bank. Gillespie, S., and J. Mason. 1994. “Controlling Vitamin A Deficiency.” ACC/SCN State-of-the-Arts series. Nutrition Policy Discussion Paper No. 14. United Nations Administrative Committee on Coordination-Subcommittee on Nutrition, Geneva, Switzerland.

Mwangwela, A. M. 2001. “Post Harvest Sector Challenges in Malawi.” Paper presented at the FAO-GFAR Global Initiative for Post Harvest Technology Meeting, Entebbe, Uganda, September 17–19.

Forums: 6 identifiés

Bazzano, L. A. 2004. “Dietary Intake of Fruits and Vegetables and Dietary Risk of Diabetes Mellitus and Cardiovascular Diseases (CVD).” Background Document 4-b. Prepared for the Joint FAO/WHO Workshop on Fruit and Vegetables for Health, Kobe, Japan, September 1–3, 2004.

Lumpkin, T. A., K. Weinberger, and S. Moore. 2005. “Increasing Income through Fruit and Vegetable Production: Opportunities and Challenges.” Draft note, CGIAR Science Forum, 6 December 2005, Marrakech, Morocco.

Nielsen, H. 1996. "The Socio-Economic Impact of a Smallholder Livestock Development Project, Bangladesh, Integrated Farming in Human Development" (workshop); Danish Agricultural and Rural Development Advisers Forum, Tune Landboskole, Denmark.

Pingali, P. 2004. "Climate Change and Food Systems." Paper presented at the OECD Global Forum on Sustainable Development: Development and Climate Change, ENV/EPOC/GF/SD/RD(2004)11/FINAL, Paris, OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). FAO, 1996. *Rome Declaration on World Food Security*. World Food Summit 13-17 November 1996: A Manual. Rome, Italy: FAO.

Tohill, B. C. 2004. "The Evidence on Fruits and Vegetables and Body Weight." Background Document 4-c. Prepared for the Joint FAO/WHO Workshop on Fruits and Vegetables for Health, Kobe, Japan, September 1–3, 2004.

Weinberger, K., and T. Lumpkin. 2005. "High Value Agricultural Products in Asia and the Pacific for Smallholder Farmers: Trends, Opportunities and Research Priorities." Paper presented at workshop *How the Poor Benefit from Growing Markets for High Value Agricultural Products*. CIAT Headquarters, Cali, Columbia. AVRDC.

Conferences: 4 identifiées

Bhat, R. V., and S. Vasanthi. 1999. "Mycotoxin Contamination of Foods and Feeds." Working document of the Third Joint FAO/WHO/ UNEP International Conference on Mycotoxins. MYC-CONF/99/ 4a, Tunis, Tunisia.

Nalim, S. 1994. "The Impact of Fish in Enhancing Rice Field Ecology and in Integrated Pest Management." Summary report of the 3rd Asian Regional Rice-Fish Farming Research and Development Workshop, June 6–11, 1993, Sukamandi Research Institute for Food Crops, West Java, Indonesia. *ICLARM Conference Proceedings 43*.

Tangka, F., E. A. Ouma, and S. J. Staal. 1999. "Women and the Sustainable Development of Market-Oriented Dairying: Evidence from the Highlands of East Africa." International Sustainable Development Research Conference, Leeds, U.K.

Thompson, P. M., P. Sultana, M. Nuruzzaman, and A. Firoz Khan. 2000. "Impacts of Aquaculture Extension on Pond Operators and the Rural Community," Tenth Biennial Conference of the International Institute of Fisheries Economics and Trade. Oregon.

Autres: 1 identifiés

Hastings, G., M. Stead, L. McDermott, A. Forsyth, A. M. MacKintosh, M. Rayner, C. Godfrey, M. Caraher, and K. Angus. 2003. *Does Food Promotion Influence Children? A Systematic Review of the Evidence*. London: Food Standards Agency.

Annexe 2b: Liste des parutions de recherche publiées après 2009

Revues scientifiques: 6 parutions identifiées

Aquaculture Research

Murshed-e-Jahan K, Ahmed M, Belton B. (2010) The impacts of aquaculture development on food security: lessons from Bangladesh. *Aquaculture Research* 41 (4):481-495

Journal of the Science of Food and Agriculture

Laurie SM, Faber M. (2008) Integrated community-based growth monitoring and vegetable gardens focusing on crops rich in beta-carotene: Project evaluation in a rural community in the Eastern Cape, South Africa. *Journal of the Science of Food and Agriculture* 88 (12):2093-2101.

Food policy

Gunaratna NS, De Groote H, Nestel P, Pixley KV, McCabe GP. (2010) A Metaanalysis of Community-Based Studies on Quality Protein Maize. *Food Policy* (3):202-10.

Field Action Science Report

Talukder A, Haselow NJ, Osei AK, Villate E, Reario D, Kroeun H, SokHoing L, Uddin A, Dhungel S, Quinn V. (2010) Homestead food production model contributes to improved household food security and nutrition status of young children and women in poor populations - lessons learned from scaling-up programs in Asia (Bangladesh, Cambodia, Nepal and Philippines). *Field Actions Science Report*.

Food and Nutrition Bulletin

Olney DK, Talukder A, Iannotti LL, Ruel MT, Quinn V. (2009) Assessing impact and impact pathways of a homestead food production program on household and child nutrition in Cambodia. *Food and Nutrition Bulletin* 30 (4):355-69.

Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene

Aiga H, Matsuoka S, Kuroiwa C, Yamamoto S. (2009) Malnutrition among children in rural Malawian fish-farming households. *Transactions of the Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene* 103 (8):827-33.

Organismes de recherches : 2 parutions identifiées

IFPRI

Kumar N, Quisumbing A. *Access, Adoption, and Diffusion: Understanding the Long-term Impacts of Improved Vegetable and Fish Technologies in Bangladesh*. Discussion Paper 00995. Washington, DC: International Food Policy Research Institute; 2010.

World Fish Center

Karawazuka N. The contribution of fish intake, aquaculture, and small-scale fisheries to improving food and nutrition security: a literature review. World Fish Center, 2010. (Working paper No 2106.)

Forums: 1 identifiées (en ligne)

HarvestPlus website. Available at: <http://www.harvestplus.org/>.

Annexe 3 : Liste des parutions de positionnement identifiées

Annexe 3a : Liste des parutions de positionnement publiées avant 2009

Organismes de recherches : 2 parutions identifiées

HKI (Helen Keller International)

“Homestead Food Production – A Strategy to Combat Malnutrition and Poverty.” 2001
http://www.hki.org/research/HFP_Strategy_Combat_Malnutrition_Poverty_2001.pdf

ICRW (International Center for Research on Women)

“A Leadership Strategy for Reducing Hunger and Malnutrition in Africa: The Agriculture-Nutrition Advantage” (C Johnson-Welch, K MacQuarrie, S Bunch) 2005
http://www.icrw.org/files/publications/A-Leadership-Strategy-for-Reducing-Hunger-and_Malnutrition-in-Africa-The-Agriculture-Nutrition-Advantage.pdf

Organisation internationales de développement : 6 parutions identifiées

World Bank

“Pathways from Agriculture to Nutrition” 2007 <http://siteresources.worldbank.org/INTARD/825826111134598204/21608903/January2008Final.pdf>

FAO (Food and Agriculture Organization of the UN)

“Guidelines for participatory nutrition projects” 1993; currently being updated
<http://www.fao.org/docrep/v1490e/v1490e00.htm#TopOfPage>

“Guidelines for preparing micro-project proposals to improve food security and nutrition” 2002
<http://www.fao.org/DOCREP/005/y2829e/y2829e00.htm>

“Incorporating Nutrition Considerations into Agricultural Research Plans and Programmes” 2001
<http://www.fao.org/docrep/005/y1181e/Y1181E00.htm>

“Incorporating Nutrition Considerations into Development Policies and Programmes” 2004 *Note: p44-46 is most relevant: Policies and programs in agriculture.*
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5343e/y5343e00.pdf>

“Protecting and Promoting Nutrition in Crisis and Recovery” 2005
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/008/y5815e/y5815e00.pdf>

Institutions d’aide bilatéral: 3 parutions identifiées

FANTA (Food And Nutrition Technical Assistance - USAID)

“Improving the Nutrition Impacts of Agriculture Interventions: Strategy and Policy Brief” 2001
http://www.fantaproject.org/downloads/pdfs/NutAg_Mar01.pdf

Background paper: “Increasing the Nutritional Impacts of Agricultural Interventions” (Patricia Bonnard) 1999

http://www.fantaproject.org/downloads/pdfs/nut_ag.pdf

USAID (through A2Z, hosted by AED); IFPRI

“The Micronutrient Impact of Multisectoral Programs Focusing on Nutrition” (JL Leroy, M Ruel, E Verhofstadt, D Olney) 2008

http://www.micronutrientforum.org/innocenti/Leroy%20et%20al%20MNF%20Indirect%20Selected%20Review_FINAL.pdf

Annexe 3b : Liste des parutions de positionnement publiées après 2009

Organismes de recherches : 8 parutions identifiées

AVRDC – The World Vegetable Center

Brochures of mission and activities *Consumption/nutrition is one of the main themes*

http://203.64.245.61/web_docs/brochures/HQ_brochure_web.pdf

http://203.64.245.61/web_docs/brochures/unique_center_latest.pdf

“Home Gardens: Fresh vegetables within reach of all”

http://libnts.avrdc.org.tw/web_docs/media/background/home%20gardens_rev_s.pdf

“Indigenous Vegetables: A home-grown answer to malnutrition”

http://203.64.245.61/web_docs/brochures/point/Point-Nutrition.pdf

IFPRI (International Food Policy Research Institute)

“Leveraging Agriculture for improving nutrition and health outcomes: The way forward.” 2011

<http://2020conference.ifpri.info/publications/the-way-forward/>

This piece has also been published as Ch.23 in *Reshaping agriculture for nutrition and health* edited by S Fan and R Pandya-Lorch, IFPRI 2012 (S Fan, R Pandya-Lorch, and H Fritschel)

http://www.ifpri.org/publication/reshaping-agriculture-nutrition-and-health?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+ifpri-agriculture-health+%28New+from+IFPRI+on+agriculture+and+health%29

CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research)

CRP4: “Agriculture for Improved Health and Nutrition” 2011

http://www.cgiarfund.org/cgiarfund/sites/cgiarfund.org/files/Documents/PDF/crp_4_Proposal.pdf

WorldFish Center

“Fish and Human Nutrition”

http://www.worldfishcenter.org/sites/default/files/fish_human_nutrition_1.pdf

“The contribution of fish intake, aquaculture, and small-scale fisheries to improving nutrition: A literature review” (N Kawarazuka) 2010

http://www.worldfishcenter.org/resource_centre/WP_2106_Nutrition.pdf

HKI (Helen Keller International)

“Homestead Food Production and Nutrition Education” (Victoria Quinn) Feb 2011

http://2020conference.ifpri.info/files/2010/12/20110211parallel1B1_Quinn_Victoria_note.pdf

Organisation internationales de développement : 9 parutions identifiées

UN SCN (Standing Committee on Nutrition)

“6th report on the world nutrition situation: Progress in Nutrition” 2010 Chapter 4: Sustainable Food and Nutrition Security *Note: the 6th report (SCN’s most recent) focuses on two priority areas: maternal nutrition (Ch 3), and agriculture as central to improving nutrition (Ch4).*

<http://www.unscn.org/files/Publications/RWNS6/html/index.html>

EC (European Commission)

“Addressing Undernutrition in External Assistance: an integrated approach through sectors and aid modalities.” September 2011 *Note: Sections 2.6-2.7 are: “Improving Nutrition through Food Security” and “Improving Nutrition through Agriculture”* <http://capacity4dev.ec.europa.eu/topic/fighting-hunger>
http://capacity4dev.ec.europa.eu/sites/default/files/documents/topic/nutrition_en_web.pdf

FANTA (Food And Nutrition Technical Assistance - USAID) “Improving the Nutrition Impacts of Agriculture Interventions: Strategy and Policy Brief” 2001

FAO

“Assisting the food and agriculture sector in addressing malnutrition” 2010
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/agn/pdf/Food_and_Agr_sector_and_malnutrition.pdf

“Guidelines for joint planning for nutrition, food security, and livelihoods: Agreeing on causes of malnutrition for joint action.” May 2011

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Joint_Planning_for_Nutrition_FAO_May2011.pdf

“Investing in Food Security: Linking Agriculture to Nutrition Security” 2009

http://www.fao.org/fileadmin/templates/ag_portal/docs/i1230e00.pdf

PAM

“Enhancing nutrition along the value chain” (Ken Davies, P4P) Feb 2011

http://2020conference.ifpri.info/files/2010/12/20110211parallel1A2_Davies_Ken_note.pdf

“WFP Nutrition Policy” (2012) *discusses P4P and biofortification*

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/eb/wfpdoc061668.pdf>

FIDA

Strategic Framework 2011-2015: Enabling poor rural people to improve their food security and nutrition, raise their incomes and strengthen their resilience <http://www.ifad.org/sf/index.htm>

http://www.ifad.org/sf/strategic_e.pdf

World Bank (WB)

“Addressing Nutrition through Multisectoral Approaches: Guidance Note for Agriculture and Rural Development” Forthcoming 2012 *To be posted at* www.worldbank.org/nutrition

Organisations de la Société Civile; 10 parutions identifiées

ACDI/VOCA

Set of four “Nutrition Integration Fact Sheets” on integrating nutrition into value chains for legumes, vegetables, maize, and rice, accompanied by a nutrition primer. April 2012

<http://www.thousanddays.org/author/acdivoca/>

ACF International (Action Against Hunger)

“Maximizing the nutritional impact of food security and livelihoods interventions: a manual for field workers” (Geraldine Le Cuziat and Hanna Mattinen) July 2011

<http://www.actionagainsthunger.org/publication/2011/07/maximising-nutritional-impact-food-security-and-livelihoods-interventions>

Concern Worldwide

“Realigning Agriculture to Integrate Nutrition (RAIN) Project” (Tom Arnold) Feb 2011

http://2020conference.ifpri.info/files/2010/12/20110211parallel1B3_Arnold_Tom_note.pdf

“The Time is Now: Improving Food Security and Nutrition for the Poorest” 2012

http://www.concernusa.org/media/pdf/2011/06/FINAL_Hunger_Broch.pdf

Bioversity International (BI)

“Improving Nutrition with Agricultural Biodiversity: a manual on implementing food systems field projects to assess and improve dietary diversity, and nutrition and health outcomes” Oct 2011

http://www.bioversityinternational.org/fileadmin/bioversityDocs/Research/Nutrition_new/Improving_Nutrition_with_agricultural_biodiversity.pdf

“Resilient Food and Nutrition Systems: Analyzing the role of agricultural biodiversity in enhancing human nutrition and health” 2011

http://www.bioversityinternational.org/fileadmin/bioversityDocs/Research/Nutrition_new/Bioversity_Nutrition_strategy_fullversion.pdf

Save the Children, UK

“A Life Free from Hunger: *Chapter 4: Harnessing the Potential of Agriculture to Tackle Malnutrition*”

2012 <http://www.savethechildren.org.uk/resources/online-library/life-free-hunger-tackling-child-malnutrition>

“Hungry for Change: An eight-step, costed plan of action to tackle global hunger” 2009 *Note:*

“*component 3*” of the plan is about nutrition-friendly agriculture

http://www.savethechildren.org.uk/en/54_9544.htm

World Vision International (WV)

“Growing Healthy Children: Addressing child undernutrition through agriculture.” (Sheri Arnott) Feb 2011

<http://voices.worldvision.ca/wp-content/uploads/2012/04/Food-Sec-Nutrition-Discussion-Paper-FINALver-2-feb-2011-21.pdf>

“Growing healthy children: Key Lessons from evaluations of World Vision's integrated agriculture-nutrition-health programming” (Kioko Munyao) Feb 2011

http://2020conference.ifpri.info/files/2010/12/20110211parallel2C3_Munyao_Kioko_note.pdf

Institutions d'aide bilaterale: 10 parutions identifiées

DFID-commissioned review (University of London):

“A systematic review of agriculture interventions that aim to improve nutritional status of children.” (E Masset, L Haddad, A Cornelius, J Isaza-Castro) 2011

http://www.dfid.gov.uk/R4D/PDF/Outputs/SystematicReviews/Masset_etal_agriculture_and_nutrition.pdf

<http://eppi.ioe.ac.uk/cms/LinkClick.aspx?fileticket=QbYFOITyugs%3D&tabid=2974&mid=5583>

USAID

Feed the Future Indicator Handbook: Definition Sheets

<http://www.feedthefuture.gov/documents/FTFHandbookIndicatorDefinitions.pdf>

GAIN, IDS, and USAID Nutritious Agriculture by Design: A tool for program planning. May 2012
Not yet available online

USAID (United States Agency for International Development) Feed the Future Guide 2010 *Note: p13-14 outlines FTF approach to reducing undernutrition through agriculture investments.*

<http://www.feedthefuture.gov/guide.html>

IYCN (Infant and Young Child Nutrition -USAID)

“Achieving Nutritional Impact and Food Security through Agriculture: Fact sheet” Feb 2011
[http://www.iycn.org/resource/?resource_categories=agriculture-](http://www.iycn.org/resource/?resource_categories=agriculture-tools)
[toolshttp://iycn.org/files/FINALIYCNAgricultureFactSheet022311.pdf](http://iycn.org/files/FINALIYCNAgricultureFactSheet022311.pdf)

“Integrating Household Nutrition and Food Security objectives into proposed agriculture projects: Illustrative guidance” Feb 2011
<http://www.iycn.org/agriculture.php>

“Nutrition and Food Security Impacts of Agriculture Projects: A review of experience” (Jim Levinson) Feb 2011
<http://www.iycn.org/agriculture.php>
<http://iycn.org/files/FINALIYCNAgricultureFactSheet022311.pdf>

“Nutritional Impact Assessment Tool: a tool for maximizing the positive impacts of agricultural interventions on nutritionally vulnerable and food insecure populations” September 2011
http://www.iycn.org/resource/?resource_categories=agriculture-tools

“Spotlight Analysis: Nutrition and Agriculture” Dec 2011
http://typo3.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Agriculture_nutrition/ACCESO_Spotlight_Nutrition_12_11_ENG.pdf

Arènes: 2 identifiées

UN HLTF on Global Food Security (High Level Task Force)

“Food and Nutrition Security for All through Sustainable Agriculture and Food Systems” March 2012
<http://www.un-foodsecurity.org/>

“Updated Comprehensive Framework for Action (CFA)” 2010
http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/UCFA_English.pdf
http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/SUMMARY_UCFA_EN.pdf

Forum: 1 identifié

AED and FAO

“Deepening the Dialogue: Agriculture and nutrition collaboration to enhance global food security: summary report from the Open Forum held on Nov 1, 2010”

http://typo3.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Agriculture_nutrition/Deepening_the_Dialogue_Summary_Report.pdf

Secteur privé: 3 parutions identifiées

McKnight Foundation Crop Collaborative Research Program (CCRP)

“What we know about agricultural interventions to improve child nutrition” Forthcoming (listed alphabetically: Berti, P. Bezner-Kerr, R., Creed, H., Cruz, Y., Jones, A., Nicklin, C., Omonte, M., Perez, M., Scurrah, M.) *To be released 2012 or 2013.*

AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa)

“Transforming agriculture, nutrition, and health linkages” (Ngongi) Feb 2011

http://2020conference.ifpri.info/files/2011/02/20110210inaugural_panel_Ngongi_Namanga_note.pdf

BMGF (Bill & Melinda Gates Foundation)

“Optimizing Nutrition Outcomes from Investments in Agriculture” Aug 2012

<http://www.gatesfoundation.org/agriculturaldevelopment/Pages/optimizing-nutrition-outcomes-from-investment-agriculture.aspx>

Annexe 4 : Financements alloués aux différents secteurs dit « sensibles » à la nutrition par les pays SUN

Pourcentage de budget moyen au sein des pays finançant le secteur 1/3

	Total Average annual budget (millions)	Sensitive Average annual budget (millions)	%sensitive / total budget
Bangladesh	1566,75	1393,86	88,97
Benin	33,82	0,34	1,01
Burkina Faso	13,23	0,14	1,06
Haiti	10,19	1,3	12,76
Kenya	165,11	5,93	3,59
Madagascar	31,73	9,57	30,16
Malawi (no sensitive)	0,14		
Mozambique	81,8	15,73	19,23
Nepal	38,67	19,33	49,99
Rwanda	91,99	3,36	3,65
Senegal	11,95	1,73	14,48
Sierra Leone	115,38	87,68	75,99
Tanzania	105,57	2,09	1,98
The Gambia	5,26	0,89	16,92
Uganda	13,24	5,11	38,60
Yemen	177,17	12,8	7,22
Concerned country average	153,88	103,99	24,37

Pourcentage de budget moyen au sein des pays finançant le secteur 2/3

	Sanitation average annual budget (millions)	Water average annual budget (millions)	Total WaSH average annual budget (sanitation + water)	% WaSH / sensitive average annual budget	% WaSH / budget average annual budget	Food Security average annual budget (millions)	% food security / sensitive average annual budget	% food security / total average annual budget
Bangladesh						1393,86	100,00	88,97
Benin						0,34	100,00	1,01
Burkina Faso								
Haiti	0,01		0,01	0,77	0,10	0,39	30,00	3,83
Kenya						0,06	1,01	0,04
Madagascar	0,22	0,66	0,88	9,20	2,77	8,70	90,91	27,42

Malawi (no sensitive)								
Mozambique		0,35	0,35	2,23	0,43	2,95	18,75	3,61
Nepal	1,83	1,13	2,96	15,31	7,65	16,20	83,81	41,89
Rwanda						3,32	98,81	3,61
Senegal						1,73	100,00	14,48
Sierra Leone	6,6	4,74	11,34	12,93	9,83	43,47	49,58	37,68
Tanzania						0,98	46,89	0,93
The Gambia	0,17		0,17	19,10	3,23	0,48	53,93	9,13
Uganda	0,04		0,04	0,78	0,30	4,70	91,98	35,50
Yemen	6		6	46,88	3,39	6,80	53,13	3,84
Concerned country average	2,12	1,72	2,72	13,40	3,46	106,00	65,63	19,42

Pourcentage de budget moyen au sein des pays finançant le secteur 3/3

	Care environments average annual budget (millions)	% care environment/Sensitive average annual budget	% care environment/ total average annual budget	Health average annual budget (millions)	% health / sensitive average annual budget	%health / total average annual budget
Bangladesh						
Benin						
Burkina Faso				0,14	100,00	1,06
Haiti				0,91	70,00	8,93
Kenya				5,87	98,99	3,56
Madagascar						
Malawi (no sensitive)						
Mozambique				12,43	79,02	15,20
Nepal	0,17	0,88	0,44			
Rwanda				0,05	1,49	0,05
Senegal						
Sierra Leone				32,87	37,49	28,49
Tanzania				1,12	53,59	1,06
The Gambia	0,03	3,37	0,57	0,22	24,72	4,18
Uganda	0,12	2,35	0,91	0,25	4,89	1,89
Yemen						
Concerned country average	0,11	2,20	0,64	5,98	52,24	7,16

Pourcentage de budget moyen par habitant et par an 1/3

	Total Average annual budget (millions)	Sensitive Average annual budget (millions)	%sensitive / total budget
Bangladesh	9,98	8,88	88,98
Benin	3,32	0,03	0,90
Burkina Faso	0,69	0,01	1,45
Haiti	0,93	0,12	12,90
Kenya	3,42	0,12	3,51
Madagascar	1,33	0,4	30,08
Malawi (no sensitive)			
Mozambique	3,12	0,6	19,23
Nepal	1,14	0,57	50,00
Rwanda	8,17	0,3	3,67
Senegal	0,82	0,12	14,63
Sierra Leone	17,25	13,11	76,00
Tanzania	1,98	0,04	2,02
The Gambia	2,67	0,45	16,85
Uganda	0,34	0,13	38,24
Yemen	6,72	0,49	7,29
Concerned country per capita average	3,87	1,69	24,38
Total country per capita budget	61,88	25,37	N/A
Country per capita average	N/A	N/A	N/A

Pourcentage de budget moyen par habitant et par an 2/3

	Sanitation average annual budget (millions)	Water average annual budget (millions)	Total WaSH average annual budget (sanitation + water)	% WaSH / sensitive average annual budget	% WaSH / budget average annual budget	Food Security average annual budget (millions)	% food security / sensitive average annual budget	% food security / total average annual budget
Bangladesh						8,88	100,00	88,98
Benin						0,03	100,00	0,90
Burkina Faso								
Haiti	0		0	0,00	0,00	0,04	33,33	4,30
Kenya						0,00	0,00	0,00
Madagascar	0,01	0,03	0,04	10,00	3,01	0,36	90,00	27,07
Malawi (no sensitive)								
Mozambique	0,01		0,01	1,67	0,32	0,11	18,33	3,53
Nepal	0,05	0,03	0,08	14,04	7,02	0,48	84,21	42,11

Rwanda						0,29	96,67	3,55
Senegal						0,12	100,00	14,63
Sierra Leone	0,99	0,71	1,7	12,97	9,86	6,50	49,58	37,68
Tanzania						0,02	50,00	1,01
The Gambia	0,09		0,09	20,00	3,37	0,24	53,33	8,99
Uganda	0		0			0,12	92,31	35,29
Yemen	0,23		0,23	46,94	3,42	0,26	53,06	3,87
Concerned country per capita average	0,20	0,26	0,27	13,20	3,37	1,25	55,06	18,30
Total country per capita budget	1,38	0,77	2,15	N/A	N/A	17,45	N/A	N/A
Country per capita average	N/A	N/A	N/A	8,47	3,47	N/A	68,78	28,20

Pourcentage de budget moyen par habitant et par an 3/3

	Care environments average annual budget (millions)	% care environment/Sensitive average annual budget	% care environment/total average annual budget	Health average annual budget (millions)	% health / sensitive average annual budget	%health / total average annual budget
Bangladesh						
Benin						
Burkina Faso				0,01	100,00	1,45
Haiti				0,08	66,67	8,60
Kenya				0,12	100,00	3,51
Madagascar						
Malawi (no sensitive)						
Mozambique				0,47	78,33	15,06
Nepal	0,00	0,00	0,00			
Rwanda				0,00	0,00	0,00
Senegal						
Sierra Leone				4,92	37,53	28,52
Tanzania				0,02	50,00	1,01
The Gambia	0,01	2,22	0,37	0,11	24,44	4,12
Uganda	0,00	0,00	0,00	0,01	7,69	2,94
Yemen					0,00	
Concerned country per capita average	0,00	0,74	0,12	0,64	51,63	7,25
Total country per capita budget	0,01	N/A	N/A	5,74	N/A	N/A
Country per capita average	N/A	0,04	0,02	N/A	22,63	9,28

Source : Auteur en fonction de données SUN : <http://scalingupnutrition.org/>

Annexe 5 : Répartition institutionnelle des points focaux SUN

Instance	Ministère de la Santé ou affiliés	Ministère de l'agriculture ou affiliés	Ministère du développement ou affiliés	Instance multisectorielle ou affiliés	Présidence ou primature		
					Conseiller Santé	Conseiller agricole	Autres
Pays	Bangladesh					Bénin	
	Burkina Faso						
							Burundi
	Ethiopie						
	Gambie						
			Ghana				
				Guatemala			
				Haiti			
				Indonésie			
	Kenya						
	Kirghizistan						
	Laos						
	Madagascar						
					Malawi		
	Mali						
	Mauritanie						
				Mozambique			
	Myanmar						
	Namibie						
			Nepal				
	Niger						
	Nigeria						
			Perou				
	Rwanda						
				Senegal			
							Sierra Leone
							Tanzanie
						Ouganda	
				Yemen			
				Zambie			
				Zimbabwe			
Nombre de points focaux par catégories	15	0	3	8	1	1	4

Source : Auteur en fonction de données SUN : <http://scalingupnutrition.org/>